MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES

Liberté
Égalité
Fraternité

CERFA
N° 14734 * 04

Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas.
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Ce document est émis par le ministère en charge de l'écologie.

Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur. Si vous ne disposez pas du logiciel adapté, vous pouvez télécharger Adobe Acrobat Reader gratuitement via ce lien

Cadre réservé à l'autorité chargée de l'examen au cas par cas

Date de réception : __ __/__ __/__ __ __ __

Dossier complet le : __ __/__ __/__ __ __ __

N° d'enregistrement : _____

1 Intitulé du projet

Création d'une surface commerciale alimentaire enseigne "ALDI"

2 Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom(s)

2.2 Personne morale

Dénomination

IMMALDI & CIE

Raison sociale

SAS

N° SIRET

3 7 8 5 6 8 6 3 8 0 0 0 4 3

Type de société (SA, SCI...)

SAS

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☑ Monsieur

Nom

DOSSEUR

Prénom(s)

Jean-Philippe

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux données nominatives portées dans ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectification pour ces données auprès du service destinataire.

3 Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.)
41. Aires de stationnement ouvertes au public (...). a) Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus.	Création d'une surface alimentaire en renouvellement urbain et aménagement du parking associé de 80 places. Surface totale du projet: 0.6 hectare. La nature de l'ancienne exploitation : Garage Ford et son parking.

3.1 Le projet fait-il l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code de l'environnement ? (clause-filet) ?

☐ Oui ☑ Non

3.2 Le projet fait-il l'objet d'une soumission volontaire à examen au cas par cas au titre du III de l'article R.122-2-1 ?

☐ Oui ☑ Non

4 Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire.

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

Le projet comprend :
- La démolition du bâtiment actuel (Garage Ford) ;
- Le décapage de la voirie ;
- La création d'une surface commerciale (enseigne ALDI) de 1 630.3 m² de surface au sol (dont 984.45 m² de surface de vente) ;
- La création de la voirie nécessaire à la desserte de la zone (1 596 m²)
- La création de stationnements nécessaires au fonctionnement de la zone (80 places en revêtement semi-perméable, 1 143.5 m²) ;
- L'aménagement paysager des espaces verts (1 308 m²) ;
- Le raccordement aux réseaux ;
- La mise en place de dispositifs de traitement des eaux pluviales.

4.2 Objectifs du projet

Le projet concerne la création par transfert d'une surface commerciale alimentaire de l'enseigne « ALDI », et son parking associé, localisé au cœur d'une zone industrielle et commerciale existante de Villeneuve Braouic, en renouvellement urbain. Ce projet doit permettre de répondre aux besoins commerciaux de la population locale tout en favorisant le développement économique de la commune sur un secteur dédié aux activités commerciales et industrielles.
Le périmètre de l'opération est localisé à environ 2.6 km au Sud-Est du centre-ville de Quimperlé, dans une zone dédiée à l'artisanat, au commerce et à l'industrie.

La zone est desservie par une voie piétonne sécurisée, permettant ainsi de favoriser les mobilités douces depuis sa périphérie. Le projet prévoit également la mise en place de stationnement cycles afin de soutenir les modes de déplacement alternatifs.
Le parcellaire de projet est ainsi idéalement positionné pour accueillir une opération de ce type, tout en tenant compte des spécificités du site.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 Dans sa phase travaux

En phase travaux, le projet prévoit :
- La réalisation des terrassements liés à l'aménagement de la zone
- La pose des réseaux nécessaires au fonctionnement de la zone
- La réalisation de l'ouvrage pour la gestion des eaux pluviales
- La création de voiries pour la desserte de l'opération (connectée au réseau périphérique)
- La création des stationnements en revêtement semi-perméable
- L'aménagement paysager des espaces verts
- La construction de la cellule commerciale

4.3.2 Dans sa phase d'exploitation et de démantèlement

En phase d'exploitation, le projet est destiné à accueillir un supermarché de 1 630.3 m² de surface commerciale (enseigne ALDI).

4.4 À quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

ⓘ La décision de l'autorité chargée de l'examen au cas par cas devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Projet soumis à permis de construire.

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques du projet	Valeurs
Surface cadastrale totale parcelle ALDI : Surfaces perméables (y compris les espaces verts + parking pavé drainant) : Surface imperméable (y compris le magasin) : Surface d'emprise au sol couverte : Surface de plancher /surface de vente y compris le SAS	6 000 m² ; 1 308 m² + 1 143.5 m² ; 3 567 m² ; 1 630.3 m² ; 1 410 m² / 984.45 m²

4.6 Localisation du projet

Adresse et commune d'implantation

Numéro : 1 Voie :

Lieu-dit : Rue de Nara

Localité : Quimperlé

Code postal : 2 9 0 0 0 BP : Cedex :

Coordonées géographiques[1]

Long. : - 3 ° 5 2 ' 7 0 " 3 Lat. : 4 7 ° 8 6 ' 4 6 " 1

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7°a), 9°a), 10°,11°a) b),12°,13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36°, 37°, 38°, 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement

Point de départ : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Point de d'arrivée : Long. : ° ' " Lat. : ° ' "

Communes traversées :

Précisez le document d'urbanisme en vigueur et les zonages auxquels le projet est soumis :

La commune de Quimperlé est couverte par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, approuvé le 09 février 2023. Le parcellaire bénéficie d'un classement U au règlement graphique de ce document.

ⓘ Joignez à votre demande les annexes n°2 à 6.

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

☐ Oui ☑ Non

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage avait-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

☐ Oui ☐ Non

[1] Pour l'outre-mer, voir notice explicative.

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ? En cas de modification du projet, préciser les caractéristiques du projet « avant /après ».

5 Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

ⓘ Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive Géo-IDE, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	☐	☑	
En zone de montagne ?	☐	☑	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	☐	☑	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	☐	☑	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	☐	☑	

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	☐	☑	Le site de projet est localisé dans l'enveloppe d'exposition au bruit de 100 m qui est définie de part et d'autre de la RD783m.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	☐	☑	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	☐	☑	Un diagnostic ZH a été réalisé le 28 janvier 2026 par le cabinet Quarta. Au regard de l'occupation du sol (surfaces aménagées: enrobé, bâtiments,...), aucune prospection pédologique n'a pu être réalisée. Ainsi, aucun ZH n'a été détectée sur le parcellaire de projet.
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	☑	☐	La commune de Quimperlé est concernée par le risque inondation au titre de l'Isole, Laïta et l'Ellé qui sont identifié à l'AZI de Bretagne et font également l'objet d'un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi Bassin de la Laïta, l'Ellé et l'Isole).
	☑	☐	Le PPRi a été approuvé le 17 décembre 2004. Le site de projet n'est pas concerné par ce risque. Il se trouve en dehors du zonage réglementaire.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	☑	☐	L'activité actuelle du garage Ford est susceptible d'engendrer un risque de pollution des sols, notamment en raison de la manipulation de produits hydrocarburés tels que les huiles et les carburants. Une étude de sol sera nécessaire pour détecter la présence de polluants. En cas de pollution, la dépollution du site devra être assurée par l'ancien exploitant.
Dans une zone de répartition des eaux ?	☐	☑	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	☐	☑	
Dans un site inscrit ?	☐	☑	

Le projet se situe-t-il dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	☐	☑	Deux sites Natura 2000 sont présents sur la commune de Quimperlé. Il s'agit de : • La rivière Ellé – ZSC FR5300006, localisée à 830 mètres à l'Ouest du projet ; • La rivière Laïta, pointe du Talud, étang du Loc'h et Lannénec – ZSC FR5300059, localisée à 800 m au Sud-Ouest du projet.
D'un site classé ?	☐	☑	

6 Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	☑	☐	L'exploitation de la cellule commerciale va entraîner une consommation en eau qui peut être estimée à +/- 60 m3/an ce qui est, a priori, proche des consommations actuellement observées sur le site (Garage Ford). Le projet n'aura donc, a priori, pas d'incidence négative sur la consommation en eau potable sur le territoire.
	Impliquera-t-il des drainages/ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	☐	☑	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	☑	☐	Déblais de démolition et terrassement à valoriser sur site en priorité ou à traiter selon la filière adaptée
	Est-il déficitaire en matériaux ?	☑	☐	Apport de matériaux en phase travaux (sable, enrobée, pierre,...)
	Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	☑	☐	Eau, sable, pierre,...

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Est-il en adéquation avec les ressources disponibles, les équipements d'alimentation en eau potable/ assainissement ?	☑	☐	STEP suffisamment dimensionnée pour recevoir les effluents de la future surface alimentaire (Cf. Annexe 8).Notons que l'exploitation actuelle est déjà raccordée à cet équipement, avec des rejets probablement équivalents à la future exploitation.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	☐	☑	Le site est localisé au sein d'une zone d'activités. La haie sur talus au Sud est intéressante. Un nid de corvidé a été observé (Cf, annexe 8). Le site présente ainsi peu d'enjeux environnementaux et des mesures ERC ont été prévues pour favoriser le potentiel de la zone en tant que support de biodiversité.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	☐	☑	
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	☐	☑	Renouvellement urbain.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	☑	☐	Le périmètre de projet est concerné par : - Le site d'étude est localisé dans le périmètre de voisinage de la RD783. - L'activité actuelle du garage Ford est susceptible d'engendrer un risque de pollution des sols, notamment en raison de la manipulation de produits hydrocarbures tels que les huiles et les carburants.
	Est-il concerné par des risques naturels ?	☑	☐	Radon, risque sismique,
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	☐	☑	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	☐	☑	

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	☑	☐	En sortie d'aménagement on peut estimer la rotation à 46 véhicules/heure tous sens confondus en heure de pointe le samedi. Il s'agit d'une estimation brute qui ne tient pas compte du trafic actuel sur la zone industrielle existante.
	Est-il source de bruit ?	☐	☑	Le projet n'est pas source de bruit en dehors de la circulation (VL et PL). Isolation phonique des groupes froids dans des caissons acoustiques
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	☐	☑	Pas de nuisance sonore en dehors de la circulation automobile.
	Engendre-t-il des odeurs ?	☐	☑	
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des vibrations ?	☐	☑	Pas de vibration en dehors de la circulation automobile.
	Est-il concerné par des vibrations ?	☐	☑	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	☑	☐	En phase exploitation, le parking sera éclairée sur les heures d'ouverture. Respect de la législation en vigueur de l'Arrêté du 27 décembre 2018.
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	☑	☐	
Émissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	☐	☑	Pas de rejets atmosphériques en dehors du trafic et du chauffage des locaux.
	Engendre-t-il des rejets liquides ?	☑	☐	Le projet favorise les surfaces perméables (espaces verts) et semi-perméables (stationnements). Gestion des eaux pluviales pour une pluie d'occurrence 10 ans.
	Si oui, dans quel milieu ?	☑	☐	Vers réseau EP communal avant de rejoindre le ruisseau du Loc-Joly

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Émissions	Engendre-t-il des effluents ?	☑	☐	La création d'une cellule commerciale va entrainer une production d'effluents qui peut être estimée à +/- 3 EH. Notons que l'exploitation actuelle est déjà raccordée à cet équipement, avec des rejets probablement équivalents à la future exploitation. L'équipement de traitement des eaux usées en place semble donc suffisamment dimensionné pour recevoir ces rejets produits par la future enseigne « ALDI ».
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	☑	☐	Faible production de déchets liée au fonctionnement du supermarché : Les matériaux d'emballage des produits (cartons) seront traités et revalorisés par une entreprises spécialisée. Les invendus alimentaires sont donnés aux associations (dans la mesure du possible).
Patrimoine/Cadre de vie/Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	☐	☑	Mise en place d'une notice paysagère qualitative sur le projet.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	☐	☑	Renouvellement urbain.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

☐ Oui ☑ Non

Si oui, décrivez lesquelles :

6.4 Description des principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables

6.5 Description, le cas échéant, des mesures et caractéristiques du projet susceptibles d'être retenues ou mises en œuvre pour éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (en y incluant les scénarios alternatifs éventuellement étudiés) et permettant de s'assurer de l'absence d'impacts résiduels notables. Il convient de préciser et de détailler ces mesures (type de mesures, contenu, mise en œuvre, suivi, durée).

- Insertion paysagère ,
- Stationnement semi-perméables et gestion des eaux pluviales au sein de l'aire de projet (10 ans) => Aménagement permanent;
- Création de stationnements cycle et raccordement du projet au réseau de liaisons douces en périphérie => Aménagement permanent;
- Préservation de 2 sujets d'arbres au Sud =>Évitement permanent ;
- Aménagement des espaces verts : Les espaces verts seront plantés (haies vives, arbustes et arbres de hautes tiges)=> Aménagement permanent;
-Gestion différenciée des espaces verts afin de favoriser leur potentiel en tant que support de biodiversité => Aménagement permanent;
– Des aménagements spécifiques pour la faune seront implantés au sein du projet pour optimiser les supports potentiels de biodiversité (prairies, gabion...) => Aménagement permanent.

7 Auto-évaluation (facultatif)

ⓘ Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Du fait de l'actuelle occupation du sol (parcelle imperméabilisée), du positionnement du parcellaire (au cœur de la trame urbaine) et de l'importance du projet (0.6 hectare) l'impact du projet d'aménagement d'une surface commerciale ALDI restera limitée. De plus, plusieurs mesures ERC ont été proposées pour : le traitement des eaux pluviales, le maintien du "potentiel biodiversité" de la zone (préservation de deux arbres, aménagements pour la faune, création de gabion, plantations..), le soutien aux modes de déplacement alternatifs (vélo, piéton, véhicules électriques).
Un important travail a également réalisé, avec l'équipe d'architectes et de paysagistes, pour s'assurer du traitement paysager de l'opération d'aménagement et son intégration dans un environnement. Le projet représente une plus-value par rapport à l'actuelle occupation du site (paysager, environnementale, biodiversité,...)

8 Annexes

8.1 Annexes obligatoires

	Objet	
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - **non publié**.	☑
2	Si le projet fait l'objet d'un examen au cas par cas dans le cadre du dispositif prévu aux I et II de l'article R.122-2-1 du code l'environnement (clause filet), la décision administrative soumettant le projet au cas par cas.	☐
3	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe).	☑
4	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain.	☑
5	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6°a), b) et c), 7°a), 9°a),10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé	☑
6	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6°a), b) et c), 7° a), 9°a), 10°,11°a), b), 12°, 13°, 22°, 32°, 33°, 34°, 35°, 36, 37°, 38°, 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau	☑
7	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	☑

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou petitionaire

ℹ Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent.

	Objet	
1	Annexe n°8: Description des enjeux environnementaux présents sur le site, des impacts prévisibles associés à l'aménagement et des mesures proposées pour éviter-réduire-compenser ces impacts.	☑
2		☐
3		☐
4		☐
5		☐

9 Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur avoir pris en compte les principaux résultats disponibles issus des évaluations pertinentes des incidences sur l'environnement requises au titre d'autres législations applicables ☑

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus ☑

Nom DOSSEUR

Prénom JEAN-PHILIPPE

Qualité du signataire Responsable développement

À Boufféré

Fait le 28/04/2026

Dosseur

Signature numérique de Dosseur
Date : 2026.04.28 17:32:01 +02'00'

Signature du (des) demandeur(s)

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère chargé de l'environnement

Annexe n°1 à la demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact

Informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire

À JOINDRE AU FORMULAIRE CERFA N° 14734

NOTA : CETTE ANNEXE DOIT FAIRE L'OBJET D'UN DOCUMENT NUMÉRISÉ PARTICULIER LORSQUE LA DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS EST ADRESSÉE À L'AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

Personne physique

Adresse

Numéro		Extension		Nom de la voie	
Code Postal		Localité		Pays	
Tél			Fax		
Courriel		@			

Personne morale

Adresse du siège social

Numéro	33	Extension		Nom de la voie	RUE DES VANESSES
	BÂTIMENT EXELMANS				
Code postal	93420	Localité	VILLEPINTE	Pays	FRANCE
Tél	686449435		Fax		
Courriel	contact@aldi.fr	@			

Personne habilitée à fournir des renseignements sur la présente demande

Nom	DOSSEUR	Prénom	Jean-Philippe
Qualité	Responsable développement immobilier		
Tél	272190135	Fax	
Courriel	jeanphilippe.dosseur@aldi.fr @		

En cas de co-maîtrise d'ouvrage, listez au verso l'ensemble des maîtres d'ouvrage.

Co-maîtrise d'ouvrage

Annexe 3 :

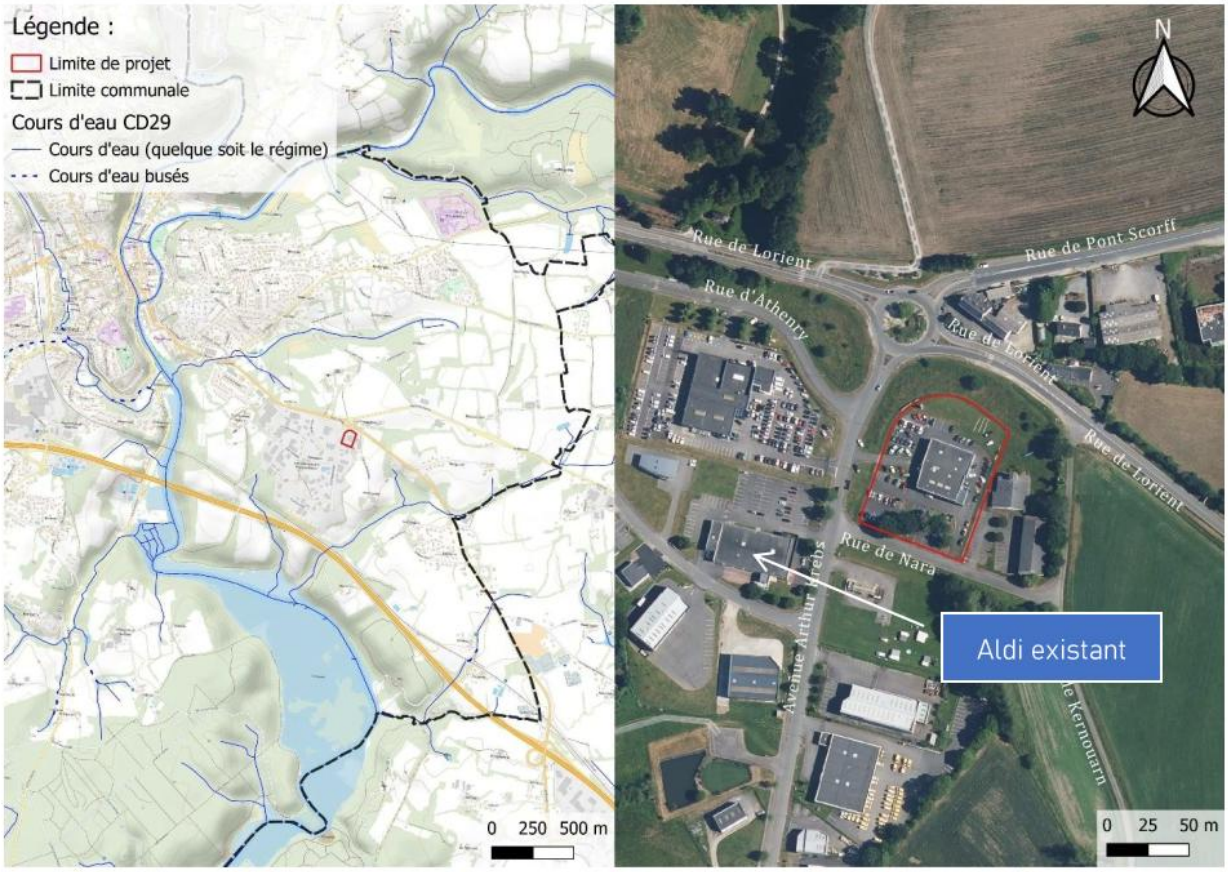


Illustration N°1: Localisation du périmètre de projet (Source : Quarta ; CD29 ; Fonds : IGN Plan, Orthophoto 2021)

Annexe 4 :



Illustration N°3:Occupation du sol du site (Source : Quarta ; Fond : Orthophoto 2021)



Photo N°1: Occupation actuelle du site



Photo N°2: Vue sur le site depuis le Sud-Ouest



Photo N°3: Vue sur l'entrée du site Ouest



Photo N°4: Vue sur les places de stationnements Sud et la haie bocagère



Photo N°5: Vue sur l'accès Sud



Photo N°6: Vue sur les stationnements Sud

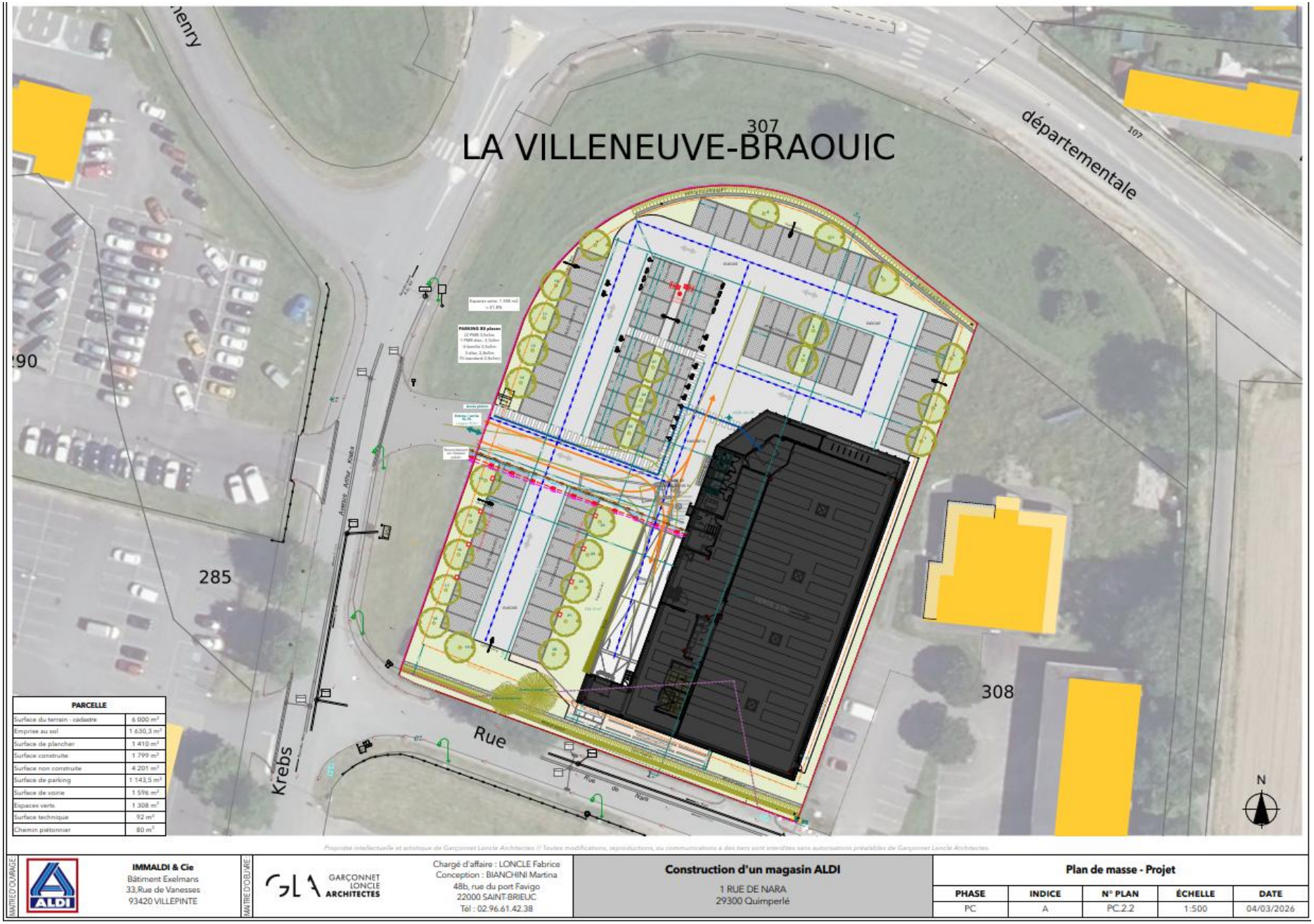


Photo N°7: Vue sur les stationnements et zones de stockage Est



Photo N°8: Vue sur l'espace vert Nord

Annexe 5 : Plan de masse projeté (Source : GARÇONNET LONCLE ARCHITECTES, IMMALDI & Cie, le 04.03.2026)



Annexe 6 :



Illustration N°3:Occupation du sol du site (Source : Quarta ; Fond : Orthophoto 2021)

Annexe 7 :

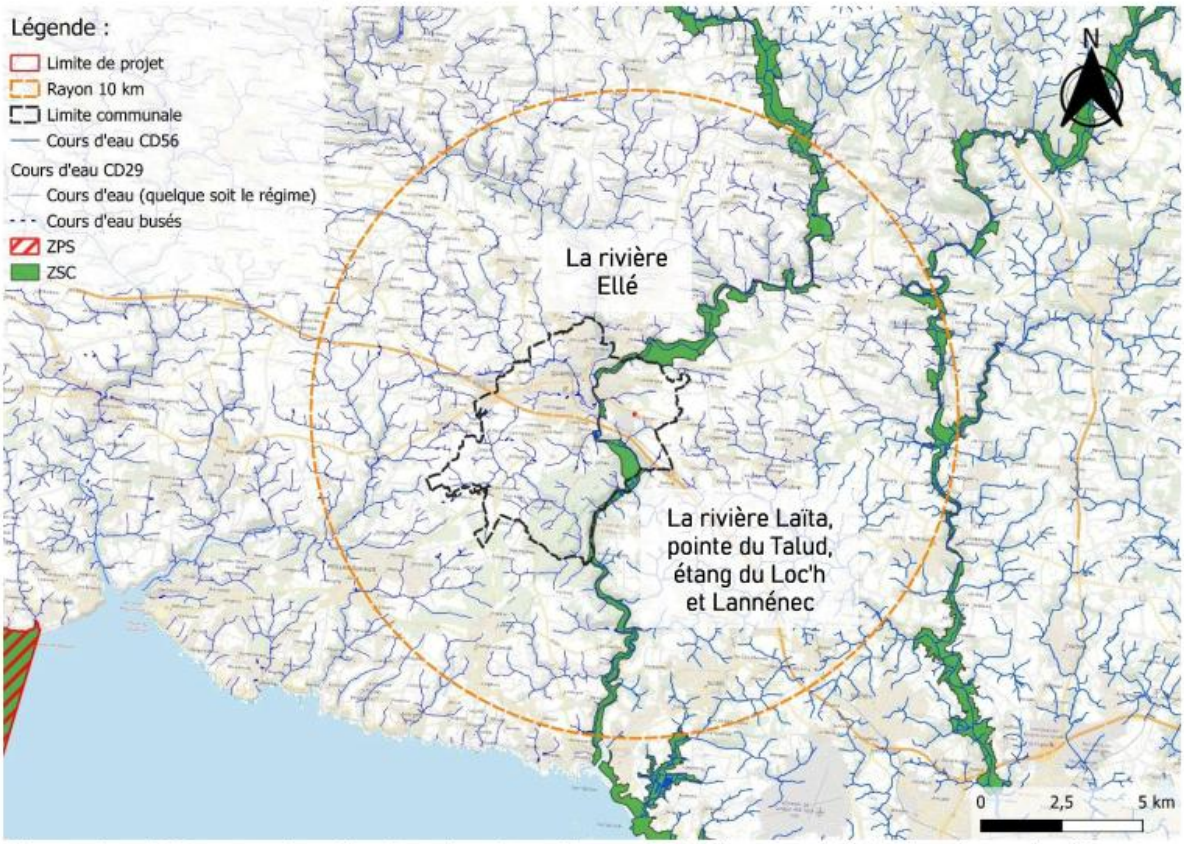


Illustration N°12: Localisation des sites Natura 2000 à proximité du site de projet (Sources : Quarta, CD 29 et 56, DREAL Bretagne ; INPN ; Fond : IGN Plan)

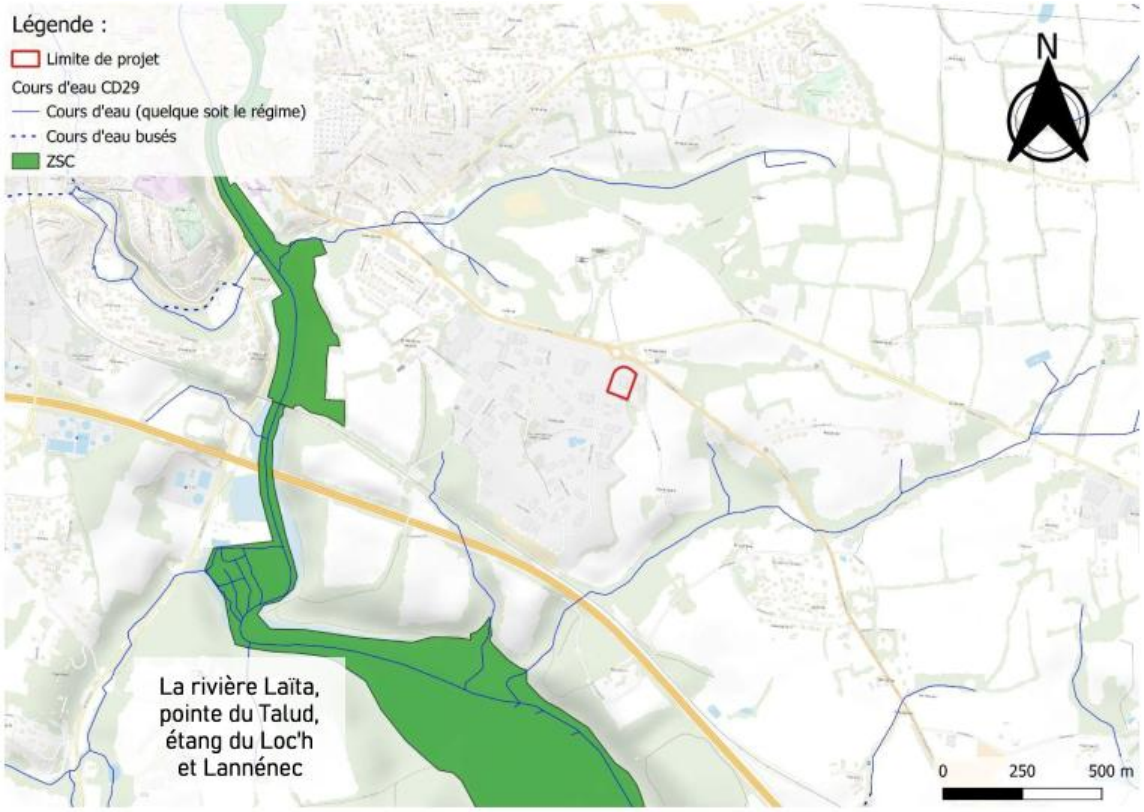


Illustration N°13: Zoom sur la localisation des sites Natura 2000 à proximité du site de projet (Sources : Quarta, CD 29, DREAL Bretagne ; INPN ; Fond : IGN Plan)

DEMANDE D'EXAMEN AU CAS PAR CAS

1 Rue de Nara, QUIMPERLE (29)

IMMALDI ET COMPAGNIE

Annexe n°8

Réalisé le 09/04/2026

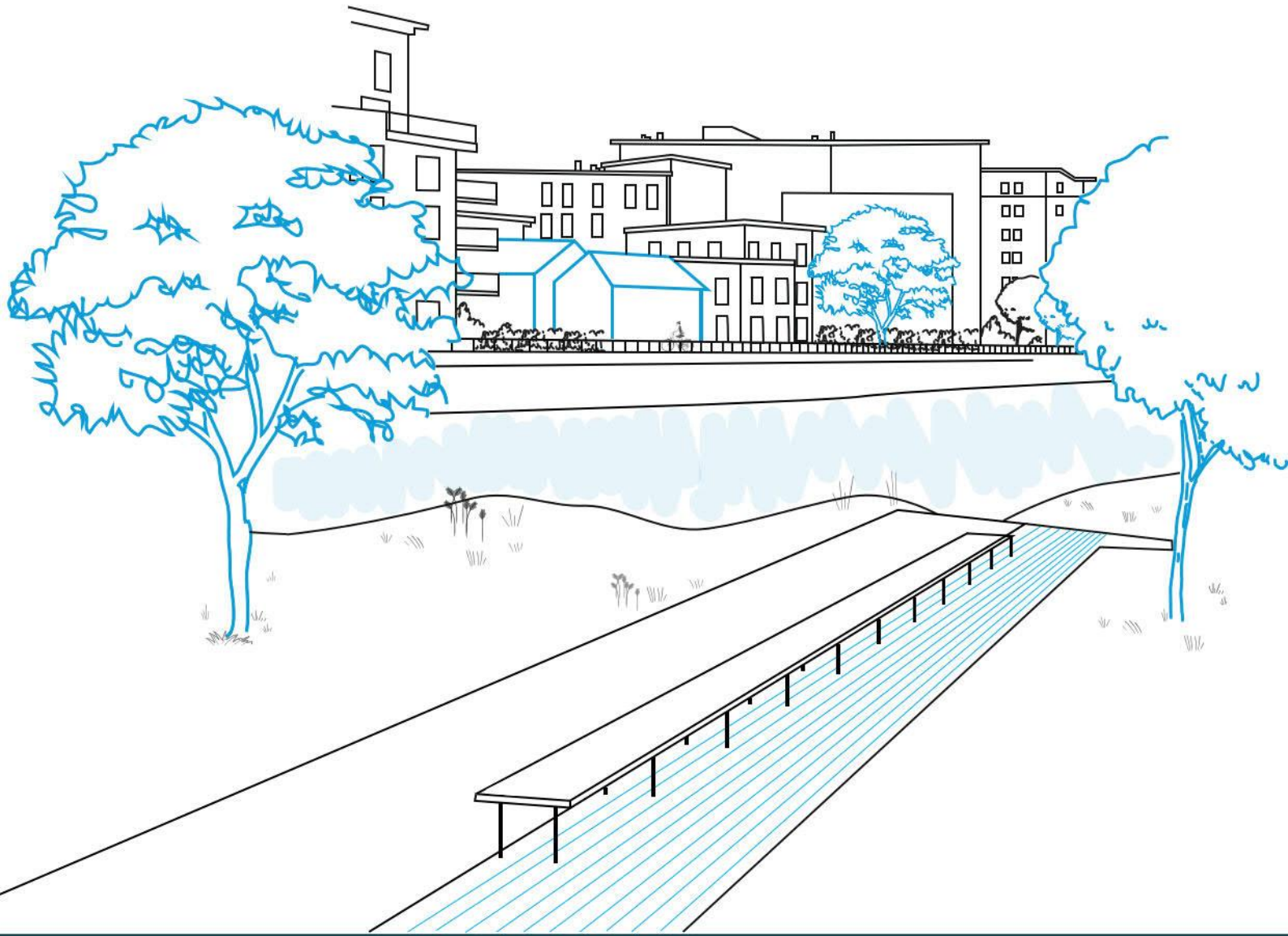


Table des matières

1 Présentation 4
1.1 Contexte 4
1.2 Localisation 5
2 Description du site 6
2.1 Périmètre cadastral 6
2.2 Occupation du sol 7
2.3 Paysage 8
2.4 Franges 9
2.5 Contexte réglementaire 11
2.5.1 Plan local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) 11
2.5.2 Schéma de gestion et zonage des eaux pluviales 14
2.5.3 Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE) 18
2.5.4 SAGE Ellé-Isole-Laïta 19
3 Enjeux environnementaux 21
3.1 Espaces naturels remarquables 21
3.1.1 Natura 2000 21
3.1.2 Autres sites naturels remarquables 28
3.1.3 Biodiversité de la zone d'étude 30
3.2 Continuités écologiques 37
3.2.1 La trame verte et bleue régionale : Le SRCE Bretagne 37
3.2.2 Trame verte et bleue du PLUi 38
3.2.3 Analyse des éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale 39
3.3 Hydrologie 40
3.3.1 Fonctionnement hydraulique de la zone d'étude 40
3.3.2 Zones humides 42
3.3.3 Usage de l'eau sur le bassin-versant 48
3.4 Patrimoine 51
3.4.1 Zones de Présomption de Prescription Archéologique 51
3.4.2 Sites inscrits et classés 51
3.4.3 Sites patrimoniaux remarquables 52
3.5 Risques naturels et technologiques 53
3.5.1 Risque inondation par débordement de cours d'eau 53
3.5.2 Risque inondation par remontée de nappe 54
3.5.3 Risque sismique 54
3.5.4 Exposition radon 54

3.5.5 Risque de retrait-gonflement des argiles 54
3.5.6 Risques industriels 55
3.5.7 Transport de matières dangereuses 56
3.5.8 Risque de nuisance sonore 57
3.6 Evaluation des enjeux environnementaux du site de projet 57
4 Le projet 58
4.1 Programme 58
4.2 Le raccordement aux réseaux 60
4.2.1 Eau potable 60
4.2.2 Eaux usées 60
4.2.3 Eaux pluviales 62
4.3 Alternatives géographiques 63
4.4 Justification du projet 63
4.5 Impact du projet sur l'environnement et mesures proposées pour les « éviter-réduire-compenser » 64
4.5.1 Impact sur l'eau 64
4.5.2 Impact sur la qualité de l'air 65
4.5.3 Impact sur l'énergie 67
4.5.4 Impact sur le réseau Natura 2000 67
4.5.5 Impact sur la biodiversité et les continuités écologiques 68
4.5.6 Impact sur l'ambiance sonore 75
4.5.7 Impact sur le paysage 76
4.5.8 Impact sur les risques naturels 76
4.5.9 Impact sur le risque industriel et technologique 77
5 Annexe 78

1 PRESENTATION

1.1 Contexte

Dans le cadre de son développement commercial, la société IMMALDI & COMPAGNIE a souhaité étudier l'opportunité d'implanter, en renouvellement urbain, une surface commerciale de l'enseigne « ALDI » au sein du Parc d'Activités de Villeneuve Braouic - à vocation industrielle, commerciale et artisanale - existant sur la commune de Quimperlé (29). Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un transfert du magasin ALDI situé au Sud-Ouest du site d'étude à moins de 200 mètres.

Le projet se situe en lieu et en place d'un garage/concessionnaire Ford et son parking.



Photo N°1: Occupation actuelle du site

1.2 Localisation

Le projet se situe au Sud-Est de la zone agglomérée de Quimperlé (29), au sein de la zone d'activités de Villeneuve Braouic, entre l'Avenue Arthur Krebs (Ouest), la Rue de Lorient (Nord) et la Rue de Nara (Sud).

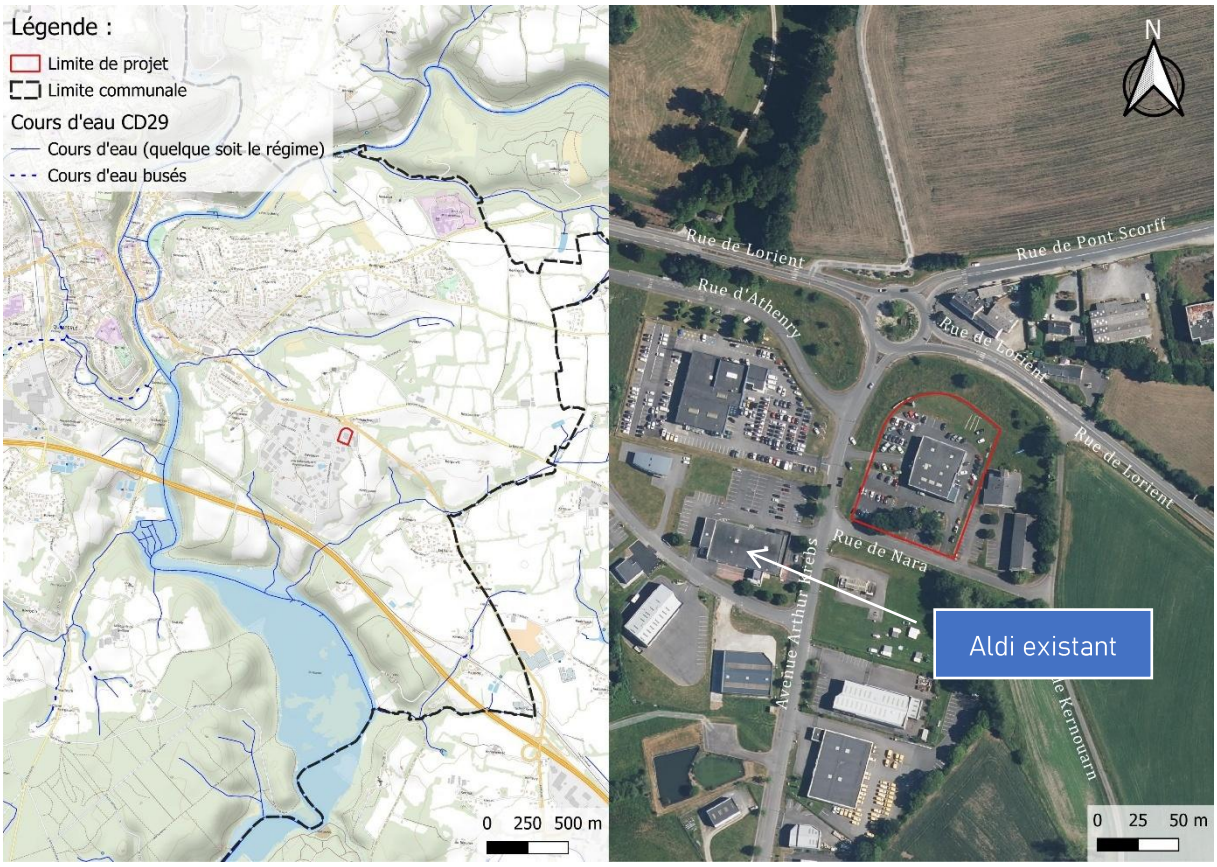


Illustration N°1: Localisation du périmètre de projet (Source : Quarta ; CD29 ; Fonds : IGN Plan, Orthophoto 2021)

Le périmètre de projet s'étend sur +/- 6 000 m².

2 DESCRIPTION DU SITE

2.1 Périmètre cadastral

Le périmètre de projet concerne les parcelles cadastrales suivantes :

Tableau n°1: Parcelles concernées par le projet

Section	Parcelles	Superficie
BY	293, 294	+/- 6 000 m²



Illustration N°2:Emprise foncière de l'opération (Source : Cadastre 29)

2.2 Occupation du sol

Le site est actuellement aménagé (Garage Ford et son parking). Il correspond à une parcelle constituée d'un garage, d'un parc de stationnements (véhicules du personnel et des véhicules en vente), d'espaces de stockage et de dépôt et d'espaces verts dont une haie bocagère (Nord-Est).

Le site est localisé à environ 2.6 km au Sud-Est du centre-ville de Quimperlé, dans une zone dédiée à l'artisanat, au commerce et à l'industrie.

Le parcellaire actuel est desservi depuis l'Avenue Arthur Krebs (Ouest) et la Rue de Nara (Sud).

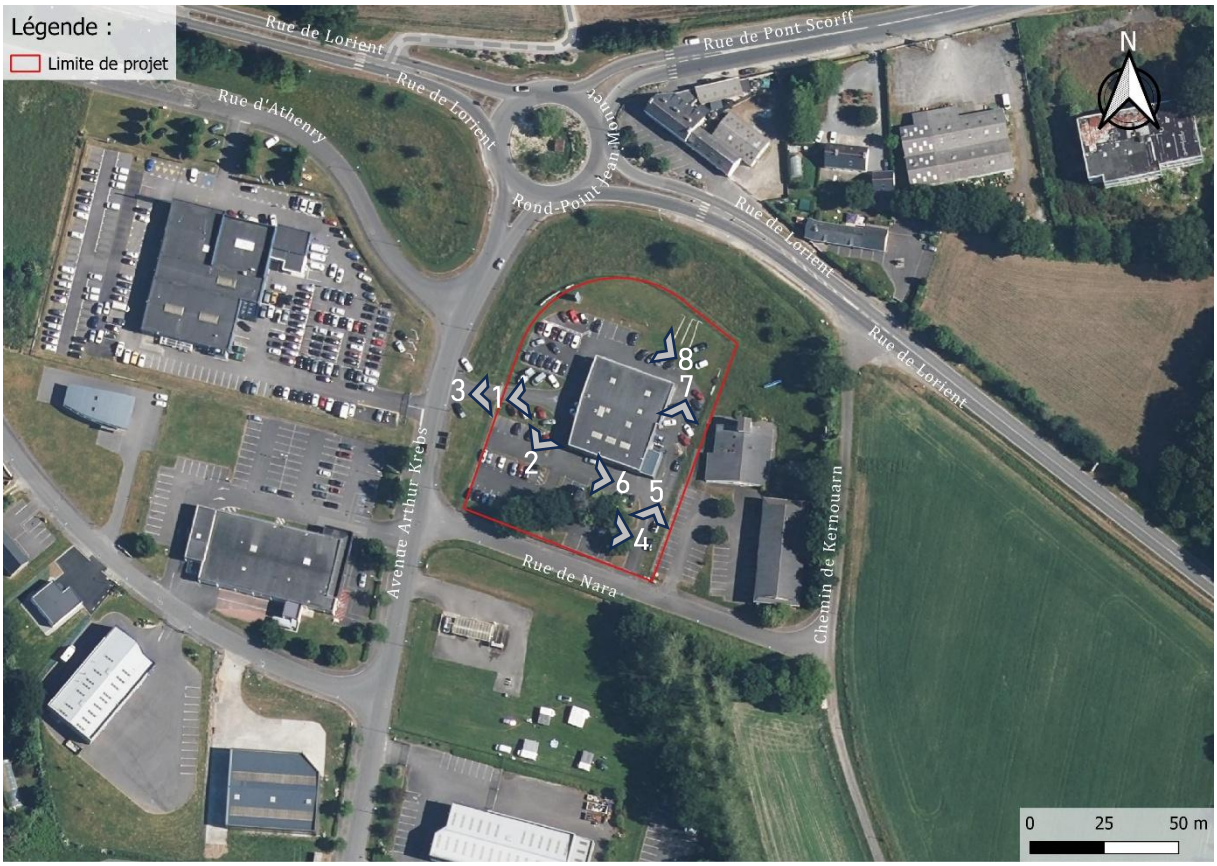


Illustration N°3:Occupation du sol du site (Source : Quarta ; Fond : Orthophoto 2021)



Photo N°2: Vue sur le site depuis le Sud-Ouest

2.3 Paysage

Le site correspond à une parcelle aménagée (hangar, parking), il s'agit donc d'un environnement urbain peu qualitatif sur le plan paysager. La présence d'une haie bocagère au Sud permet néanmoins de favoriser son insertion paysagère et de limiter les accès visuels sur le parcellaire.



Photo N°3: Vue sur l'entrée du site Ouest



Photo N°4: Vue sur les places de stationnements Sud et la haie bocagère



Photo N°5: Vue sur l'accès Sud



Photo N°6: Vue sur les stationnements Sud



Photo N°7: Vue sur les stationnements et zones de stockage Est



Photo N°8: Vue sur l'espace vert Nord

2.4 Franges

Les franges de la zone de projet sont constituées :

- D'une zone commerciale, artisanale et industrielle à l'Ouest (parc d'activités de Villeneuve Braouic où est localisée l'actuelle cellule commerciale Aldi) et au Nord (Restaurant, cabinet de kinésiologie) ;
- D'un Hôtel à l'Est ;
- D'un Garage Ty Louis au Sud.

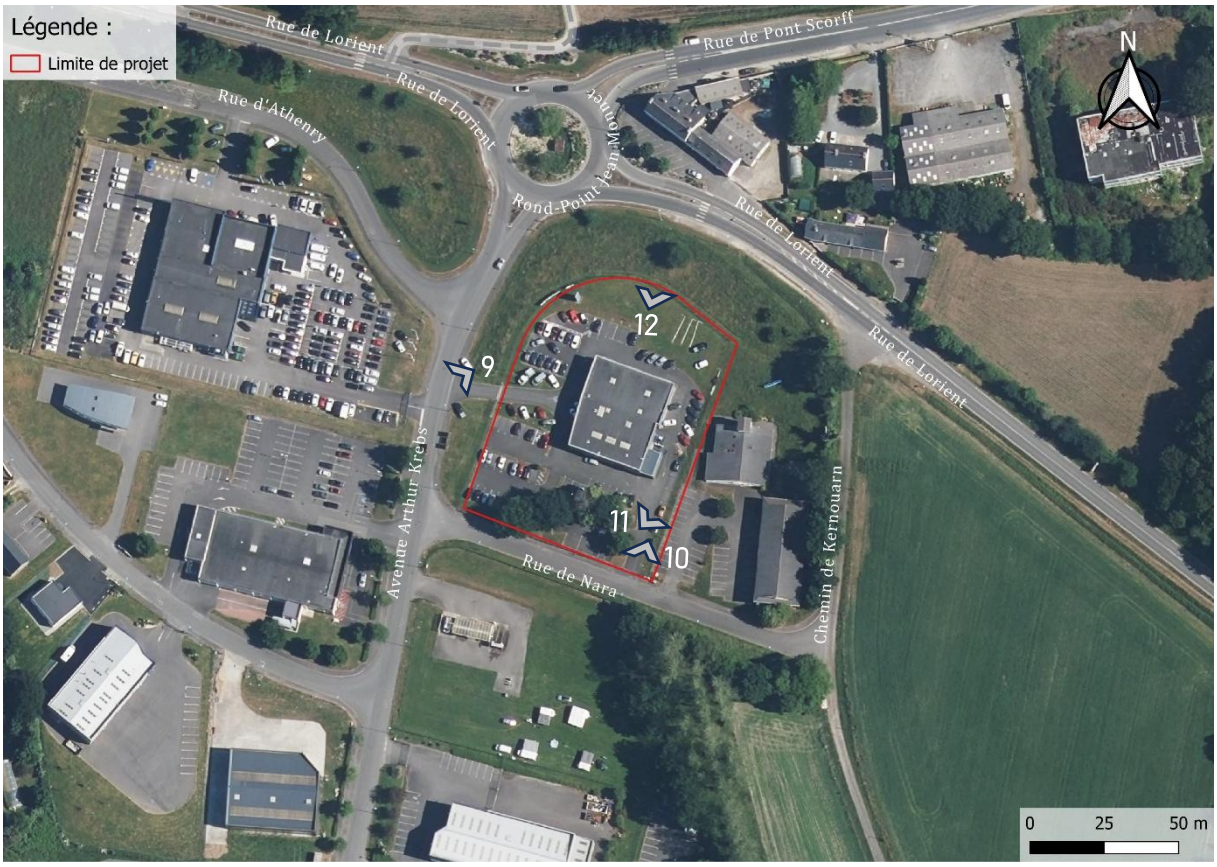


Illustration N°4:Localisation des franges du site (Source : Quarta ; Fond : Orthophoto 2021)



Photo N°9: Vue sur la zone commerciale, artisanale et industrielle à l'Ouest



Photo N°10: Vue sur le garage au Sud



Photo N°11: Vue sur l'hôtel à l'Est



Photo N°12: Vue sur la zone commerciale, artisanale et industrielle au Nord

2.5 Contexte réglementaire

2.5.1 Plan local d'Urbanisme intercommunal (PLUi)

2.5.1.1 Règlement graphique du PLUi

La commune de Quimperlé est couverte par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, approuvé le 09 février 2023.

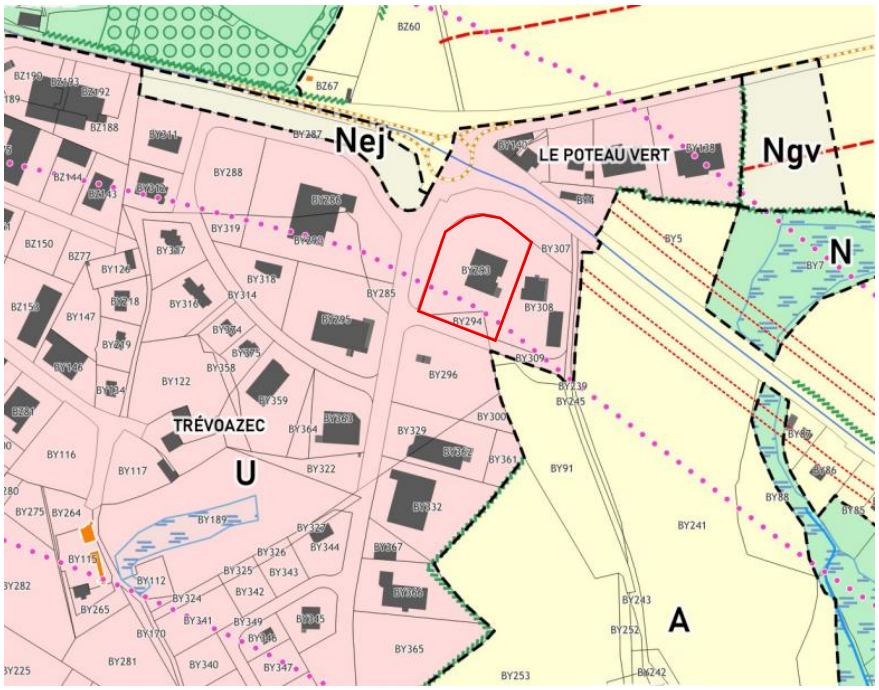


Illustration N°5: Extrait du zonage règlementaire (Source : Commune de Quimperlé, Règlement graphique, PLUi, 2023)

Zonage

Contour de zone

U : Zone urbaine

Périmètre de voisinage des infrastructures de transports terrestre (bande d'isolement acoustique)

Le parcellaire bénéficie d'un classement U au règlement graphique de ce document.

Aucun élément paysager à protéger ne se situe au sein ou en limite du site de projet dans le document d'urbanisme.

La partie Sud du périmètre de projet se situe dans la zone affectée par le bruit définie par arrêté préfectoral associée à la RD765 et reportée au règlement graphique du PLUi.

2.5.1.2 Règlement littéral du PLUi

Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

En matière de préservation des éléments paysagers existants l'article 2.3 précise que « **Les talus plantés seront obligatoirement conservés** lorsqu'ils se trouvent en **limite séparative** ou en **bordure de voie** et le cas échéant complétés. Seuls peuvent être admis les arasements nécessaires à l'accès au terrain et aux biseaux de visibilité. Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par au moins une plantation équivalente d'essence locale sauf en cas d'impossibilité du fait de la

configuration de l'unité foncière ou lorsque le sujet a été supprimé pour des raisons sanitaire ou de sécurité ».

En matière de plantation et d'intégration paysagère l'article 2.3 précise que « Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et **plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m²** de ces espaces. Les aires de jeux de quartiers et les aires de stationnement ouvertes au public doivent être paysagées et intégrées dans un projet urbain. Les installations indispensables susceptibles de nuire à l'aspect des lieux telles que réservoirs, citernes, remises… devront faire l'objet d'une intégration paysagère. Des plantations (préférentiellement arborées) pourront être exigées en lisière de zones agricoles et de zones urbaines. L'utilisation **d'essences végétales allergènes / invasives est interdite**, les plantations s'inspireront des **essences locales et spontanées du territoire.** Une liste d'espèces végétales locales, ainsi qu'une liste d'espèces à proscrire sont disponibles dans l'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions ».

Concernant les espaces de pleine terre, l'article 2.3 précise que « Les espaces de pleine terre correspondent à l'ensemble des **surfaces non imperméabilisées**. Les espaces de pleine terre doivent représenter :

- En secteur de mixité des fonctions renforcée et sommaire, en Secteur Déjà Urbanisé, en secteur à vocation d'hébergement hôtelier et touristique et en secteur à vocation de camping : **30% de la surface de l'unité foncière.**
- En secteur d'activités artisanales industrielles exclusives, en secteur commerciales exclusives majeur et de proximité et en secteur à vocation d'activités économiques mixtes : **20% de la surface de l'unité foncière. Le projet ALDI s'inscrit dans ce second cas.**

En matière de gestion des eaux pluviales, les dispositions générales précisent que « Les aménagements réalisés sur tout terrain doivent être tels qu'ils :

- N'aggravent pas l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux
- Permettent de maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Dans ce but, les eaux pluviales **seront infiltrées à l'unité foncière ou piégées/stockées par des dispositifs appropriés.** En d'autres termes, il faudra que le pétitionnaire assure la gestion des eaux pluviales à l'unité foncière sauf impossibilité technique avérée et justifiée lors du dépôt de son autorisation d'urbanisme. Si la nature du sol, la présence d'un risque de cavité souterraine ou d'une susceptibilité de nappes sub-affleurante ne permet pas l'infiltration, le rejet de ces eaux dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales pourra être éventuellement autorisé après stockage temporaire des eaux (réalisation de structures réservoirs…) et restitution à débit contrôlé. Par ailleurs, les autorisations d'urbanisme peuvent être subordonnées à la réalisation des aménagements nécessaires à la gestion des eaux pluviales, notamment ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété ceci en adéquation avec le règlement d'assainissement pluvial en vigueur. En parallèle le zonage pluvial en annexe du PLUi définit des niveaux de risques quantitatifs pour lesquels sont retenues les prescriptions suivantes :

Zone d'aléa quantitatif du bassin versant	Surface minimum nécessitant une gestion des eaux pluviales	Débits de fuite à atteindre et type de pluie à réguler
Aléa fort	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ 60 m² ou pour tout permis d'aménager **	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration*) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**
Aléa moyen	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ **200 m² ****	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration*) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**
Aléa faible	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ **1000 m² ****	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration*) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**

Illustration N°6:Prescriptions pour chaque niveau de risque quantitatifs (Source : PLUi, règlement écrit, 2023)

Les cartes du risque quantitatif sont présentées en Annexe du PLUi (4.3 Annexes sanitaires).

⇨ Au zonage pluvial volet quantitatif, le site d'étude est localisé dans un secteur à risque fort.

* La faisabilité et la capacité d'un terrain à infiltrer les eaux pluviales devra être confirmée et précisée par la réalisation systématique d'une étude de la capacité d'infiltration du sol (reconnaissance du sol, mesure in situ de la perméabilité, étude des contraintes du site, environnementales et réglementaires et définition des modalités pour infiltrer les eaux pluviale) en vue de choisir les dispositifs de gestion des eaux pluviales par infiltration les mieux adaptés et valider, le cas échéant, leur conception et dimensionnement.

** En dehors de ces seuils, la vérification des capacités d'infiltration par une étude n'est pas obligatoire, mais la gestion des eaux pluviales (par infiltration ou autre) est à faire à la parcelle, sans impact sur la voirie ni sur les parcelles environnantes

Sont également retenues, les prescriptions suivantes pour chaque niveau de risque qualitatif :

	Surface minimum nécessitant une gestion des pollutions	Règlement
Bassin versant dans Zone de Risque QUALITE FORT	Pour tout projet≥ 60 m² ou pour tout permis d'aménager ²	Domaine public : Prévoir un volume mort au niveau des ouvrages de gestion des eaux pluviales pour la décantation des MES et l'abattement des polluants
Bassin versant dans Zone de Risque QUALITE MOYEN	Pour tout projet ≥ 200 m² :	Domaine public : Prévoir un volume mort au niveau des ouvrages de gestion des eaux pluviales pour la décantation des MES et l'abattement des polluants

Illustration N°7:Prescriptions pour chaque niveau de risque qualitatif (Source : PLUi, règlement écrit, 2023)

Les cartes du risque qualitatif sont présentées en Annexe du PLUi (4.3 Annexes sanitaires).

⇨ Au zonage pluvial volet qualitatif, le site d'étude est localisé dans un secteur à risque faible.

Par ailleurs, des dispositifs de récupération et de réutilisation des eaux pluviales doivent être, dans la mesure du possible, mis en place pour des usages non sanitaires (arrosage espaces verts notamment) pour toute construction nouvelle à destination d'habitation, d'équipements d'intérêt collectif et services publics, de commerce et activités de service et d'autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire. En cas de construction ou d'occupation du sol de niveaux inférieurs au terrain naturel (cave, sous-sol, parking…), des études du sol et sous-sol sont à réaliser (sondage, examen pédologique et

piézométrie au printemps (en fin d'hiver) pour connaître le niveau maximal des eaux souterraines et prévoir les mesures constructives adaptées, telles qu'un cuvelage étanche. Cette disposition a pour objectif d'éviter l'intrusion des eaux de nappe phréatique dans les sous-sols et les parkings souterrains ainsi que leur drainage vers les réseaux publics ».

2.5.2 Schéma de gestion et zonage des eaux pluviales

Un Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales (SDEP) permet de fixer les orientations fondamentales en termes d'investissement et de fonctionnement, à moyen et à long termes, d'un système de gestion des eaux pluviales en vue de répondre au mieux aux objectifs de gestion de temps de pluie de la collectivité. Ce schéma s'inscrit dans une logique d'aménagement et de développement du territoire tout en répondant aux exigences réglementaires en vigueur, notamment sur la préservation des milieux aquatiques.

L'élaboration d'un tel schéma comporte au moins les étapes suivantes : étude préalable de cadrage, diagnostic du fonctionnement actuel du système d'assainissement, identification des pressions à venir, élaboration du volet « Eaux pluviales » du zonage d'assainissement, programme d'actions préventif et/ou curatif.

Toute déclinaison d'une politique locale de gestion des eaux pluviales passe également par le développement d'actions de sensibilisation, d'information et d'accompagnement. Par exemple, les collectivités en charge d'un service public de gestion des eaux pluviales urbaines peuvent juger utile de préciser le fonctionnement de ce service aux usagers. Elles ont la possibilité dans ce cas d'élaborer un Référentiel d'information rappelant notamment la réglementation en vigueur.

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, spécifie que les communes doivent délimiter :

« 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Le territoire de Quimperlé communauté possède un zonage d'assainissement pluvial, réalisé par Egis le 9 février 2023. Le zonage pluvial définit des niveaux de risques quantitatifs et qualitatifs pour lesquels sont retenues les prescriptions suivantes :

2.5.2.1 Volet quantitatif

2.5.2.1.1 Principe de gestion quantitative des eaux pluviales

« Les principes retenus pour **la gestion quantitative** des eaux pluviales de Quimperlé Communauté sont :

- Privilégier l'infiltration au maximum des capacités du sol
- Gérer les eaux pluviales par rétention / régulation
- Délimiter des zones sur la base des (sous-)bassins versants
- Appliquer des préconisations différenciées selon l'aléa quantitatif

Trois paramètres variables / leviers définissant la mise en place d'une gestion quantitative ont été retenus :

- Surfaces minimales à partir desquelles sont appliquées les règles (en m² imperméabilisés)
- Pluie de projet considérée
- Débit de fuite accepté »

En cas de gestion à la parcelle (infiltration et réutilisation) : « Lorsque cela est techniquement possible, **l'infiltration / la réutilisation à la parcelle sera obligatoire.** La vérification des **capacités d'infiltration**

sera obligatoire pour tout projet en zone de prescriptions renforcées. Un test de perméabilité, de type test Porchet permettra de quantifier les capacités d'infiltration de la zone étudiée. Le résultat du test de perméabilité déterminera la possibilité ou non d'infiltrer, ainsi :

- Si la perméabilité du sol est comprise entre 10^{-5} et 10^{-2} m/s : il y aura possibilité d'infiltrer tout ou partie des eaux pluviales
- Si la perméabilité du sol est $\leq 10^{-6}$ m/s : il y aura impossibilité technique d'infiltrer
- Si la perméabilité du sol est $\geq 10^{-2}$ m/s : il y aura nécessité d'installer un dispositif de prétraitement ou des filtres, les puits d'infiltration seront déconseillés

De là, la possibilité d'infiltration des eaux pluviales dans les sols sera liée aux conditions suivantes :

- Eaux présentant les caractéristiques des eaux de ruissellement urbain, c'est-à-dire exemptes de pollutions solubles indésirables ou toxiques ou seulement très faiblement contaminées par des pollutions liquides non miscibles à l'eau (hydrocarbures…)
- Sols présentant une perméabilité suffisante pour limiter l'emprise des surfaces d'infiltration et garantir un horizon non saturé sous ces surfaces d'une épaisseur d'au moins 1 mètre par condition de nappe haute
- Infiltration à réaliser au maximum des capacités du sol, avant toute autorisation de rejet à débit régulé
- Absence de risque de contamination de nappes utilisables comme ressource en eau et/ou de résurgence rapide des effluents dans des milieux récepteurs vulnérables ».

« En dehors des zones de prescriptions renforcées, la vérification des capacités d'infiltration n'est pas obligatoire, mais la gestion des eaux pluviales (par infiltration ou autre) est à faire à la parcelle, sans impact sur la voirie ni sur les parcelles environnantes ».

2.5.2.1.2 Prescriptions retenues dans le règlement du zonage pluvial – Volet quantitatif

Les prescriptions retenues pour chaque niveau de risque quantitatif sont les suivantes :

Zone d'aléa quantitatif du bassin versant	Surface minimum nécessitant une gestion des eaux pluviales	Débits de fuite à atteindre et type de pluie à réguler
Aléa fort	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ **60 m² ou pour tout permis d'aménager**	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**
Aléa moyen	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ **200 m²**	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**
Aléa faible	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ **1000 m²**	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**

Illustration N°8:Zonage pluvial – règles de gestion quantitative des eaux pluviales (Source : Zonage d'assainissement pluvial, Egis, 9 février 2023)

« Par ailleurs, des dispositifs de récupération et de réutilisation des eaux pluviales doivent être, dans la mesure du possible, mis en place pour des usages non sanitaires (arrosage espaces verts notamment) pour toute construction nouvelle à destination d'habitation, d'équipements d'intérêt collectif et services publics, de commerce et activités de service et d'autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire ».

2.5.2.1.3 Cartes du zonage pluvial pour le volet quantitatif

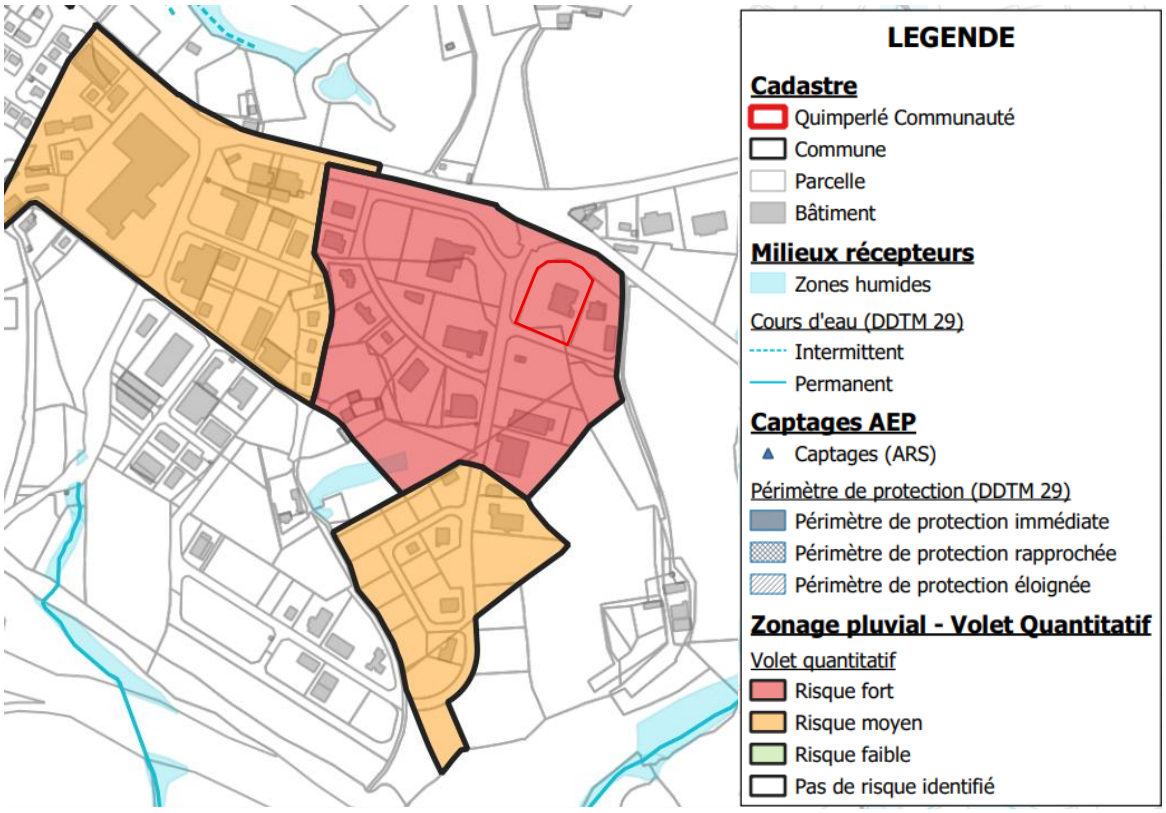


Illustration N°9: Zonage pluvial volet quantitatif (source : zonage d'assainissement pluvial, Egis, 9 février 2023)

⇨ Au zonage pluvial volet quantitatif, le site d'étude est localisé dans un secteur à risque fort.

2.5.2.2 Volet qualitatif

2.5.2.2.1 Méthodologie utilisée pour la définition du zonage pluvial – Volet qualitatif

« Les principes retenus concernant la gestion qualitative des eaux pluviales de Quimperlé Communauté sont :

- Privilégier l'infiltration au maximum des capacités du sol
- Mettre en place des décantations dans les ouvrages de gestion des eaux pluviales publics avant rejet
- Délimiter des zones sur la base des (sous-)bassins versants
- Appliquer des préconisations différenciées selon le risque qualitatif. »

2.5.2.2.2 Prescriptions retenues dans le règlement du zonage pluvial – Volet qualitatif

[…]. Les prescriptions retenues pour chaque niveau de risque qualitatif sont les suivantes :

	Surface minimum nécessitant une gestion des pollutions	Règlement
Bassin versant dans Zone de Risque QUALITE FORT	Pour tout projet≥ 60 m² ou pour tout permis d'aménager [2]	**Domaine public :** Prévoir un volume mort au niveau des ouvrages de gestion des eaux pluviales pour la décantation des MES et l'abattement des polluants
Bassin versant dans Zone de Risque QUALITE MOYEN	Pour tout projet ≥ 200 m²:	**Domaine public :** Prévoir un volume mort au niveau des ouvrages de gestion des eaux pluviales pour la décantation des MES et l'abattement des polluants

Illustration N°10: Zonage pluvial – règles de gestion qualitative des eaux pluviales (Source : Zonage d'assainissement pluvial, Egis, 9 février 2023)

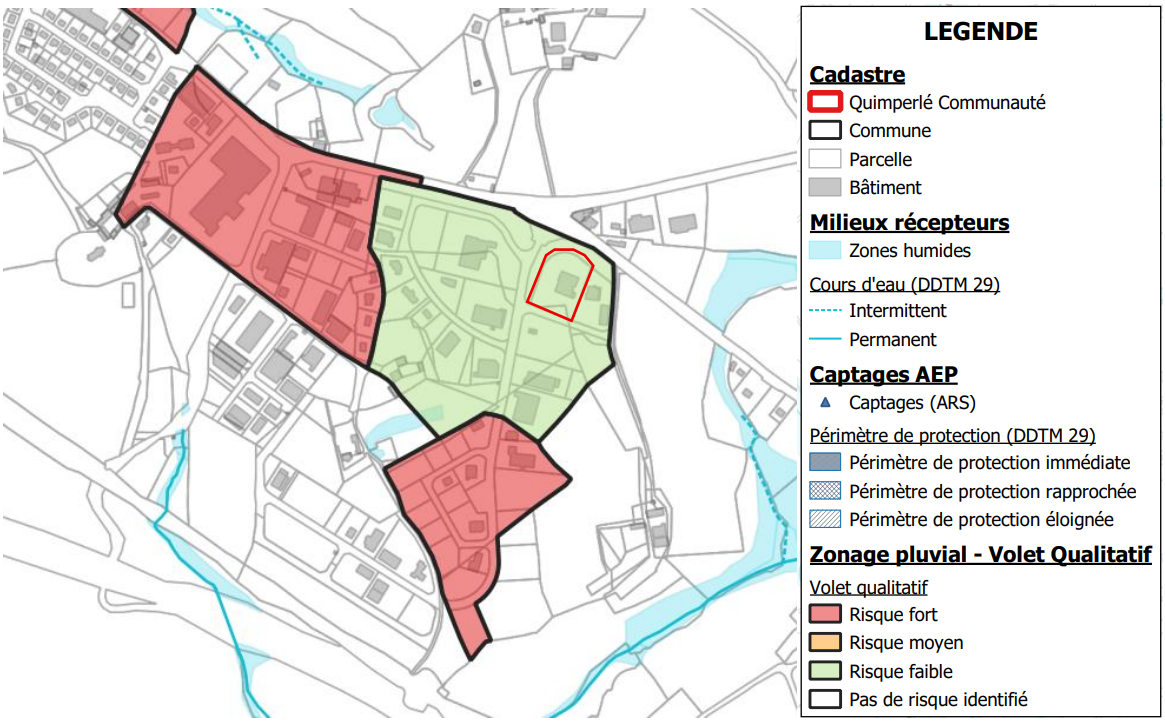


Illustration N°11: Zonage pluvial volet qualitatif (source : zonage d'assainissement pluvial, Egis, 9 février 2023)

⇨ Au zonage pluvial volet qualitatif, le site d'étude est localisé dans un secteur à risque faible.

2.5.3 Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE)

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (ou SDAGE) est un document de planification dans le domaine de l'eau. Il définit, pour une période de six ans, les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin Loire-Bretagne. Il est établi en application des articles L. 212-1 et suivants du code de l'environnement.

La commune de Quimperlé est intégrée au SDAGE du bassin Loire-Bretagne, adopté 3 mars 2022 pour la période 2022/2027. Les dispositions de ce document s'articulent autour de 14 orientations fondamentales :

Tableau n°2: Orientations fondamentales et dispositions du SDAGE Loire-Bretagne

ORIENTATIONS FONDAMENTALES	DISPOSITIONS
CHAPITRE 1 : repenser les aménagements des cours d'eau dans leur bassin versant	1A – Préservation et restauration du bassin versant 1B – Prévenir toute nouvelle dégradation des milieux 1C – Restaurer la qualité physique et fonctionnelle des cours d'eau, des zones estuariennes et des annexes hydrauliques 1D – Assurer la continuité longitudinale des cours d'eau 1E – Limiter et encadrer la création de plans d'eau 1F – Limiter et encadrer les extractions de granulats alluvionnaires en lit majeur 1G – Favoriser la prise de conscience 1H – Améliorer la connaissance 1I – Préserver les capacités d'écoulement des crues ainsi que les zones d'expansion des crues et les capacités de ralentissement des submersions marines
CHAPITRE 2 : réduire la pollution par les nitrates	2A – Lutter contre l'eutrophisation marine due aux apports du bassin versant de la Loire 2B – Adapter les programmes d'actions en zones vulnérables sur la base des diagnostics régionaux 2C – Développer l'incitation sur les territoires prioritaires 2D – Améliorer la connaissance
CHAPITRE 3 : réduire la pollution organique, phosphorée et microbiologique	3A – Poursuivre la réduction des rejets ponctuels de polluants organiques et phosphorés 3B – Prévenir les apports de phosphore diffus 3C – Améliorer l'efficacité de la collecte des eaux usées 3D – Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme 3E – Réhabiliter les installations d'assainissement non collectif non conformes
CHAPITRE 4 : maîtriser et réduire la pollution par les pesticides	4A – Réduire l'utilisation des pesticides et améliorer les pratiques 4B – Promouvoir les méthodes sans pesticides dans les collectivités et sur les infrastructures publiques 4C – Développer la formation des professionnels 4D – Accompagner les particuliers non agricoles pour supprimer l'usage des pesticides 4E – Améliorer la connaissance
CHAPITRE 5 : maîtriser et réduire les pollutions dues aux micropolluants	5A – Poursuivre l'acquisition des connaissances 5B – Réduire les émissions en privilégiant les actions préventives 5C – Impliquer les acteurs régionaux, départementaux et les grandes agglomérations
CHAPITRE 6 : protéger la santé en protégeant la ressource en eau	6A – Améliorer l'information sur les ressources et équipements utilisés pour l'alimentation en eau potable 6B – Finaliser la mise en place des arrêtés de périmètres de protection sur les captages 6C – Lutter contre les pollutions diffuses par les nitrates et pesticides dans les aires d'alimentation des captages 6D – Mettre en place des schémas d'alerte pour les captages 6E – Réserver certaines ressources à l'eau potable 6F – Maintenir et/ou améliorer la qualité des eaux de baignade et autres usages sensibles en eaux continentales et littorales 6G – Mieux connaître les rejets, le comportement dans l'environnement et l'impact sanitaire des micropolluants
CHAPITRE 7 : gérer les prélèvements d'eau de manière équilibrée et durable	7A – Anticiper les effets du changement climatique par une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau 7B – Assurer l'équilibre entre la ressource et les besoins en période de basses eaux 7C – Gérer les prélèvements de manière collective dans les zones de répartition des eaux et dans le bassin concerné par la disposition 7B-4 7D – Faire évoluer la répartition spatiale et temporelle des prélèvements, par stockage hors période de basses eaux 7E – Gérer la crise Tableau des objectifs de quantité aux points nodaux
CHAPITRE 8 : préserver et restaurer les zones humides	8A – Préserver et restaurer les zones humides pour pérenniser leurs fonctionnalités 8B – Préserver les zones humides dans les projets d'installations, ouvrages, travaux et activités

	8C – Préserver, gérer et restaurer les grands marais littoraux 8D - Favoriser la prise de conscience 8E - Améliorer la connaissance
CHAPITRE 9 : préserver la biodiversité aquatique	9A - Restaurer le fonctionnement des circuits de migration 9B - Assurer une gestion équilibrée des espèces patrimoniales inféodées aux milieux aquatiques et de leurs habitats 9C - Mettre en valeur le patrimoine halieutique 9D - Contrôler les espèces envahissantes
CHAPITRE 10 : préserver le littoral	10A – Réduire significativement l'eutrophisation des eaux côtières et de transition 10B – Limiter ou supprimer certains rejets en mer 10C – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux de baignade 10D – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des eaux des zones conchylicoles et de pêche à pied professionnelle 10E – Restaurer et / ou protéger la qualité sanitaire des zones de pêche à pied de loisir 10F – Aménager le littoral en prenant en compte l'environnement 10G – Améliorer la connaissance des milieux littoraux 10I – Préciser les conditions d'extraction de certains matériaux marins
CHAPITRE 11 : préserver les têtes de bassin versant	11A - Restaurer et préserver les têtes de bassin versant 11B - Favoriser la prise de conscience et la valorisation des têtes de bassin versant
CHAPITRE 12 : faciliter la gouvernance locale et renforcer la cohérence des territoires et des politiques publiques	12A - Des Sage partout où c'est « nécessaire » 12B - Renforcer l'autorité des commissions locales de l'eau 12C - Renforcer la cohérence des politiques publiques 12D - Renforcer la cohérence des Sage voisins 12E - Structurer les maîtrises d'ouvrage territoriales dans le domaine de l'eau 12F - Utiliser l'analyse économique comme outil d'aide à la décision pour atteindre le bon état des eaux
CHAPITRE 13 : mettre en place des outils réglementaires et financiers	13A - Mieux coordonner l'action réglementaire de l'État et l'action financière de l'agence de l'eau 13B - Optimiser l'action financière de l'agence de l'eau
CHAPITRE 14 : informer, sensibiliser, favoriser les échanges	14A - Mobiliser les acteurs et favoriser l'émergence de solutions partagées 14B - Favoriser la prise de conscience 14C - Améliorer l'accès à l'information sur l'eau

Ainsi, la gestion intégrée des eaux pluviales est également reprise dans le SDAGE à travers la disposition 3D : « Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme ».

2.5.4 SAGE Ellé-Isole-Laïta

La commune de Quimperlé est intégrée au SAGE Ellé-Isole-Laïta, adopté par la CLE le 7 mai 2009. Les dispositions de ce document s'articulent autour de 5 enjeux principaux.

L'élaboration du SAGE Ellé-Isole-Laïta est née en 2000 de 2 forts enjeux : la gestion quantitative de la ressource pour satisfaire les besoins des différentes activités sans pénaliser les fonctions biologiques des milieux naturels dans le respect du cadre réglementaire et la réduction des risques d'inondations suite aux épisodes catastrophiques de 1995, 2000 et 2001, notamment sur Quimperlé.

Le SAGE se décline donc en 5 enjeux hiérarchisés par la CLE :

- 1. La gestion quantitative de la ressource en eau
- 2. Les inondations et la gestion des crues
- 3. Les milieux aquatiques et les zones humides
- 4. La qualité des eaux
- 5. L'estuaire.

Tableau n°3: Enjeux, objectifs associés et choix des moyens retenus par la CLE (Source : PAGD, mai 2009)

ENJEUX	OBJECTIFS ASSOCIES	CHOIX DES MOYENS
Gestion Quantitative De la Ressource En eau	▪ Satisfaire les usages en tenant compte de leurs perspectives d'évolution ▪ Respecter la réglementation relative aux débits réservés sur l'Isole et l'Ellé	▪ Mener une politique d'économie d'eau ▪ Augmenter et optimiser la gestion de ressources alternatives ▪ Si nécessaire réaliser un soutien à l'alimentation en eau potable ▪ Mise en place d'un calendrier d'action
Inondations Et Gestion des crues	▪ Réduire d'avantage les risques d'inondations pour des évènements pouvant survenir tous les 10 ans ou 20 ans	▪ Maîtriser et réduire le ruissellement ▪ Améliorer la gestion des écoulements ▪ Mieux connaître les impacts du comblement de l'estuaire
Milieux Aquatiques Et Zones humides	▪ Garantir le bon état « hydromorphologique » des cours d'eau et notamment celui du chevelu ▪ Préserver le patrimoine biologique et les autres fonctionnalités des zones humides	▪ Améliorer la connaissance de ces milieux ▪ Gérer et protéger ces espaces
Qualité des Eaux	▪ Garantir/maintenir le bon état physico-chimique des eaux de surface au-delà des cours d'eau principaux ainsi que celui des eaux souterraines ▪ Satisfaire l'objectif B pour les eaux conchylicoles ▪ Restaurer la qualité physico-chimique et écologique du Dourdu pour atteindre le bon état	▪ Améliorer la connaissance (paramètres, sources de pollution) ▪ Mettre en place des programmes d'actions hiérarchisées
Estuaire	▪ Satisfaire l'objectif B pour les eaux conchylicoles ▪ Améliorer la connaissance du fonctionnement estuarien et de ses rôles	▪ Respect de l'objectif B ▪ Améliorer la connaissance

Et 3 nouveaux enjeux identifiés dans le Programme d'Actions Stratégique pour l'Eau (PASE) du territoire :

- L'eau et l'économie
- La gouvernance
- La communication – sensibilisation.

3 ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

3.1 Espaces naturels remarquables

3.1.1 Natura 2000

Deux sites Natura 2000 sont présents sur la commune de Quimperlé. Il s'agit de :

- La rivière Ellé – ZSC FR5300006, localisée à 830 mètres à l'Ouest du projet ;
- La rivière Laïta, pointe du Talud, étang du Loc'h et Lannénec – ZSC FR5300059, localisée à 800 m au Sud-Ouest du projet.

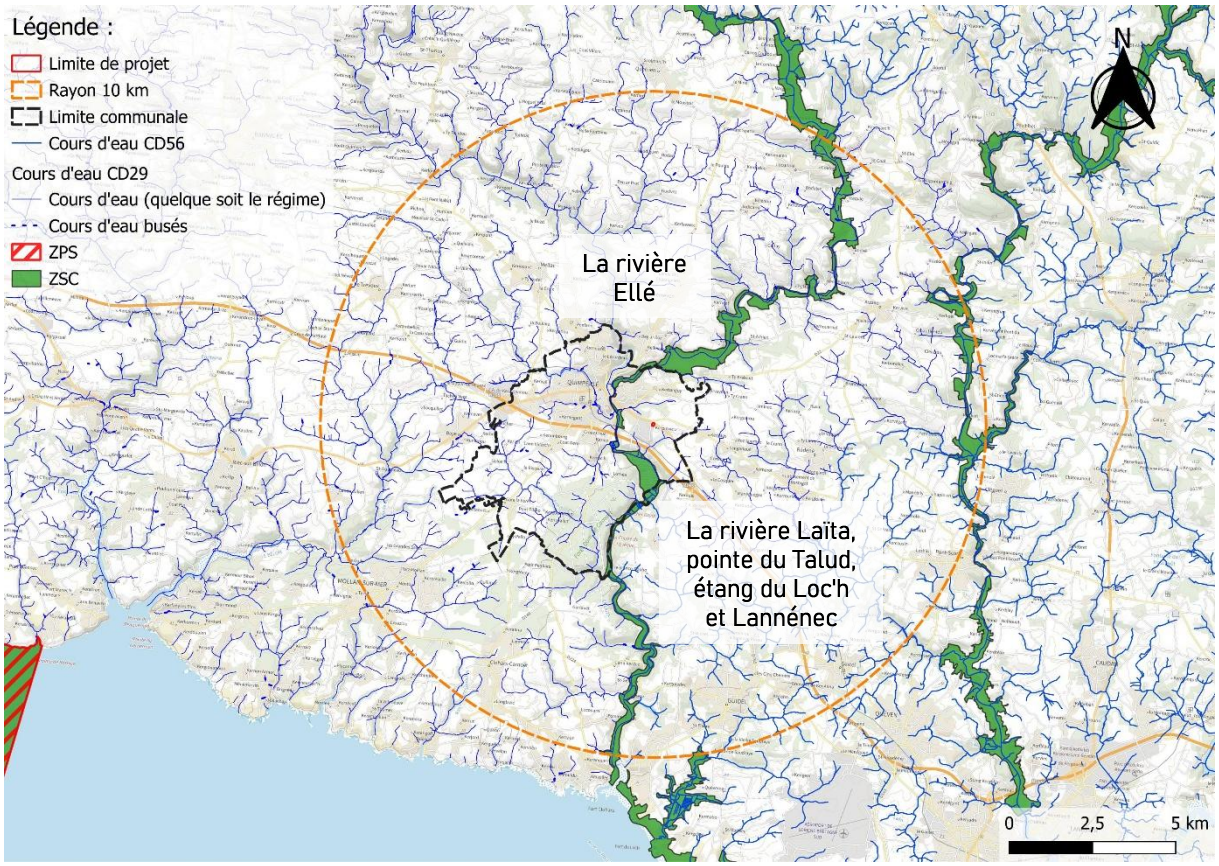


Illustration N°12: Localisation des sites Natura 2000 à proximité du site de projet (Sources : Quarta, CD 29 et 56, DREAL Bretagne ; INPN ; Fond : IGN Plan)

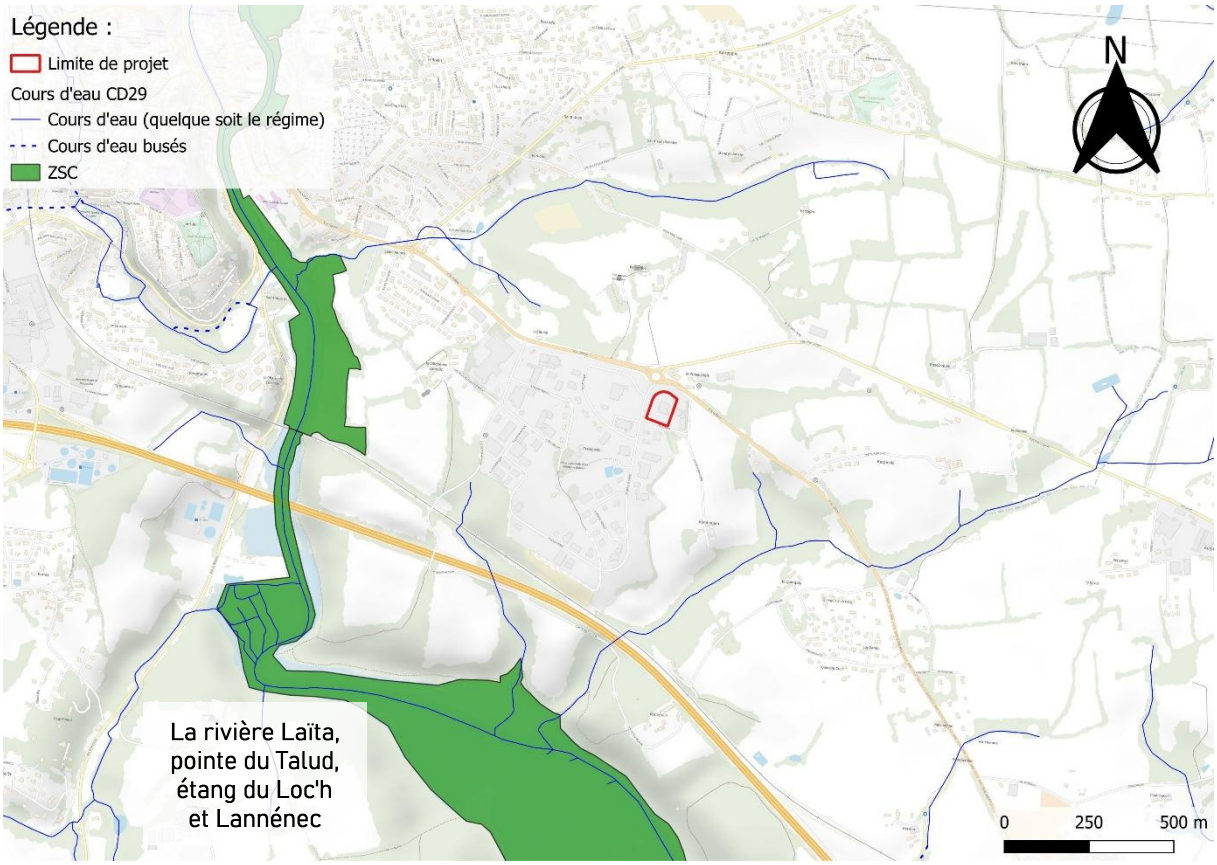


Illustration N°13: Zoom sur la localisation des sites Natura 2000 à proximité du site de projet (Sources : Quarta, CD 29, DREAL Bretagne ; INPN ; Fond : IGN Plan)

Le site Natura 2000 « La rivière Laïta, pointe du Talud, étang du Loc'h et Lannénec » – ZSC FR5300059 est situé en aval du site du projet. Il constitue ainsi le milieu récepteur des écoulements générés à terme par le projet.

Du fait de cette interaction potentielle, c'est le site Natura 2000 « La rivière Laïta, pointe du Talud, étang du Loc'h et Lannénec » – ZSC FR5300059 qui sera détaillé dans la suite du document.

3.1.1.1.1 Habitats

Le site Natura 2000 « Rivière Laïta, Pointe du Talud, étangs du Loc'h et de Lannénec » se caractérise par une grande diversité d'habitats présents. En effet, ce site se compose d'une partie estuarienne et d'une partie littorale :

- La rivière Laïta et son estuaire qui constitue la limite littorale entre les départements du Finistère et du Morbihan et qui dévale depuis la confluence des rivières Ellé et Isole, en basse ville de Quimperlé, jusqu'à son embouchure entre le Pouldu à Clohars-Carnoët et Guidel-Plages,
- L'extrémité Ouest du littoral morbihannais, sur les communes de Guidel et de Ploemeur, à 8 km à l'Ouest de la ville de Lorient, partie qui s'étend du Nord-Ouest au Sud-Est entre l'embouchure de la Laïta (Guidel) et l'anse du Pérello (Ploemeur) sur une distance de 12,5 km et une profondeur très variable liée à celle des espaces naturels existants et atteignant 3 km au niveau de l'étang de Lannénec.

Habitats d'intérêt européen de la vallée de la rivière Laïta :

Tableau n°4: Habitats d'intérêt européen de la vallée de la rivière Laïta

Habitats	Sous-habitats
Estuaires (1130)	Estuaires-Slikke en mer à marée (1130-1) - 19 ha

Replats boueux ou sableux exondés à marée basse (1140)	Les Sables des hauts de plage à Talitres (1140-1) - 4.8 ha Galets et cailloutis des hauts de plages à Orchestia (1140-2) – 0,08 ha. Estrans de sables fins (1140-3) - 64,6 ha Sables dunaires (1140-4) – 0,8 ha Sédiments hétérogènes envasés (1140-6) - 2,48 ha
Lagunes côtières à marée (1150*) – 7,4 ha	Lagunes côtières atlantiques* (1150-1*)
Récifs (1170)	Roche supralittorale (1170-1) - 0,6 ha. Roche médiolittorale en mode abrité (1170-2) – 0,8 ha Roche médiolittorale en mode exposé (1170-3) – 6,6 ha Cuvettes ou mares permanentes de la façade atlantique (1170-8) – non cartographié Champs de blocs (1170-9) - 100 m²
Végétation annuelle des laisses de mer (1210)	Laisses de mer sur substrat sableux à vaseux des côtes Manche-Atlantique et mer du Nord (1210-1) - < 1 ha
Falaises avec végétation des côtes atlantiques et baltiques (1230) - < 1 ha	Végétation des fissures des rochers eu-atlantiques à nord-atlantique (1230-1) - < 1 ha Pelouses aérohalines sur falaises cristallines et marno-calcaires (1230-3) - < 1 ha
Végétations pionnières à Salicornia et autres espèces annuelles des zones boueuses et sableuses (1310)	Salicorniaies des bas niveaux – haute slikke atlantique (1310-1) – < 1 ha
Les prés à Spartina (1320) 0.05 ha	/
Prés salés atlantiques (1330) - 5 ha	Prés salés du bas schorre (1330-1) Prés salés du schorre moyen (1330-2) - 5,49 ha (0.7% du site) Prés salés du haut schorre (1330-3) Prairies hautes des niveaux supérieurs atteints par la marée (1330-5) - 2,5 ha (0,3%)
Exemple de mosaïque complexe d'habitats marins (1170, 1130 & 1330)	/
Dunes mobiles embryonnaires (2110)	Dunes mobiles embryonnaires atlantiques (2110-1) - < 1 ha
Landes sèches européennes (4030) - 1,4 ha	Landes atlantiques subsèches (4030-5) Landes atlantiques fraîches méridionales (4030-8)
Végétations siliceuses avec végétation pionnière (8230)	Pelouses pionnières des affleurements schisteux du Massif armoricain (8230-5)
Formations herbeuses à nardus, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes et submontagnardes* (6230*)	/
Mégaphorbiaies hydrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnards à alpin (6430) - 39,7 ha	Mégaphorbiaies mésotrophes colinéennes (6430-1) Mégaphorbiaies oligohalines (6430-5)
Forêts alluviales à Alnus glutinosa et Fraxinus excelsior 91E0*	/

Habitats d'intérêt européen du littoral de Guidel-Ploemeur :

Tableau n°5: Habitats d'intérêt européen du littoral de Guidel-Ploemeur

Habitats	Sous-habitats
Végétation vivace des rivages de galets (1220) – 0,65 ha	/
Végétations des falaises littorales (1230) – 9,46 ha	Végétation des fissures des rochers à criste marine (1230-1) Pelouses aérohalines des falaises littorales (1230-3) Végétations hygrophiles des falaises suintantes (1230-5)

	Pelouses rases sur dalles et affleurements rocheux des contacts pelouses aérohalines-landes (1230-6)
Prairies subhalophiles (1410) - 7,48 ha	Prairies subhalophiles à Juncus gerardii (1410-3)
Dunes mobiles embryonnaires (2110) - 1,31 ha	Dunes mobiles embryonnaires atlantiques (2110-1)
Dune blanche (2120) - 10,18 ha	Dunes mobiles à Ammophila arenaria atlantiques (2120-1)
Dunes fixées à végétation herbacée (2130*) - 26,39 ha	Dunes grises des côtes atlantiques (2130*-2) Ourlets thermophiles dunaires (2130*-4)
Dépressions humides intra-dunales (2190) - 11,13 ha	Mares dunaires (2190-1) Bas-marais dunaires (2190-3) Roselières et cariçaies dunaires (2190-5)
Étangs, mares et canaux eutrophes (3150) - 3,49 ha	Plans d'eau eutrophes (3150-3)
Rivières, canaux et fossés eutrophes des marais (3150-4)	Landes humides (4020*) - 0,18 ha
Landes sèches européennes (4030) - 43,45 ha	Landes atlantiques littorales sur sol assez profond (4030-2) Landes atlantiques littorales sur sol squelettique (4030-3) Landes hyperatlantiques subsèches (4030-5)
Mégaphorbiaies eutrophes (6430) - 18,49 ha	Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces (6430-4)

3.1.1.1.2 Espèces

3.1.1.1.2.1 Espèces végétales d'intérêt patrimonial

Le site Natura 2000 La rivière Laïta, pointe du Talud, étang du Loc'h et Lannénec abrite de nombreuses espèces végétales :

- « Espèce à très forte valeur patrimoniale pour la Bretagne : Dans la liste de ces 37 espèces établie par le Conservatoire Botanique National de Brest figure le liparis de Loesel *Liparis loeselii*, petite orchidée connue depuis les années 1990 dans les dunes de Guidel (dépression humide proche du camping de la Plage à Fort-Bloqué).
- Espèces du Livre Rouge de la flore menacée de France : On y trouve également le liparis de Loesel ainsi que l'oseille des rochers *Rumex rupestris* (une station dans la falaise au niveau du Sémaphore, sur la commune de Guidel) et la linaire des sables *Linaria arenaria* (assez commune dans tous les secteurs dunaires, y compris à l'arrière de la plage des Kaolins, et favorisée par une légère altération du couvert végétal).
- Espèces protégées sur le plan national : Le liparis de Loesel et l'oseille des rochers en font partie. S'y ajoutent le chou maritime *Crambe maritima* (2 à 3 pieds sur la plage des Kaolins, l'espèce étant ici très proche de sa limite sud), l'œillet de France *Dianthus gallicus* (assez fréquent dans la dune interne), la renoncule langue *Ranunculus lingua* (connue dans les roselières de l'étang de Lannénec), le spiranthe d'été *Spiranthes aestivalis* (petite orchidée abondante dans l'arrière-dune humide du Fort-Bloqué), et l'asphodèle d'Arrondeau *Asphodelus arrondeaui*, qui forme de vastes peuplements dans les landes sèches sur sol granitique (Saint-Adrien, Beg-er-Lann et sur les coteaux de la Laïta). Sur les rives amont de la Laïta, au niveau du battement des marées, se développe le cranson des estuaires *Cochlearia esturia*.
- Espèces protégées sur le plan régional : Il s'agit du chlora perfolié *Chlora perfoliata ssp. imperfoliata* (dunes de Guidel), du panicaut maritime *Eryngium maritimum*, dit « chardon bleu » (dunes mobiles sur l'ensemble du site), de la linaire des sables *Linaria arenaria*, du Galium neglectum et du Parentucellia latifolia.
- Espèces d'intérêt communautaire : le site possède trois espèces dites d'intérêt communautaires, concernées par la directive « Habitats, Faune, Flore » :
  - Le liparis de Loesel *Liparis loeselii* (habitat : 2190-3, bas-marais dunaires)
  - L'oseille des rochers *Rumex rupestris* (habitat : 1230-5, végétation des falaises suintantes)
  - Le spiranthe d'été *Spiranthes aestivalis* (habitat : 2190-3, bas-marais dunaires)

Les deux premières espèces figurent sur l'annexe II de la Directive « Habitats, Faune, Flore ». Leur conservation justifie la désignation de zones spéciales de conservation, ce qui a été effectué en l'occurrence. Le spiranthe d'été nécessite, quant à lui, une protection stricte ; celle-ci résulte de son inscription dans la liste des espèces protégées au plan national.

Le liparis de Loesel et le spiranthe d'été sont localisés dans la dépression humide intradunale derrière le camping de Pen er Malo. Leur habitat correspond au bas-marais dunaire et tend naturellement vers la fermeture par les marisques et le saule. La pérennité de ses espèces nécessite une intervention humaine. L'oseille des rochers n'est pas menacée directement sur le site. Les actions générales de préservation du littoral lui sont favorables.

- Autres espèces d'intérêt patrimonial : Diverses espèces intéressantes par leur rareté dans la région Lorientaise ont été inventoriées, en particulier dans les dunes de Guidel et sur le polder du Grand Loc'h qui ont fait l'objet d'investigations approfondies. *Anthyllis vulneraria, Asparagus prostratus, Asterolinum linum stellatum, Bellardia trixago, Blackstonia perfoliata ssp. perfoliata, Berula erecta, Carex elata, Carex pairae, Carex pendula, Carex punctata, Carex serotina, Cladium mariscus, Dactylorhiza incarnata, Epilobium palustre, Galium neglectum, Gentiana pneumonanthe, Geranium sanguineum, Himantoglossum hircinum* (orchis bouc), *Ophrys apifera* (ophrys abeille), *Orchis morio* (Orchis bouffon), *Orchis laxiflora* (Orchis à fleurs lâches), *Pedicularis palustris, Potamogeton berchtoldii* (potamot de Berchtold), *Potamogeton coloratus, Potamogeton pectinatus, Potamogeton pusillus, Potentilla neumanniana, Puccinellia distans* (glycérie à épillets espacés), *Puccinellia fasciculata, Ranunculus baudoti, Ranunculus trichophyllus, Rumex hydrolapathum, Sagina nodosa, Salix arenaria, Schoenus nigricans, Thelypteris palustris, Trifolium maritimum, Trifolium michelianum, Trifolium resupinatum, Triglochin palustris… ».*

3.1.1.1.2.2 Espèces animales

Sur le site, 11 espèces animales inscrites à l'annexe II de la Directive « Habitats, Faune, Flore » ont été recensées, 3 insectes, dont un d'intérêt prioritaire (marquée d'un*), 1 mollusque, 3 mammifères, 3 poissons et 1 amphibien :

- L'écaille chinée *Callimorpha quadripunctaria** EUR25 1078* ;
- L'agrion de Mercure *Coenagrion mercuriale* EUR25 1044 ;
- Le lucane cerf-volant *Lucanus cervus* EUR25 1083 ;
- L'escargot de Quimper *Elona quimperiana* EUR25 1007 ;
- La loutre *Lutra lutra* EUR25 1355 ;
- Le grand rhinolophe *Rhinolophus ferrumequinum* EUR25 1304 ;
- La barbastelle *Barbastella barbastellus* EUR25 1308 ;
- Le saumon atlantique *Salmo salar* EUR25 1106 ;
- La lamproie marine *Petrozymon marinus* EUR25 1095 ;
- La lamproie de planer *Lampetra planeri* EUR25 1096 ;
- Le triton crêté *Triturus cristatus* EUR25 1166.

3.1.1.1.3 Vulnérabilité

Les principales menaces qui pèsent sur ce site Natura 2000 sont les suivantes :

- Destruction directe des habitats liée aux aménagements (urbanisation, mise en culture).
- Modification du régime hydrique, notamment comblement de zones humides.
- Dépôts sauvages de déchets (déchets verts, inertes ou non).
- Fragmentation écologique et obstacles à la circulation de la faune (infrastructures, ouvrages bloquant la migration des poissons).
- Dégradation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques.

- Introduction d'espèces exotiques envahissantes.
- Forte fréquentation humaine entraînant piétinement, enrichissement des sols, rudéralisation et dérangement de la faune.
- Perturbations indirectes liées aux usages : érosion par ruissellement, pollution des eaux, gestion inadaptée des plages et des dunes.
- Absence ou insuffisance de gestion des milieux (enfrichement des landes, sédimentation des canaux).
- Pollutions accidentelles (marées noires).
- Prélèvements non maîtrisés, notamment le braconnage.

3.1.1.1.4 Enjeux de conservation

Dans le but de préserver ce site Natura 2000, plusieurs objectifs ont été fixés, eux même déclinés en actions ciblées à mettre en œuvre sur le territoire. Ces objectifs sont rassemblés dans le document d'objectif (DocOb).

Tableau n°6: Synthèse des objectifs et actions du DoCob (Source : Résumé du document d'objectifs du site Natura 2000 « Rivière Laïta, Pointe du Talud, étangs du Loc'h et de Lannénec » - ZSC n° FR5300059, 04 mai 2010)

OBJECTIFS OPERATIONNELS ET FICHES ACTIONS PROPOSES POUR LE SITE	
Code	**Objectif**
Enjeu de maintien et restauration des habitats et espèces d'intérêt communautaire	
A : Réduction des facteurs défavorables aux habitats et espèces d'intérêt communautaire	
A1	**Résorber les dépôts sauvages** - Maîtriser les dépôts de déchets et comblements de zones humides - Éviter le comblement des zones humides pour un autre usage
A2	**Maîtriser les espèces exogènes envahissantes** - Réduire l'impact des espèces envahissantes exogènes sur les milieux naturels et espèces locales - Restaurer les milieux dégradés par des espèces envahissantes exogènes
B : Restauration et maintien des habitats et habitats d'espèces d'intérêt communautaire dans un bon état de conservation	
B1	**Restaurer les habitats d'intérêt communautaire dégradés par l'érosion et la surfréquentation** - Maîtriser l'érosion des sols et gérer les eaux pluviales - Restaurer de façon active les secteurs de landes et de falaises littorales les plus dégradés
B2	**Gérer les landes évoluant naturellement vers les fourrés** - Maintenir la lande à bruyère - Éviter l'évolution de l'habitat vers les fourrés à ajoncs et pruneliers
B3	**Gérer les landes humides** - Maintien de la parcelle de lande humide
B4	**Gérer la végétation de haut de plage, la dune embryonnaire** - Adapter le nettoyage des plages à la préservation de la dune. - Suivre l'impact de la mise en défens sur la végétation.
B5	**Gérer les dunes grises qui évoluent vers les fourrés** - Connaître la dynamique du milieu - Expérimenter des actions de gestion pour réduire le développement des fourrés à ajoncs, ronces et prunelliers
B6	**Gérer les canaux eutrophes et la population d'agrion de Mercure** - Maîtriser la végétation des berges et la sédimentation des canaux eutrophes - Gérer ces milieux par des actions préventives plutôt que des actions curatives - Favoriser la présence de l'agrion de Mercure
B7	**Gérer les dépressions humides intradunales anciennes carrières d'extraction de sable** - Maintenir les dépressions humides intradunales - Favoriser les espèces et habitats d'intérêt communautaire
B8	**Gérer des prairies subhalophiles** - Maîtriser la fermeture du milieu
B9	**Gérer les mégaphorbiaies eutrophes** - Conserver l'habitat et maîtriser son évolution
B10	**Favoriser le maintien des populations de loutre d'Europe** - Mieux connaître et améliorer le statut de la loutre sur le site - Améliorer les corridors écologiques - Favoriser la diversité des milieux naturels
B11	**Améliorer la continuité des milieux naturels** - Prévenir une fragmentation plus importante des milieux - Restaurer la continuité du milieu dunaire - Reconstituer des milieux de landes fonctionnels
B12	**Gérer les mégaphorbiaies hydrophiles** - Conserver l'habitat et maîtriser son évolution
B13	**Conserver et améliorer la dynamique fluviale de la rivière Laïta** - Conserver et améliorer la dynamique fluviale naturelle - Favoriser tous les milieux naturels présents sur la Laïta
B14	**Gérer les végétations siliceuses** - Maintien des placettes où cet habitat est présent
B15	**Créer, rétablir et entretenir des mares** - Restaurer ou recréer des biotopes favorables au triton crêté dans les secteurs ou l'espèce est identifiée
B16	**Favoriser le maintien des populations de Chiroptères** - Mieux connaître et améliorer le statut des chauves-souris sur le site - Protéger les gites et leurs milieux naturels favorables pour la chasse

OBJECTIFS OPERATIONNELS ET FICHES ACTIONS PROPOSES POUR LE SITE	
Code	**Objectif**
Enjeu de maintien et restauration des habitats et espèces d'intérêt communautaire	
	- Améliorer les corridors écologiques
C : Gestion raisonnée des activités sur le site	
C1	**Maîtriser la fréquentation et son impact sur les habitats d'intérêt communautaire sur la façade littorale** - Maîtriser l'impact de la fréquentation sur le dérangement de la faune. - Limiter les dégradations liées à la fréquentation des secteurs les plus sensibles.
C2	**Maintenir les caractéristiques hydriques des zones humides** - Préserver les qualités intrinsèques des zones humides et des cours d'eau favorables aux habitats et aux espèces d'intérêt communautaire - Préserver la ressource en eau - Améliorer le fonctionnement hydrique, la qualité de la ressource (quantité et qualité)
C3	**Adapter le périmètre Natura 2000 aux habitats naturels et aux habitats d'espèce d'intérêt communautaire** - Intégrer les habitats naturels d'intérêt communautaire situés à la marge du site Natura 2000.
C4	**Adapter les pratiques de pêche à la conservation des populations de saumons atlantique et des habitats marins** - Évaluer l'impact de la pêche sur les populations de saumon - Garantir la pérennité de la population
C5	**Maîtriser les loisirs et leurs impacts sur les habitats et les espèces marins** - Assurer une compatibilité entre la pratique de loisirs nautiques et de bord de mer avec la pérennité des milieux naturels et des espèces de l'estuaire

Objectifs opérationnels et fiches actions proposés pour le site	
Code	**Objectif**
Enjeu d'efficacité de la mise en œuvre de Natura 2000 sur le site	
D : Information et sensibilisation du public et des acteurs du site	
D1	**Communiquer sur la procédure Natura 2000** - Informer l'ensemble des acteurs du site sur la démarche et la procédure Natura 2000 et sa mise en œuvre, ainsi que sur les aspects scientifiques, techniques, législatifs et financiers liés à la mise en œuvre
D2	**Communiquer sur les espèces et milieux naturels** - Informer et sensibiliser les acteurs locaux et le public aux milieux naturels et espèces présents localement et à leur préservation dans le cadre de Natura 2000
D3	**Assister les différents aménageurs pour les études d'impact** - Faire respecter la législation sur les études d'impacts et évaluation des incidences des projets pouvant concerner un site Natura 2000
E : Mise en place des actions du DOCOB, de suivis du site et d'indicateurs de réussite des actions proposées	
E1	**Suivre et évaluer le patrimoine naturel et sa gestion** - Mieux connaître et suivre l'état de conservation des habitats et espèces du site - Suivre et évaluer l'efficacité de certaines mesures de gestion menées sur le site
E2	**Assurer et suivre la mise en œuvre du document d'objectifs** - Coordonner la mise en œuvre du programme d'actions prévu dans le document d'objectifs

Aucune de ces actions ne concerne directement le site concerné par le projet d'aménagement. De plus, le site d'étude étant constitué d'une parcelle aménagée (bâtiment hermétique, stationnements), il représente peu d'enjeu pour la préservation des habitats Natura 2000 et espèces associées. Ainsi, au regard de ces éléments, aucun impact, direct ou indirect n'est à craindre sur ce site naturel remarquable.

3.1.2 Autres sites naturels remarquables

La commune de Quimperlé identifie plusieurs sites naturels remarquables sur son territoire :

Tableau n°7: Sites naturels remarquables présents sur la commune

Type	Nom	Identifiant	Distance au projet
ZNIEFF 2	Foret de carnoet et bois de Saint-Maurice	530006001	1.2 km au Sud-Ouest
	Bassin versant de l'elle	530015608	226 m au Nord-Est
	Riviere isole, tourbières du bassin amont et vallées boisées	530030036	1.5 km au Nord-Ouest
ZNIEFF 1	Estuaire de la Laita	530015672	1.3 km au Sud-Ouest
APB	Galerie De Bel Air	FR3800759	1.4 km au Nord-Ouest
	Combles Et Clocher De L'église Notre-Dame De L'Assomption	FR3800758	1.6 km au Nord-Ouest
ENS CD29	Rives de la Laïta	786	688 m à l'Ouest
Zone de préemption ENS CD29	/	29233	632 m au Sud-Ouest

Au-delà du territoire communal, plusieurs sites naturels remarquables sont identifiés sur les communes limitrophes.

Tableau n°8: Sites naturels remarquables présents dans un rayon de 10 km autour du site de projet

Type	Nom	Identifiant	Distance au projet
ZNIEFF 1	Elle a ty nadan	530020062	5.8 km au Nord-Est
	Vallee de l'elle, de l'aval du naic aux roches du diable	530030029	8.5 km au Nord-Est
	L'isole a pont Croac'h	530020116	9.6 km au Nord-Ouest
	Etang de Tronchateau - Tavardy	530006034	9.6 km à l'Est
	Etang de Kergamp	530020095	3.7 km au Sud-Est
	Kerquilven	530006303	5.4 km au Sud-Ouest
Zone de préemption ENS CD29	/	29031	5.6 km au Sud-Ouest
	/	29236	8.8 km au Sud-Ouest
	/	29230	9.4 km au Nord-Est
	/	29071	9.4 km au Nord-Est
ENS CD56	Carnoët - Rocher Royal	52	2.3 km au Sud
	Coat Roual	53	4.6 km au Sud
	Kerhop	149	8.3 km au Sud
	Grand Loc'h	87	9 km au Sud
	Vallon de la Pitié	129	9 km au Sud
	Bois de Kerrousseau	57	9 km au Sud-Est
	Rives du Scorff Nord	72	8.9 km à l'Est
Zone de préemption CD56	Guidel	/	1.8 km au Sud
	Gestel	/	8.4 km au Sud-Est
	Pont-Scorff	/	8.4 km au Sud-Est

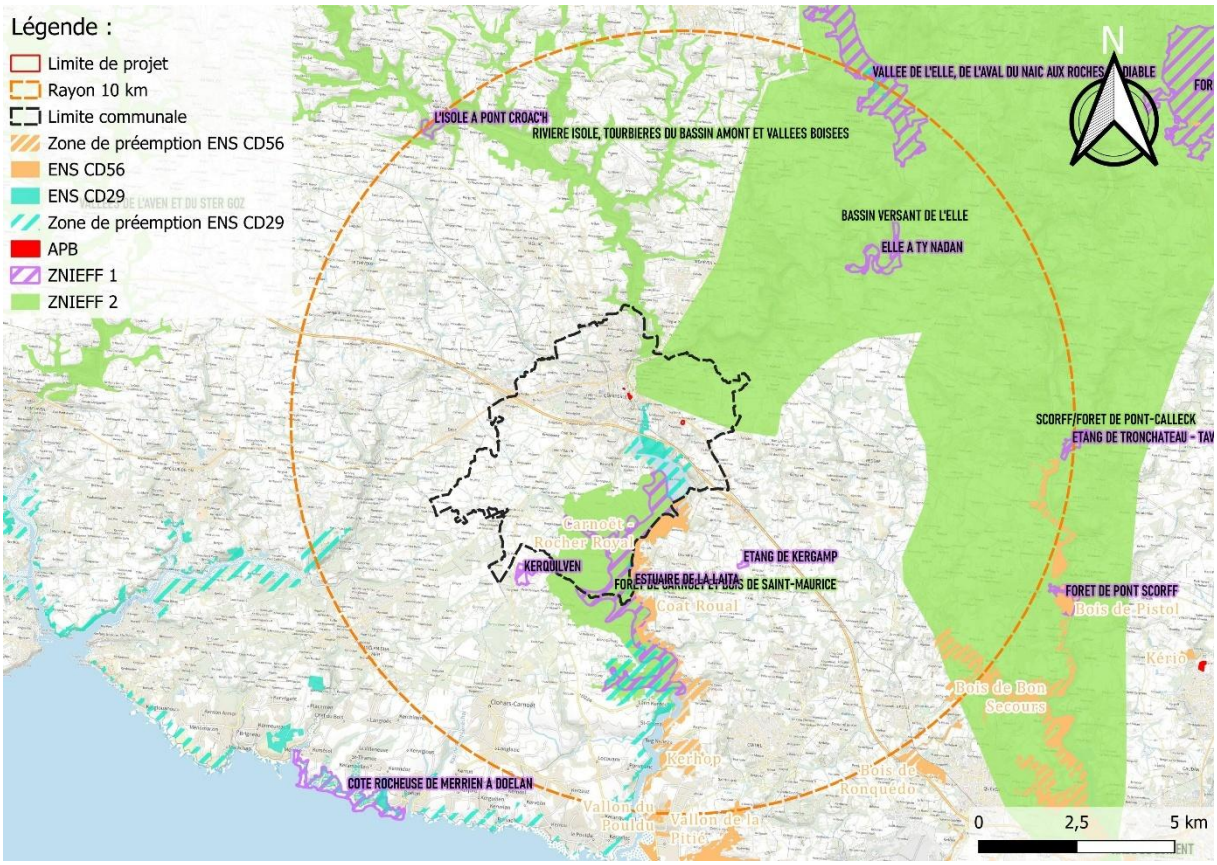


Illustration N°14: Localisation des sites naturels autour du site d'étude dans un rayon de 10 km (Sources : Quarta ; DREAL Bretagne ; INPN ; BDD CD 56 et 29 ; Fond : IGN Plan)

Le site d'étude correspond à une parcelle aménagée, ainsi, il ne représente a priori pas d'enjeu particulier pour la préservation des sites naturels identifiés. De plus, il est relativement éloigné des sites remarquables identifiés, notamment ceux situés en aval du ruisseau du Loc-Joly (1.2 km). Ainsi, au regard de ces éléments, aucun impact, direct ou indirect n'est à craindre sur ces sites naturels remarquables.

3.1.3 Biodiversité de la zone d'étude

Le périmètre d'étude correspond à une parcelle aménagée composée de bâtiments (Garage), de stationnements et d'espaces verts dont une haie bocagère sur talus au Sud. Le site est localisé au cœur de la trame urbaine de Quimperlé, au sein d'une zone d'activités et commerciale.

Le positionnement de ce site et son exploitation induisent des enjeux environnementaux limités.

Les éléments présentés dans les chapitres suivants ont été relevés lors de notre passage sur site le 28 janvier 2026 par temps clair.

3.1.3.1 Espaces verts et haies bocagères

Plusieurs espaces verts et une haie bocagère sont localisés sur le site d'étude. Pour en simplifier l'analyse, les éléments bocagers ont été numérotées :



Illustration N°15: Localisation du réseau bocager et des espaces verts (Source : Quarta, Fond : Orthophoto 2021)

Tableau n°9: Analyse du réseau bocager d'après les données relevées le 28 janvier 2026

Numéro de haie	Composition			Etat sanitaire	Intérêt	Rôle	Stat de protection
	Strate arborée	Strate arbustive	Strate herbacée				
1	Châtaignier commun, Chêne pédonculé, Houx, Noisetier	Noisetier, Aubépine, Ajonc	Lierre grimpant, Fragon, Ortie, Millepertuis perforé	Bon	Modéré (Faible linéaire, non connectée, strate arbustive peu développée, mais présente un intérêt pour la faune : abris, zone de quiétude, place de chant, sujets	Paysager, hydraulique, support de biodiversité	Sans objet

					de Chênes intéressants, talus en pierres sèches)		
2	Chêne pédonculé	Absente	Pelouse	Bon	Mineur (monospécifique, absence de strates diversifiées, non connecté, faible linaire : 2 sujets de Chênes)	Paysager, support de biodiversité mineur	
3	Absent	Espèces ornementales (résineux, Hortensia)	Pelouse et/ ou bâche	Bon	Mineur	Paysager	
4	Absent	Absent	Pelouse	/	Mineur	Paysager	



Photo N°13: Haie bocagère sur talus en pierres sèches Sud n° 1



Photo N°14: Haie bocagère Sud-Est n° 2



Photo N°15: Espèces ornementales sur bâche localisées à l'Ouest du garage



Photo N°16: Espèces ornementales sur pelouse localisées au Sud-Ouest



Photo N°17: Pelouse localisée au Nord

On constate que, globalement, le réseau bocager observe un intérêt limité du fait, notamment, de :

- Du faible linéaire de haie,
- De l'absence de trame fonctionnelle.

Ces éléments induisent un potentiel limité de ce réseau.

Un renforcement du linéaire avec des essences locales peut-être envisagé afin d'augmenter le potentiel écologique de ce site.

3.1.3.2 Flore

Du fait de l'exploitation du site, la diversité floristique reste limitée sur ce site.

Aucune espèce protégée n'a été identifiée lors de notre passage, et au regard de la valorisation de la parcelle, la probabilité de rencontrer des espèces remarquables et/ou protégées sur cette dernière semble très faible.

Les espèces recensées sont localisées au sein des espaces verts du site.

Tableau n°10: Flore recensée (28.01.2026)

Nom vernaculaire	Nom latin	Statut de protection
Aubépine à un style	*Crataegus monogyna*	
Achillée millefeuille	*Achillea millefolium*	
Ajonc d'Europe	*Ulex europaeus*	
Brunelle commune	*Prunella vulgaris*	
Cardamine hirsute	*Cardamine hirsute*	
Carotte sauvage	*Daucus carota*	
Châtaignier commun	*Castanea sativa*	
Chêne pédonculé	*Quercus robur*	
Digitale pourpre	*Digitalis purpurea*	
Fragon	*Ruscus aculeatus*	
Fumeterre grimpant	*Fumaria capreolata*	
Gaillet gratteron	*Galium aparine*	
Genêt à balais	*Cytisus scoparius*	
Céraiste commun	*Cerastium fontanum*	
Géranium à feuilles découpées	*Géranium dissectum*	
Grande ortie	*Urtica dioica*	
Grande oseille	*Rumex acetosa*	
Herbe à robert	*Geranium robertianum*	
Houx	*Ilex aquifolium*	
Laiteron maraîcher	*Sonchus oleraceus*	

Laiteron rude	*Sonchus asper*
Lamier pourpre	*Lamium pupureum*
Lampsane commune	*Lapsana communis*
Lierre grimpant	*Hedera helix*
Millepertuis perforé	*Hypericum perforatum*
Noisetier commun	*Corylus avellana*
Nombril de vénus	*Umbilicus rupestris*
Pâquerette	*Bellis perennis*
Plantin lancéolé	*Plantago lanceolata*
Ronce commune	*Rubus fruticosus*
Saule roux	*Salix atrocinerea*
Scolopendre	*Asplenium scolopendrium*
Séneçon commun	*Senecio vulgaris*

3.1.3.3 Espèces invasives

Aucune espèce considérée comme invasive par le conservatoire botanique national de Brest n'a été recensée au sein du périmètre de projet.

3.1.3.4 Faune

La zone d'étude étant localisée au cœur d'une zone commerciale et industrielle et en bordure de voies, la diversité faunistique est limitée. Aucune espèce protégée (hors avifaune, mais non nicheuse) n'a été identifiée lors de notre passage sur site, et au regard de la valorisation du parcellaire, la probabilité de rencontrer des espèces remarquables et/ou protégées sur ce dernier semble très faible.

Ce relevé détaille l'ensemble des contacts qui ont pu être établis lors de notre passage sur le site, ainsi que les habitats potentiels, notamment pour les espèces les plus remarquables.

Les espèces listées sont celles dont la présence est avérée, soit parce qu'elles ont été observées, entendues ou que leurs traces ont été observées. Les prospections sur site ont été effectuées le 28 janvier 2026. Il ne s'agit pas d'un inventaire exhaustif, mais bien du relevé de toutes les observations faites lors de la campagne de terrain, permettant de déterminer le potentiel biologique de ce site et d'en caractériser les habitats.

Tableau n°11: Taxons recherchés et méthodes appliquées

Date	Météo	Mammifères	Avifaunes	Insectes	Mollusques	Reptiles	Amphibiens
28 janvier 2026	Entre 7 et 10 °c, ensoleillé	Traces, indices et observation directe	IKA, IPA	Observation directe, contact auditif, traces, et interception par filet fauchoir	Observation directe	Observation directe, et recherche d'habitats favorables	Observation directe, recherche d'habitats favorables

3.1.3.4.1 Avifaunes

La présence d'oiseaux a été révélée par l'application des méthodes I.K.A (Indice Kilométrique d'Abondance) qui consiste à parcourir le site d'étude à vitesse constante en relevant tous les contacts (visuels et auditifs) et I.P.A. (Indice Ponctuel d'Abondance) à relever tous les contacts sur un point d'écoute précis préalablement défini pendant une durée de 20 minutes. Une recherche spécifique s'est également portée sur la présence éventuelle de nids des espèces remarquables communes dans la région en particulier sur les secteurs pouvant constitués des habitats potentiels (haies, arbres isolés…).

Tableau n°12: Espèces avifaunistiques recensées le 28.01.2026

Nom vernaculaire	Nom Latin	Type de contact	Statut de protection
Accenteur mouchet	*Prunella modularis*	Vue et contact auditif	Article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009, LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale)
Corneille noire	*Corvus corone*	Vue en vol	LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale)
Grive musicienne	*Turdus philomelos*	Contact auditif	LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale)
Mésange charbonnière	*Parus major*	Vue et contact auditif	Article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009, LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale)
Moineau domestique	*Passer domesticus*		Article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009, LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale)
Troglodyte mignon	*Troglodytes troglodyte*		Article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009, LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale)
Pigeon ramier	*Columba palumbus*	Vue en vol	NA à l'UICN (liste rouge nationale), LC à l'UICN (liste rouge régionale)
Pie bavarde	*Pica pica*		LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale)
Pinson des arbres	*Fringilla coelebs*	Vue et contact auditif	Article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009, LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale),
Rougegorge familier	*Erithacus rubecula*	Visuel	Article 3 de l'arrêté du 29 octobre 2009, LC à l'UICN (liste rouge nationale et régionale)



Illustration N°16: Localisation des espèces avifaunistiques recensées (Source : Quarta ; Fond : Orthophoto 2021)

La majorité des espèces avifaunistiques observées sont localisées au sein de la haie bocagère Sud. Cette haie constitue un espace de refuge, d'abri et de zone de quiétude.

Lors du passage sur site du 28 janvier 2026, il a été observé la présence d'un ancien nid, attestant de l'usage de la haie bocagère Sud par la faune.

3.1.3.4.2 Mollusques

Aucun mollusque n'a été observé lors du passage du 28 janvier 2026, malgré des recherches ciblées sur l'Escargot de Quimper (espèce protégée).

Ce constat est cohérent avec la période de prospection encore fraîche et le caractère majoritairement urbanisé du site, qui offre peu de micro-habitats favorables à ce groupe faunistique (zones humides, litières épaisses, etc.).

La faune malacologique potentielle est donc probablement limitée à quelques espèces communes et ubiquistes, mais non détectée lors de cette unique visite.

3.1.3.4.3 Reptiles

Aucun reptile n'a été observé lors du passage du 28 janvier 2026.

Cependant, la haie bocagère sur talus/pierres sèches localisée au Sud du site présente des habitats favorables à ce groupe, notamment les lisières ensoleillées, les interstices des pierres sèches offrant des refuges potentiels et des sites d'exposition propices à la thermorégulation.

L'absence d'observation directe peut s'expliquer par la date précoce de prospection, la météo actuelle ou la discrétion naturelle de ces espèces.

Il est donc possible que des reptiles communs, tels que le Lézard des murailles (*Podarcis muralis*) (espèces protégées) soient présents ponctuellement sur le site. La préservation de cette haie, habitat potentiel, est à encourager.

3.1.3.4.4 Amphibiens

Aucun amphibien n'a été observé lors du passage du 28 janvier 2026. Le site ne présente pas d'habitat favorable pour l'accueil de ces espèces (absence de cours d'eau, zone humide…).

3.1.3.4.5 Mammifères

La recherche de mammifères sur le site a été réalisée par observation directe semi-quantitative et recherche d'indices de présence : déjections, terriers, traces.

Tableau n°13: Espèces de mammifères recensées le 02.07.2025

Nom vernaculaire	Nom latin	Types de contacts	Habitats potentiels	Statut de protection*
Taupe d'Europe	*Talpa europaea*	Indices de présences (taupinière)	Pelouse (Hors site)	LC à l'UICN (liste rouge régionale et nationale)
Micromammifère indéterminé	/	Galerie	Pelouse (Hors site)	/



Illustration N°17: Localisation des espèces de mammifères recensées (Source : Quarta ; Fond : Orthophoto 2021)

3.1.3.4.6 Insectes

La recherche d'insectes a été réalisée soit par observation directe semi-quantitative et interception (filet fauchoir), soit par la recherche d'indices de présences (fragments d'imago, larves, traces de larves, sciure…) sur les supports potentiels pour les espèces les plus remarquables présentes dans la région (Grand capricorne, Lucane cerf-volant, Pique-prune…).

Aucune espèce d'insectes n'a été observée lors du passage du 28 janvier 2026.

Cette absence de contact peut s'expliquer par la date de prospection encore précoce, les conditions météorologiques actuelles ou encore la dominance d'habitats artificialisés sur le site, peu favorables à une forte activité entomologique à cette période.

Il est donc possible que la diversité réelle des insectes soit sous-estimée, notamment pour les groupes actifs plus tardivement au printemps (pollinisateurs, lépidoptères, orthoptères, etc.).

Aucune trace d'insecte saproxylophage n'a été observée.

3.2 Continuités écologiques

3.2.1 La trame verte et bleue régionale : Le SRCE Bretagne

Le SRCE identifie la trame verte et bleue de Bretagne. Il a été adopté le 2 novembre 2015 par le préfet de région. À l'échelle de la région Bretagne, le site de projet est localisé sur le grand ensemble de perméabilité n° 13 « de l'Isole au Blavet ». Cet ensemble présente un niveau de connexion des milieux très élevé pour lequel l'objectif assigné est de préserver la fonctionnalité écologique des milieux naturels.

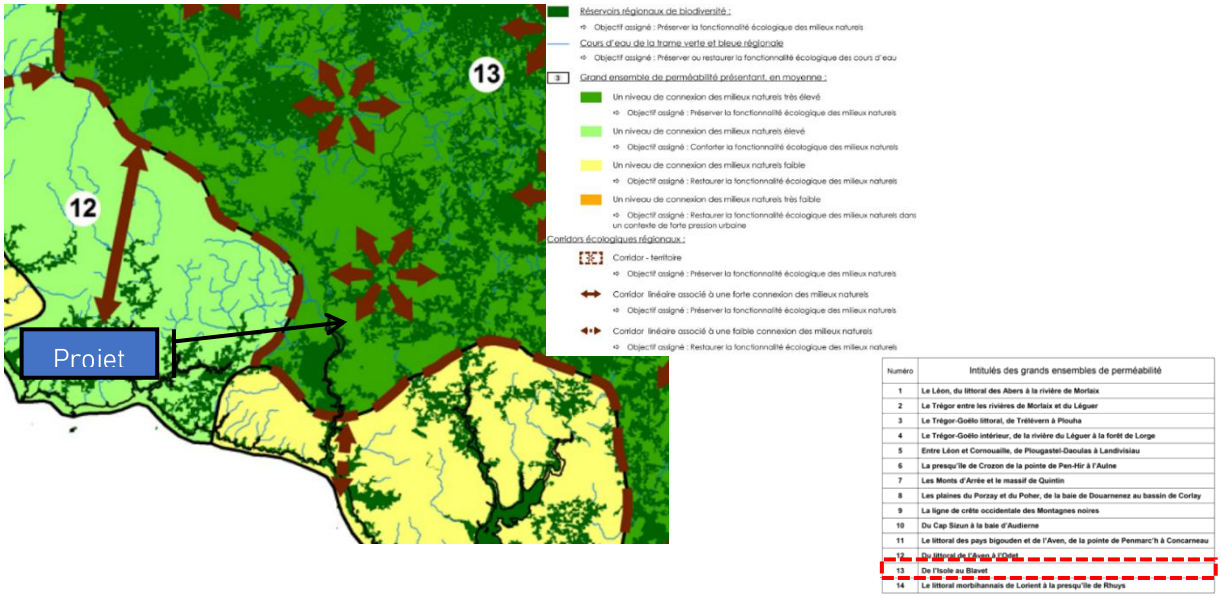


Illustration N°18: Extrait de la carte « Les objectifs de préservation ou de remise en bon état de la trame verte et bleue régionale » (Source : SRCE, juillet 2015)

Le site de projet est localisé au sein d'un espace où les milieux naturels sont faiblement connectés, en raison de son positionnement, au sein de la trame urbaine et à proximité d'éléments de fracture et d'obstacle à la circulation des espèces (voie de chemin de fer, axes routiers).

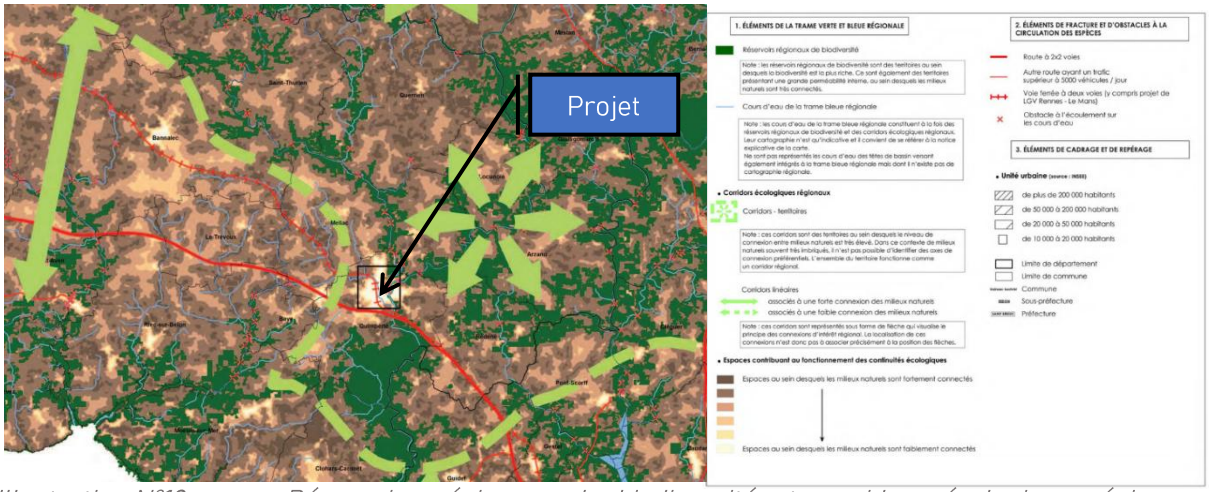


Illustration N°19: Réservoirs régionaux de biodiversité et corridors écologique régionaux (Source : SRCE, 9 juillet 2015)

3.2.2 Trame verte et bleue du PLUi

Le PLUi en vigueur identifie la trame verte et bleue à l'échelle du territoire :

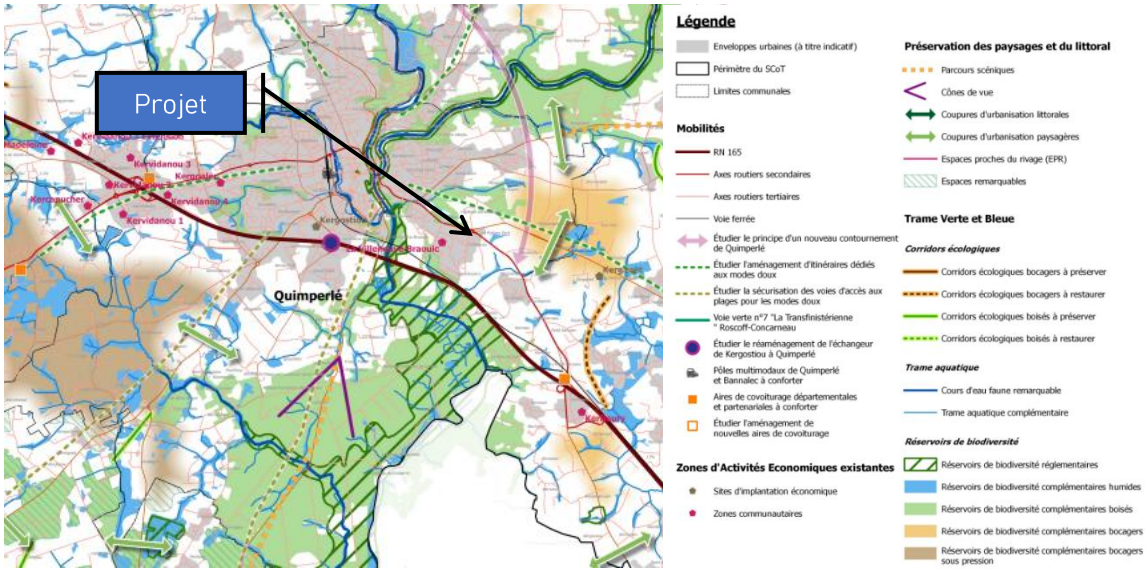


Illustration N°20: Extrait de la trame verte et bleue (Source : SCoT, DOO, 19 décembre 2017)

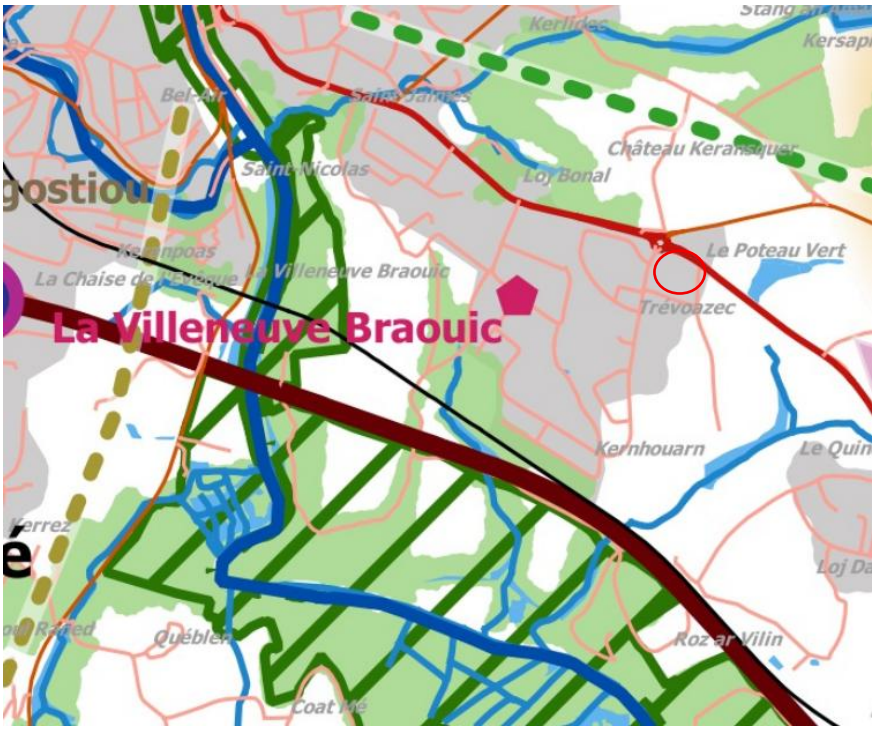


Illustration N°21: Zoom de l'extrait de la trame verte et bleue sur le site d'étude (Source : SCoT, DOO, 19 décembre 2017)

Le site d'étude est localisé au sein de l'enveloppe urbaine de la commune de Quimperlé, dans le périmètre de la zone communautaire de La Villeneuve Braouic. Il s'inscrit dans un contexte urbanisé, caractérisé par une occupation du sol majoritairement artificialisée et la présence d'activités et d'infrastructures urbaines.

Le site est bordé et desservi par des axes routiers secondaires et tertiaires, assurant une bonne accessibilité, mais générant également des discontinuités écologiques marquées. L'environnement immédiat est fortement anthropisé, limitant la présence d'habitats naturels fonctionnels.

Aucune trame écologique identifiée dans ce document (trame verte et bleue), aucun corridor écologique, ni aucun réservoir de biodiversité ne sont recensés au sein du site ou à proximité directe. Le secteur ne présente pas de continuité écologique avérée et ne joue pas de rôle identifié dans les dynamiques de déplacement des espèces.

Ainsi, le site d'étude s'inscrit dans un contexte urbain contraint, à faible enjeu écologique, sans connexion fonctionnelle avec des milieux naturels structurants.

3.2.3 Analyse des éléments constitutifs de la trame verte et bleue locale

A une échelle plus fine, et sur la base de données existantes (inventaire ZH SAGE, RPG, …) complétées par un travail de photo-interprétation et des relevés de terrain (expertise zone humide, identification des haies…), nous avons pu réaliser une cartographie des principaux réservoirs de biodiversité et corridors écologiques existants à proximité de l'aire d'étude. Ces continuités peuvent être cartographiées comme suit :

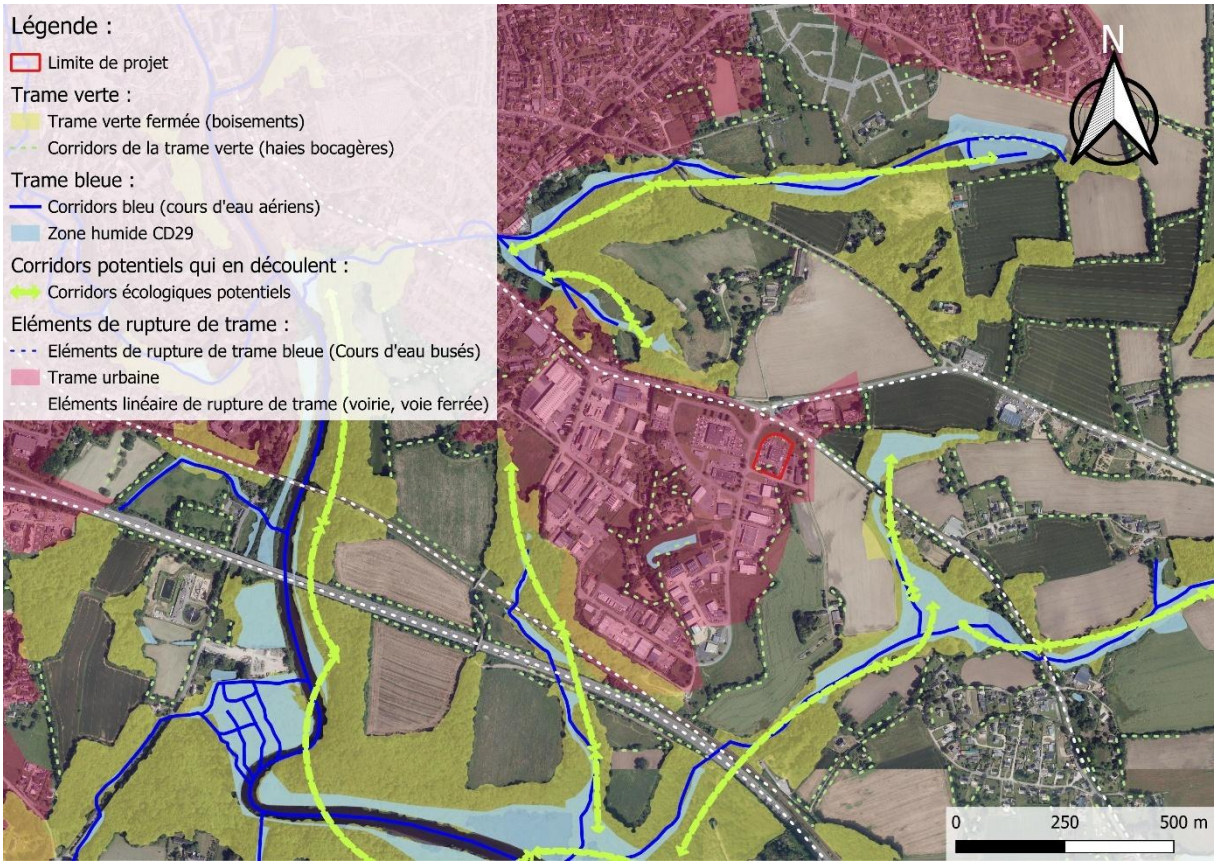


Illustration N°22: Trame verte et bleue, corridors écologiques et éléments fracturants à proximité et en périphérie du projet (Sources : Quarta ; ZH Finistère ; Corine Land Cover 2018, formation végétale BD Topo 2014, BDD CD 29 ; IGN ; Fond : Orthophoto 2021)

L'analyse de cette trame verte et bleue locale permet de constater :

- La présence d'éléments fracturants au sein et autour du périmètre de projet (urbanisation et axes routiers) ;
- L'absence de trame verte et bleue au sein et à proximité directe du périmètre,
- Et par conséquent, l'absence de corridors écologiques.

Ainsi, le contexte urbain de la zone de projet et de ses abords immédiats et la présence de voies de communication tendent à limiter la perméabilité écologique sur ce secteur.

3.3 Hydrologie

3.3.1 Fonctionnement hydraulique de la zone d'étude

À l'échelle du parcellaire, le ressuyage est assuré par ruissellement et infiltration dans le sol en place (espaces verts). Les ruissellements sont interceptés par le réseau existant au sein du parcellaire (réseau privatif connecté au réseau public de la rue de Nara en aval).

Au regard de la topographie (interprétation MNT IGN), les ruissellements se dirigent vers la partie Sud-Ouest de l'aire d'étude.

Un réseau d'eaux pluviales est présent aux abords du périmètre de projet au niveau de la Rue de Lorient (Nord), de l'Avenue Arthur Krebs (Ouest) et de la Rue de Nara (Sud). Néanmoins, le site de projet intercepte une partie des ruissellements de l'espace vert localisé au Nord (environ 1 082.5 m²), soit un bassin versant intercepté de 7 101 m².

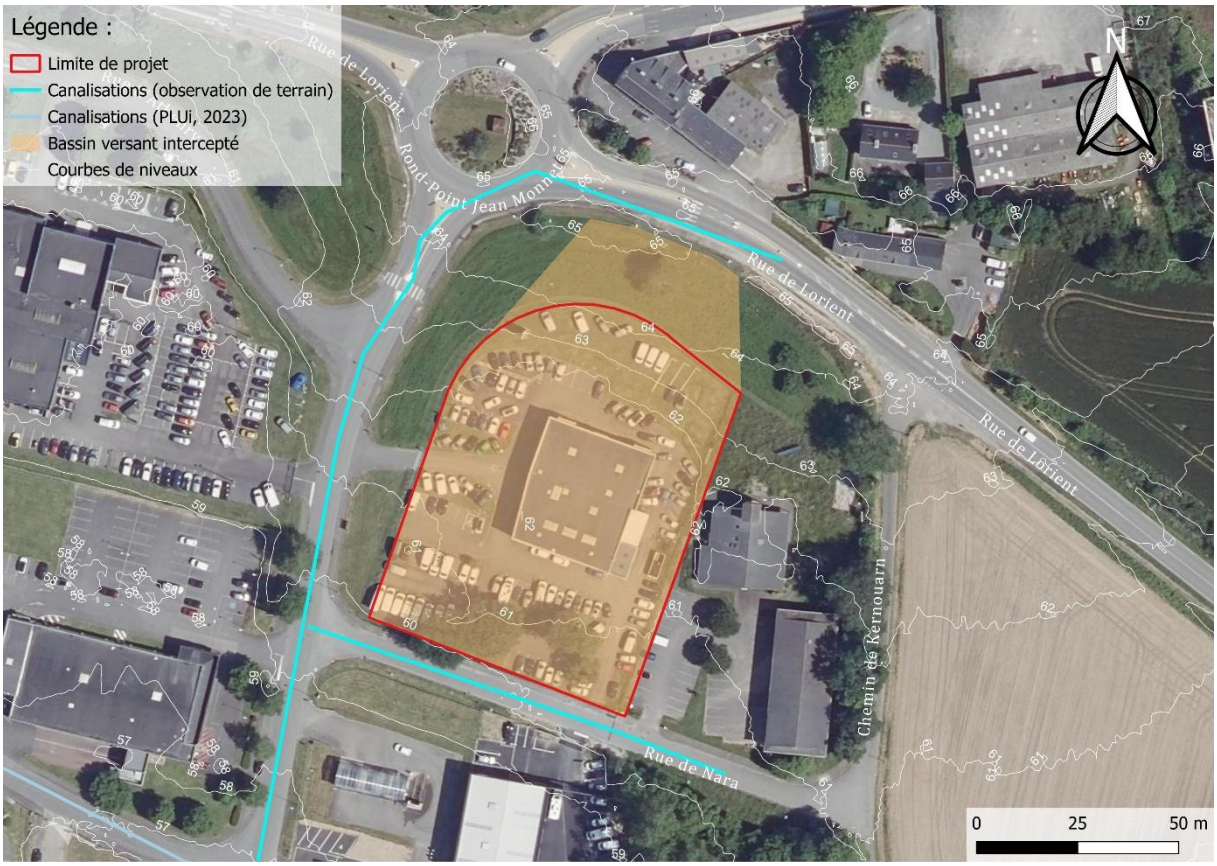


Illustration N°23: Surfaces interceptées en amont du site d'étude (Source : Quarta ; MNT IGN ; BDD CD29 ; fond : IGN Ortho)

Les éléments dont nous disposons ne nous permettent pas de déterminer précisément la localisation du réseau d'eaux pluviales présent sur le secteur, les données présentées ci-dessous sont principalement issues des observations de terrain et des informations relayées par Quimperlé communauté.

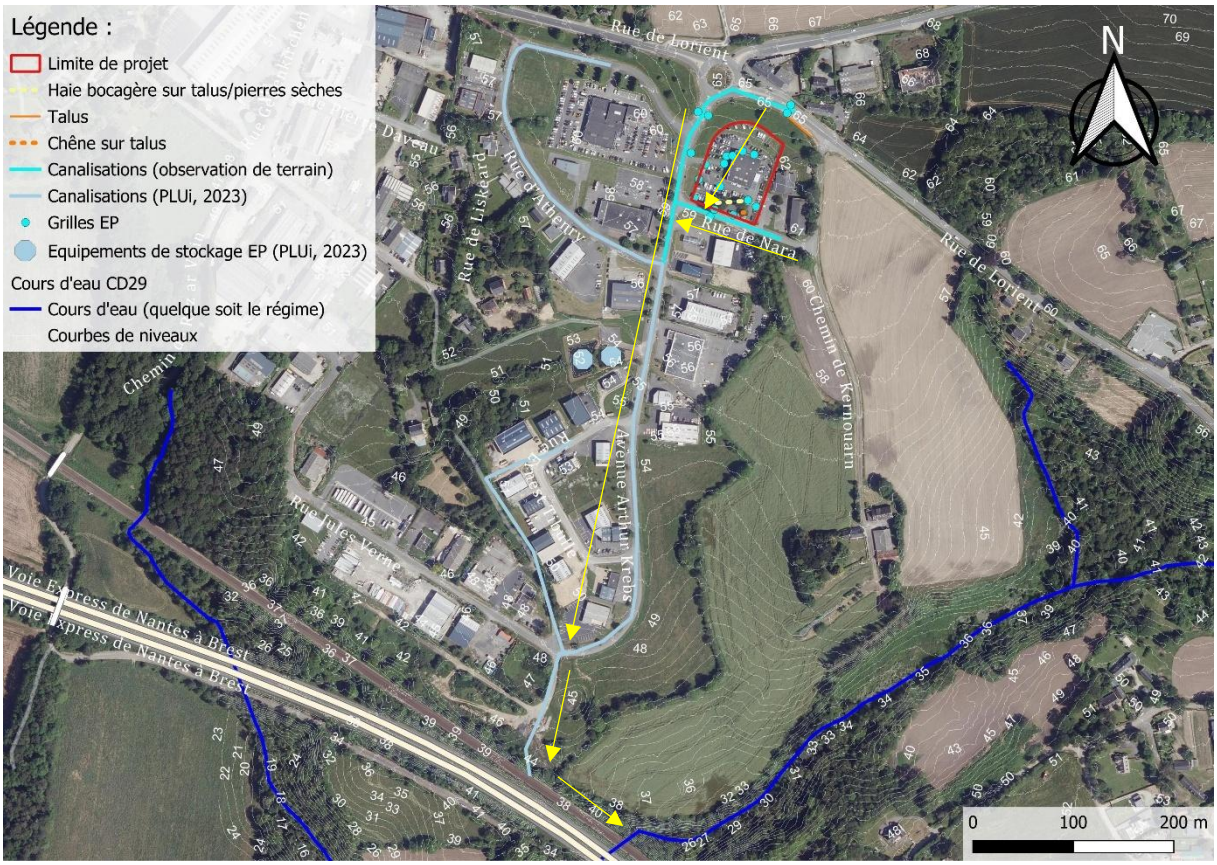


Illustration N°24: Fonctionnement hydraulique de la zone (Source : Quarta ; Quimperlé communauté ; MNT IGN ; BDD CD29 ; fond : IGN Ortho)

Le réseau en aval achemine les eaux pluviales jusqu'au milieu récepteur, le ruisseau du Loc-Joly (J4904500), situé à environ 700 ml en aval de l'opération d'aménagement.



Photo N°18: Ruisseau du Loc-Joly

3.3.2 Zones humides

3.3.2.1 Données existantes

Le site de projet n'est pas identifié en tant que zone humide à l'inventaire des zones humides du Finistère, ni en tant que zone humide potentielle aux référentiels de l'Agrotransfert et de l'INPN.

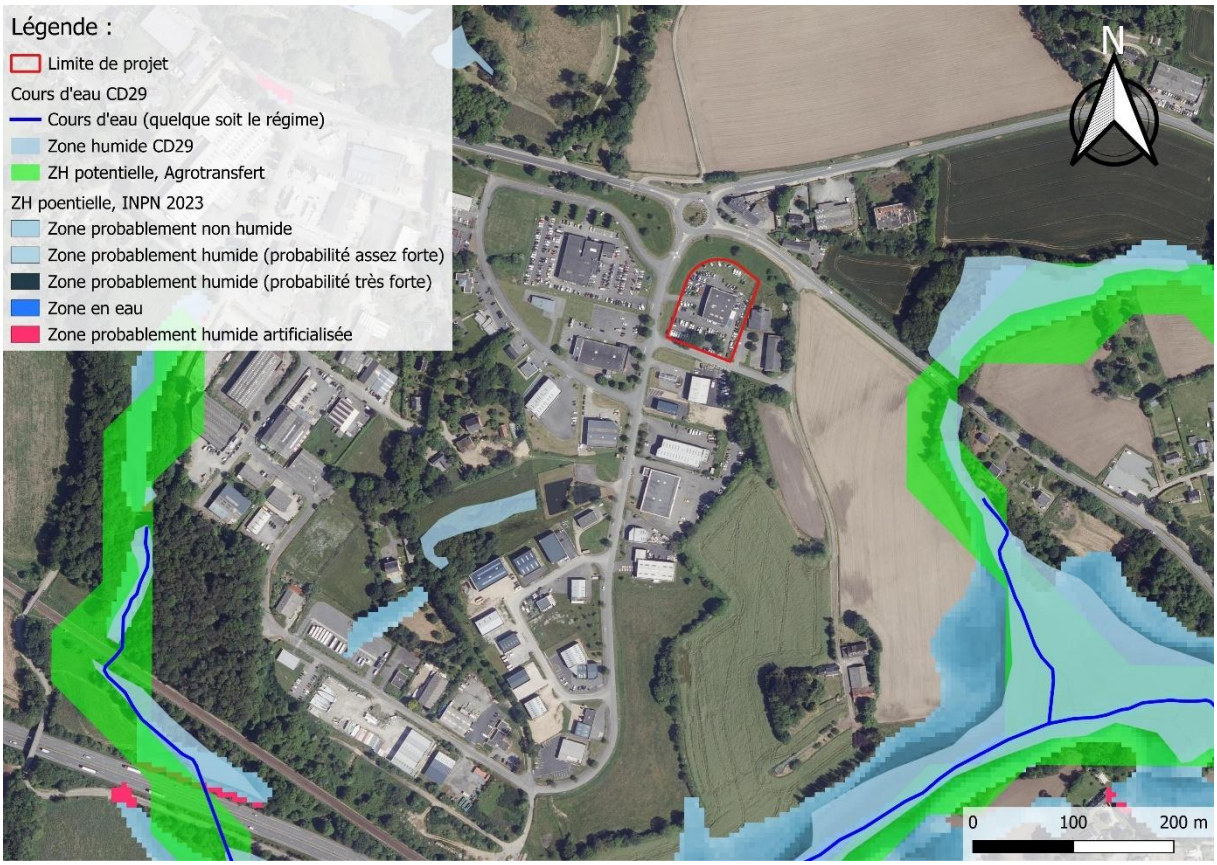


Illustration N°25: Zones humides connues et zones humides potentielles (Sources : Quarta ; Zone humide CD29, Agrotransfert, INPN 2023, CD 29 ; Fond : IGN Ortho)

Des sondages pédologiques ont été réalisés le 28 janvier 2026, pour vérifier ces informations.

3.3.2.2 Critères de définition d'une zone humide

Les critères de détermination utilisés sont ceux présentés dans l'article L211-1 du Code de l'Environnement. Cet article précise qu'une zone est considérée comme humide si elle présente au moins l'un des critères suivants :

1° Les sols correspondent à un ou plusieurs types pédologiques correspondant aux classes du GEPPA modifié :

- Histosols (classes H du GEPPA modifié)
- Réductisols (classes VIc et IVd du GEPPA modifié)
- Sols caractérisés par des traits rédoxiques (classes V a, b, c, d et classe IV d du GEPPA modifié)

2° Sa végétation est caractérisée par des communautés d'espèces végétales, dénommées " habitats ", caractéristiques de zones humides.

Une zone est donc considérée comme humide au regard de ses caractéristiques pédologiques et/ou floristiques.

3.3.2.3 Méthodes du diagnostic

- Détermination des zones mésologiques pour la stratégie d'échantillonnage pédologique : La délimitation des zones mésologiques repose sur une approche intégrée croisant les principaux facteurs du milieu susceptibles d'influencer la variabilité des sols. Trois

composantes majeures ont été prises en compte : le relief, la végétation et la géologie. Le relief a été analysé à partir des paramètres topographiques (altitude, pente, position topographique), permettant de distinguer les unités morphologiques homogènes (sommets, versants, bas-fonds, replats). La végétation (lorsque cela est possible) est utilisée comme indicateur indirect des conditions édaphiques et hydriques, en identifiant les principaux types de couvert végétal et leurs variations spatiales. La géologie a été considérée à travers la nature des substrats et des formations géologiques affleurantes, déterminantes pour la genèse et les propriétés des sols. Ces trois variables ont ensuite été croisées afin de définir l'ensemble des combinaisons possibles. Chaque combinaison correspond à une zone mésologique supposée homogène du point de vue pédologique. Ces zones constituent les unités de base pour la mise en place de la stratégie d'échantillonnage, avec au moins un sondage pédologique représentatif par zone, afin de couvrir la variabilité spatiale des sols du secteur étudié.

- Critère sol : Lorsque des investigations sur le terrain sont nécessaires, l'examen des sols doit porter prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec 1 point (= 1 sondage) par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques.
- Critère végétation : L'examen des espèces végétales doit être fait à une période où les espèces sont à un stade de développement permettant leur détermination. La période incluant la floraison des principales espèces est à privilégier. Comme pour les sols, cet examen porte prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec 1 point (= 1 placette) par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques. Sur chacune des placettes, l'examen de la végétation vise à vérifier si elle est caractérisée par des espèces dominantes, identifiées selon le protocole ci-dessous, indicatrices de zones humides, c'est-à-dire figurant dans la liste mentionnée en annexe de l'arrêté d'octobre 2009. Sinon, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen des sols.

3.3.2.4 Diagnostic zone humide

- Identification des zones mésologiques : Le site d'étude présente une topographie relativement marquée, avec une pente générale orientée vers le Sud, estimée à environ 4,3 %. L'analyse altimétrique permet de distinguer trois ensembles topographiques :

· En partie Nord, le site est délimité par un talus d'environ 1 m de hauteur, correspondant à un secteur de sommet, avec des altitudes proches de 63–64 m NGF.

· La partie centrale correspond à un replat aménagé, occupé par un bâtiment et des parkings. Les altitudes y sont relativement homogènes (62 m NGF), traduisant une zone de stabilité topographique. Cette zone est majoritairement imperméabilisée, ce qui modifie fortement son fonctionnement hydrique naturel et empêche toute investigation pédologique directe.

· En partie Sud, une légère dépression topographique, d'environ 1 m, est observée, avec des altitudes proches de 60–61 m NGF. Cette dépression est renforcée par la présence d'une haie bocagère implantée sur un talus, susceptible de freiner les écoulements superficiels et de favoriser l'accumulation locale des eaux.



Illustration N°26: Localisation des ensembles topographiques du site (Sources : Quarta ; MNT ; Fond : IGN Ortho)

Cette organisation induit un gradient hydrique naturel Nord/Sud, renforcé par les aménagements anthropiques de la zone centrale, qui canalisent et accélèrent les écoulements vers le secteur Sud.

La végétation est globalement homogène et artificialisée, de type pelouse aménagée, en lien avec l'usage du site. Aucun couvert végétal différencié n'a été identifié. En raison de cette homogénéité et du caractère artificiel du couvert, la végétation ne constitue pas un critère discriminant pour la définition des unités mésologiques et n'est pas retenue comme variable structurante. Le site présente donc une station flore homogène, ainsi, ce critère, ne rentre pas dans la détermination des stations méso-pédologiques.

Le site repose sur un socle métamorphique homogène constitué d'orthogneiss de Moëlan, comprenant :

- Un faciès œillé ou leptynique,
- Un faciès externe gneissique,
- Un faciès interne granitoïdique.

Ce substratum est classiquement associé à :

- Une perméabilité faible à moyenne à l'échelle du massif rocheux,
- Une perméabilité secondaire liée à la fracturation,
- Des sols peu épais, souvent limono-sableux à sablo-limoneux, reposant directement sur le socle.

Le croisement des critères topographiques et géologiques permet d'identifier trois zones mésologiques, malgré l'homogénéité apparente du site :

- Zone mésologique 1 : secteur Nord – sommet et talus : Position topographique haute, pente marquée, ruissellement dominant, faible capacité de rétention en eau,

- Zone mésologique 2 : secteur central – replat imperméabilisé : Topographie relativement plane, surfaces majoritairement imperméabilisées (bâtiment, voiries, parkings), absence d'infiltration directe et impossibilité de sondages pédologiques,
- Zone mésologique 3 : secteur Sud – dépression et haie bocagère : Position topographique basse, réception des écoulements provenant des parties Nord et centrale, effet de ralentissement lié au talus et à la haie bocagère.

Malgré une géologie homogène et une végétation artificialisée, la topographie, renforcée par l'imperméabilisation de la zone centrale, constitue le facteur déterminant de la structuration mésologique du site.

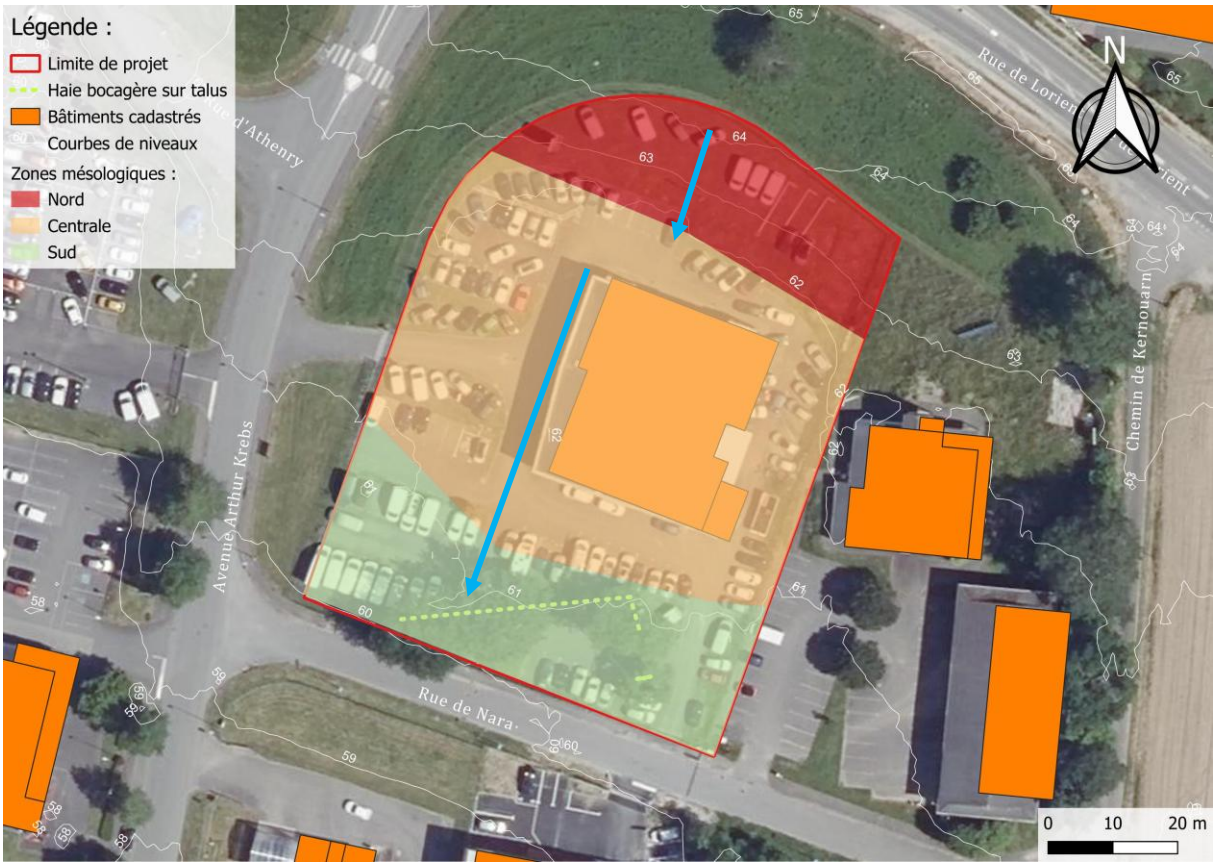


Illustration N°27: Identification des trois zones mésologiques du site (Sources : Quarta ; MNT ; Fond : IGN Ortho)

- Critère sol : l'imperméabilisation du sol en place (enrobé) ne permet pas de disposer de sondages pertinents. Le critère pédologique n'est donc pas un critère déterminant pour l'identification de zone humide sur l'aire d'étude. Néanmoins, deux sondages à la tarière ont été réalisés au sein des espaces verts Nord (zone mésologique 1) et Sud (zone mésologique 3) existants. Les sondages montrent un sol peu profond (entre 20 cm et 30 cm) avec une présence de petits cailloux/sable et remblais en fond.

- Critère végétation : La végétation en place n'est pas naturelle (pelouse).



Illustration N°28: Sondages pédologiques réalisés (Source : Quarta, Fond : Orthophoto 2021)

Tableau n°14: Résultats des sondages pédologiques réalisées

Identifiant	Refus	Description				Classe GEPPA
		0-25 cm	25-50 cm	50-80 cm	80-100 cm	
1	30 cm	Sol brun limoneux avec présence de remblais cailloux et sable, refus sur remblais		/	/	I
2	20 cm	Sol brun limoneux avec présence de remblais cailloux et sable, refus sur remblais	/	/	/	I



Photo N°19: Sondage n° 1



Photo N°20:Sondage n° 2

Le diagnostic zone humide n'est pas pertinent sur le site d'étude en raison du caractère très anthropisé du parcellaire. Aucune zone humide n'a été détectée sur le parcellaire.

3.3.3 Usage de l'eau sur le bassin-versant

L'eau est une ressource commune qui implique certains usages dont il est nécessaire de tenir compte dès lors que des installations, ouvrages, travaux ou aménagements sont susceptibles d'impacter cette dernière :

3.3.3.1 Périmètre de protection de captage

Un périmètre de protection de captage est présent sur la commune de Quimperlé. Il se situé à 1 km au Nord du projet (en amont), sur un bassin versant déconnecté du bassin versant récepteur de l'opération.

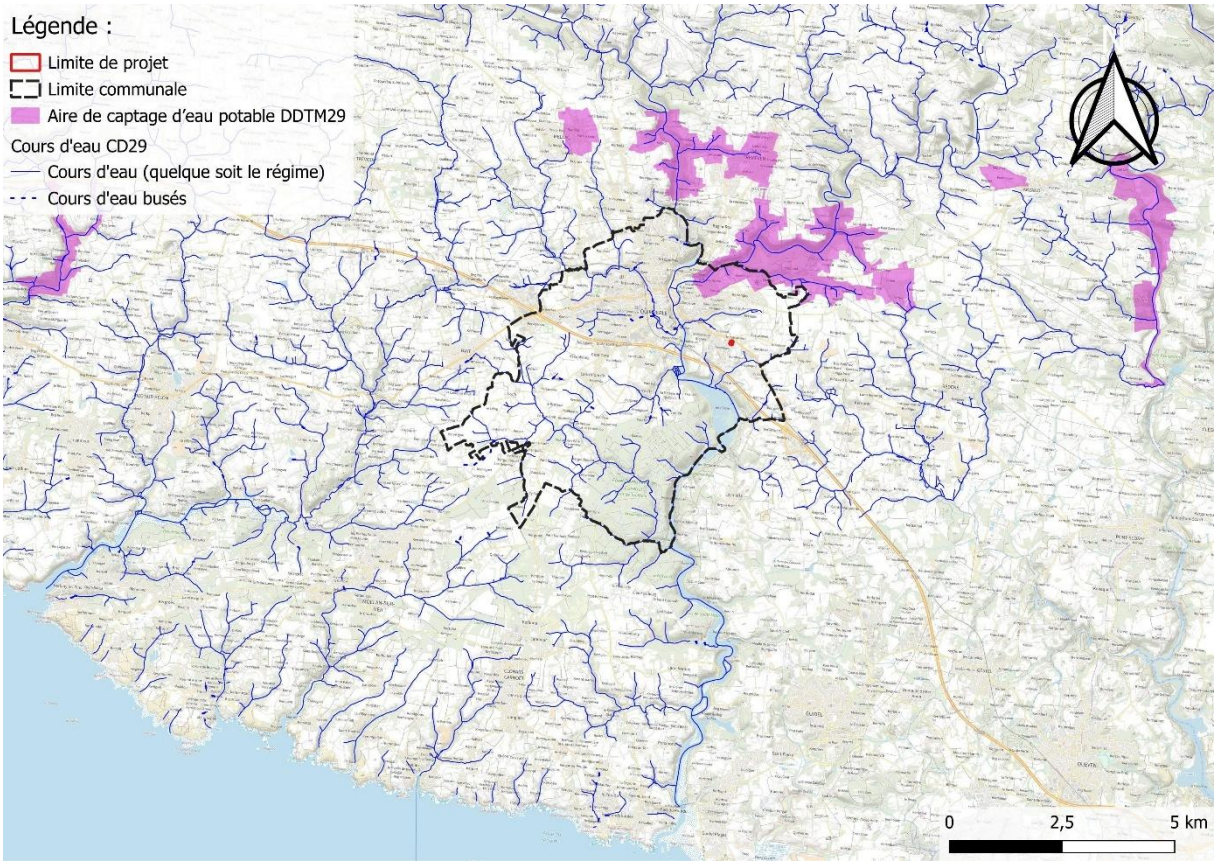


Illustration N°29: Aire de captage d'eau potable à proximité du site d'étude (Source : Quarta ; BDD CD 29 ; DDTM 29 ; fond : IGN Plan)

Il n'y a donc aucun impact à prévoir sur la ressource.

3.3.3.2 Zone de baignade

Plusieurs zones de baignade sont localisées à plus de 12 km en aval du site de projet.



Illustration N°30: Zone de baignade en aval du site (Source : https://baignades.sante.gouv.fr , consulté le 03/02/2026)

Au vu de l'éloignement du site par rapport à ces zones de baignade (à plus de 12 km), ainsi que des mesures de gestion des eaux pluviales mises en place, aucun impact sur la qualité des eaux de baignade n'est à prévoir.

3.3.3.3 Conchyliculture

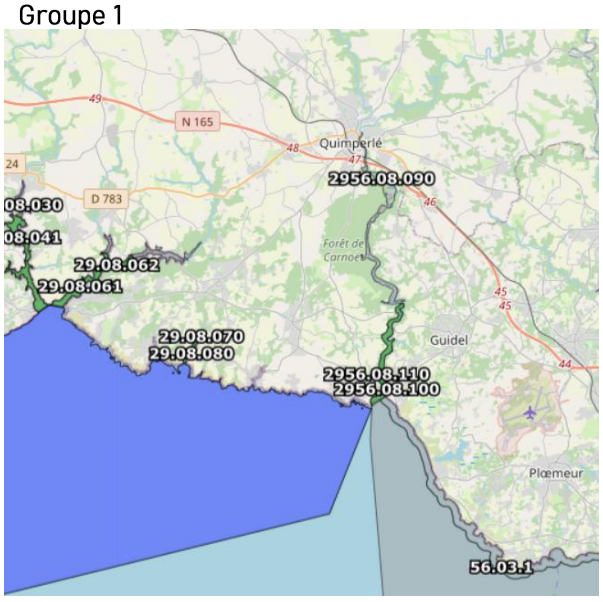
Plusieurs zones professionnelles de production et de parcage de coquillages vivants sont localisées à plus de 12 km en aval du site d'étude au niveau de l'Anse du Pouldu.



Groupe 1



Groupe 2



Groupe 3

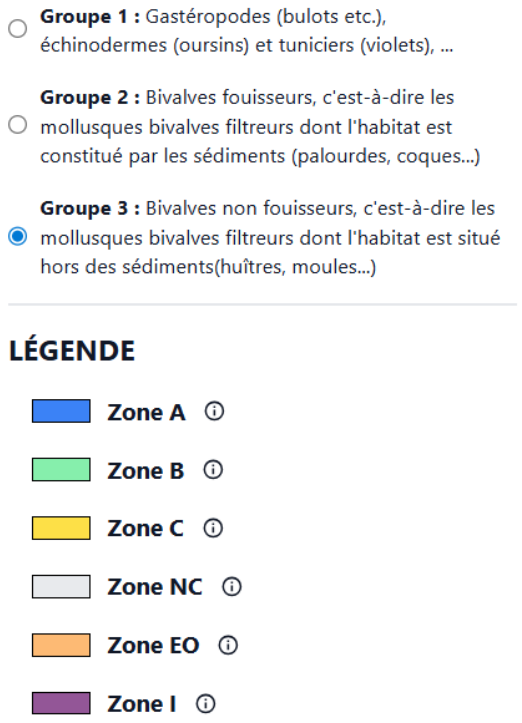


Illustration N°31: Atlas des zones françaises de production et de reparcage de coquillages (Source : www.atlas-sanitaire-coquillages.fr, consulté le 03/02/2026)

Au vu de l'éloignement du site par rapport à ces zones de production et de parcage de coquillages (à plus de 12 km), ainsi que des mesures de gestion des eaux pluviales mises en place, aucun impact sur la qualité des eaux n'est à prévoir.

3.4 Patrimoine

3.4.1 Zones de Présomption de Prescription Archéologique

Les ZPPA les plus proches sont localisées à 88 mètres au Nord du site.



Illustration N°32: Localisation des ZPPA (Sources : DRAC, CD29 ; Fond : IGN Ortho)

Au regard de son aménagement et de sa localisation, le projet n'est pas tenu de réaliser de diagnostic archéologique préventif.

3.4.2 Sites inscrits et classés

La loi du 2 mai 1930 permet de protéger des « monuments naturels et des sites dont la conservation ou la préservation présente du point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, un intérêt général » en les inscrivant ou les classant. Cette loi, désormais codifiée (articles L.341-1 à 342-22 du code de l'environnement), énonce deux niveaux de protection :

- L'inscription est la reconnaissance de l'intérêt d'un site dont l'évolution demande une vigilance toute particulière. C'est un premier niveau de protection pouvant conduire à un classement. Le but est de favoriser une évolution harmonieuse de l'espace ainsi protégé.
- Le classement est une protection très forte, destinée à conserver les sites d'une valeur patrimoniale exceptionnelle ou remarquable. Le classement a pour objectif principal de maintenir les lieux en l'état. La conservation y est la règle, la modification l'exception.

Aucun site inscrit ou classé n'est présent sur la commune de Quimperlé.

3.4.3 Sites patrimoniaux remarquables

La commune de Quimperlé accueille 22 monuments historiques et un site patrimonial remarquable :

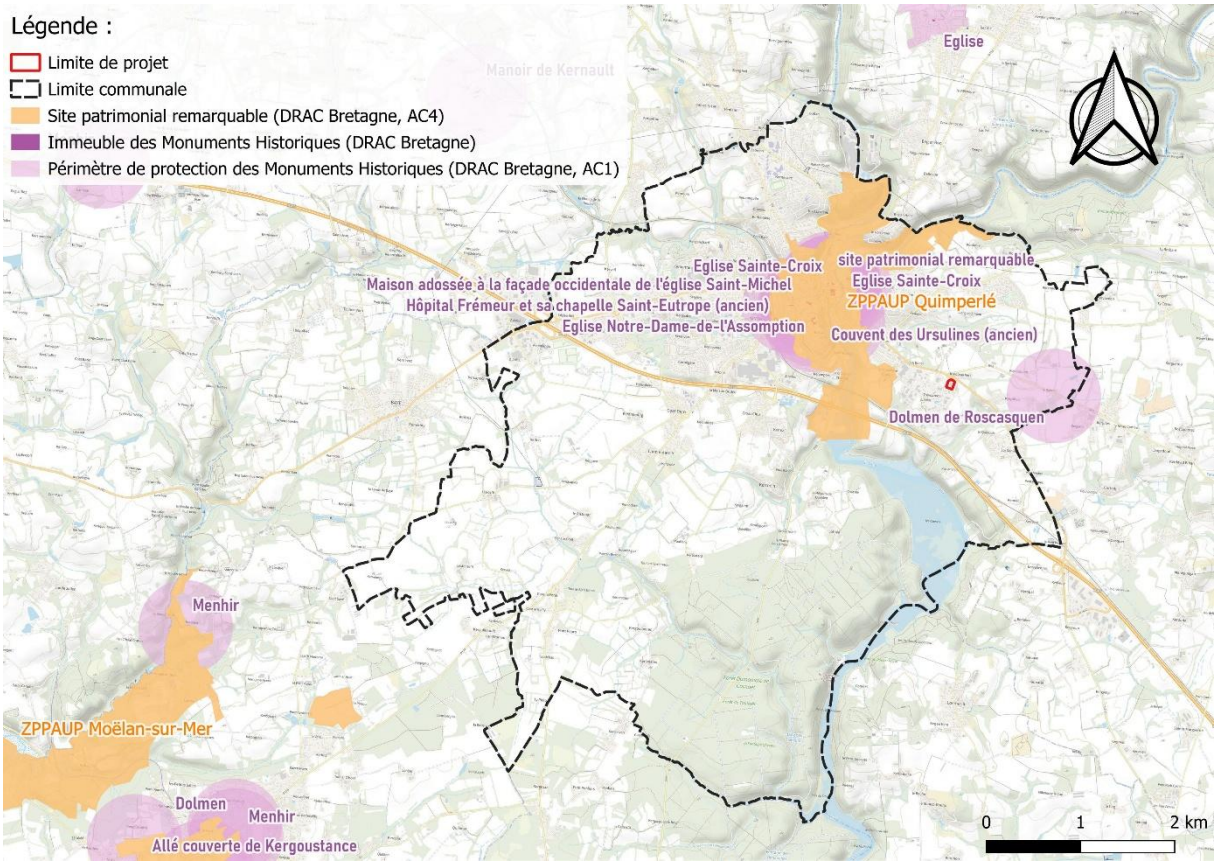


Illustration N°33: Patrimoines remarquables (Source : DRAC Bretagne ; Fond : IGN Plan)

Le site de projet est localisé en dehors des périmètres de protection de ces éléments patrimoniaux.

3.5 Risques naturels et technologiques

3.5.1 Risque inondation par débordement de cours d'eau

La commune de Quimperlé est concernée par le risque inondation au titre de l'Isole, Laïta et l'Ellé qui sont identifié à l'AZI de Bretagne et font également l'objet d'un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi Bassin de la Laïta, l'Ellé et l'Isole). Le PPRi a été approuvé le 17 décembre 2004.

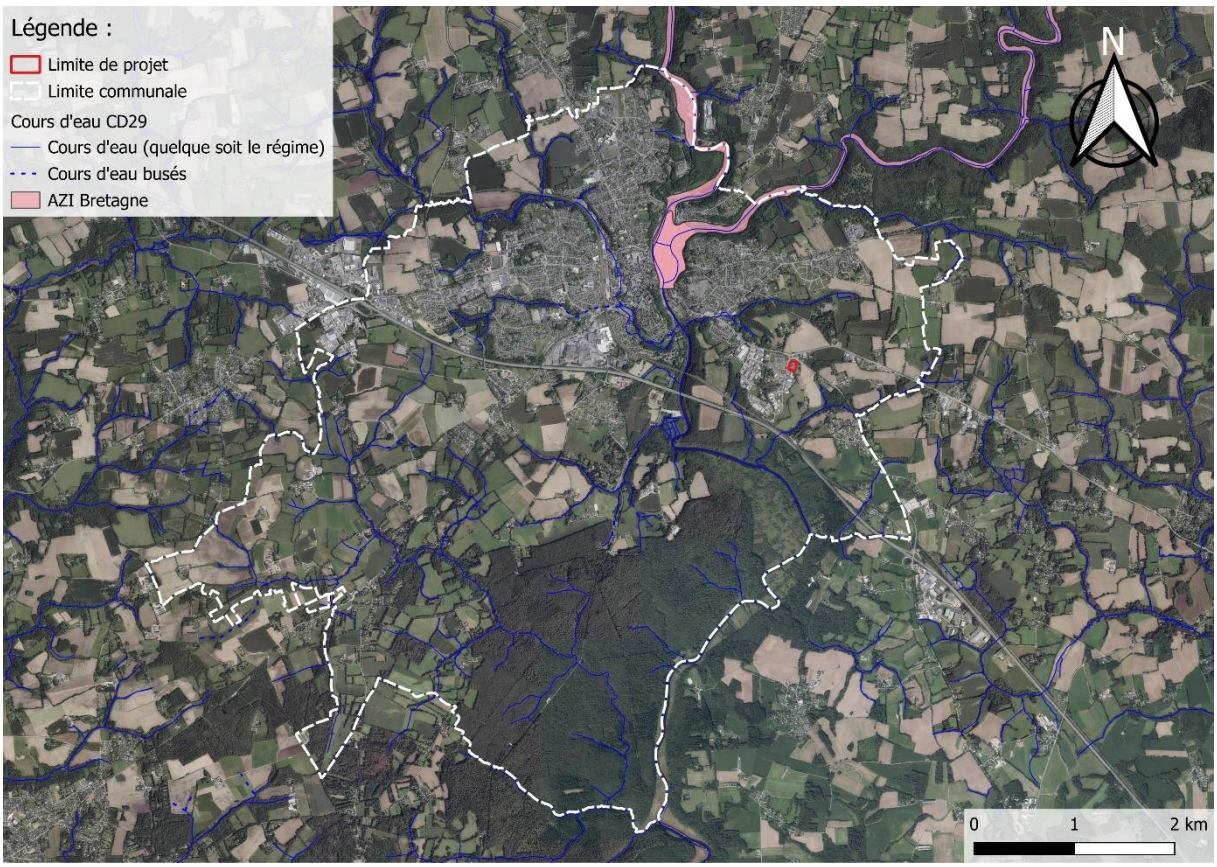


Illustration N°34: AZI Bretagne (Sources : AZI Bretagne, CD29 ; Fond : IGN Ortho)

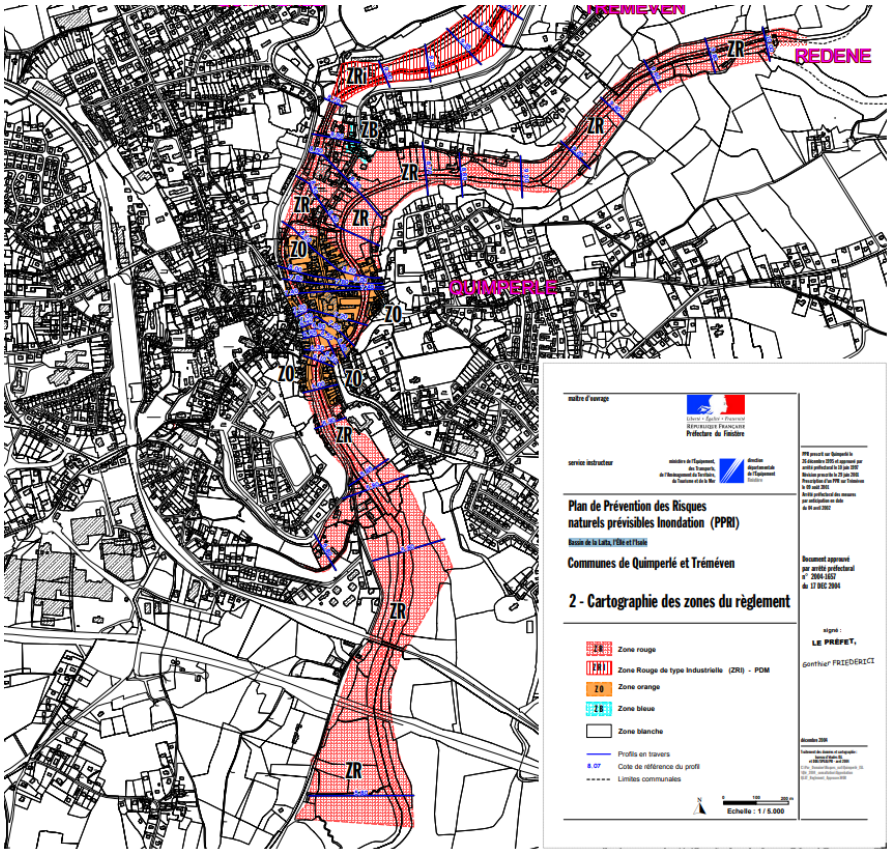


Illustration N°35: PPRi Bassin de la Laïta, l'Ellé et l'Isole (Source : PRRi, 2004)

Le site de projet n'est pas concerné par ce risque. Il se trouve en dehors du zonage réglementaire.

3.5.2 Risque inondation par remontée de nappe

D'après les données fournies par le BRGM, le périmètre de l'opération n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe.

3.5.3 Risque sismique

La commune est classée en catégorie « 2 » (sismicité faible) vis-à-vis du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité (articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement) (sources : georisques.gouv.fr, BRGM).

3.5.4 Exposition radon

Le potentiel radon de la commune de Quimperlé est de catégorie 3 (georisques.gouv.fr, BRGM, DDRM 35). Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (Massif armoricain, Massif central, Guyane française…), certaines formations volcaniques (Massif central, Polynésie française, Mayotte…) mais également certains grés et schistes noirs.

3.5.5 Risque de retrait-gonflement des argiles

Le périmètre de l'opération n'est, à priori, pas concerné par le risque de retrait-gonflement des argiles (Source : BRGM).

3.5.6 Risques industriels

La commune accueille :

- 77 anciens sites industriels et activités de service. Le site le plus proche est localisé à 58 mètres au Nord du site, il s'agit de SSP3807809.
- 3 sites BASOL. Le site le plus proche est localisé à 2.2 km au Nord-Ouest, il s'agit de SSP00072801.
- 0 site SIS.
- 0 site SEVESO.

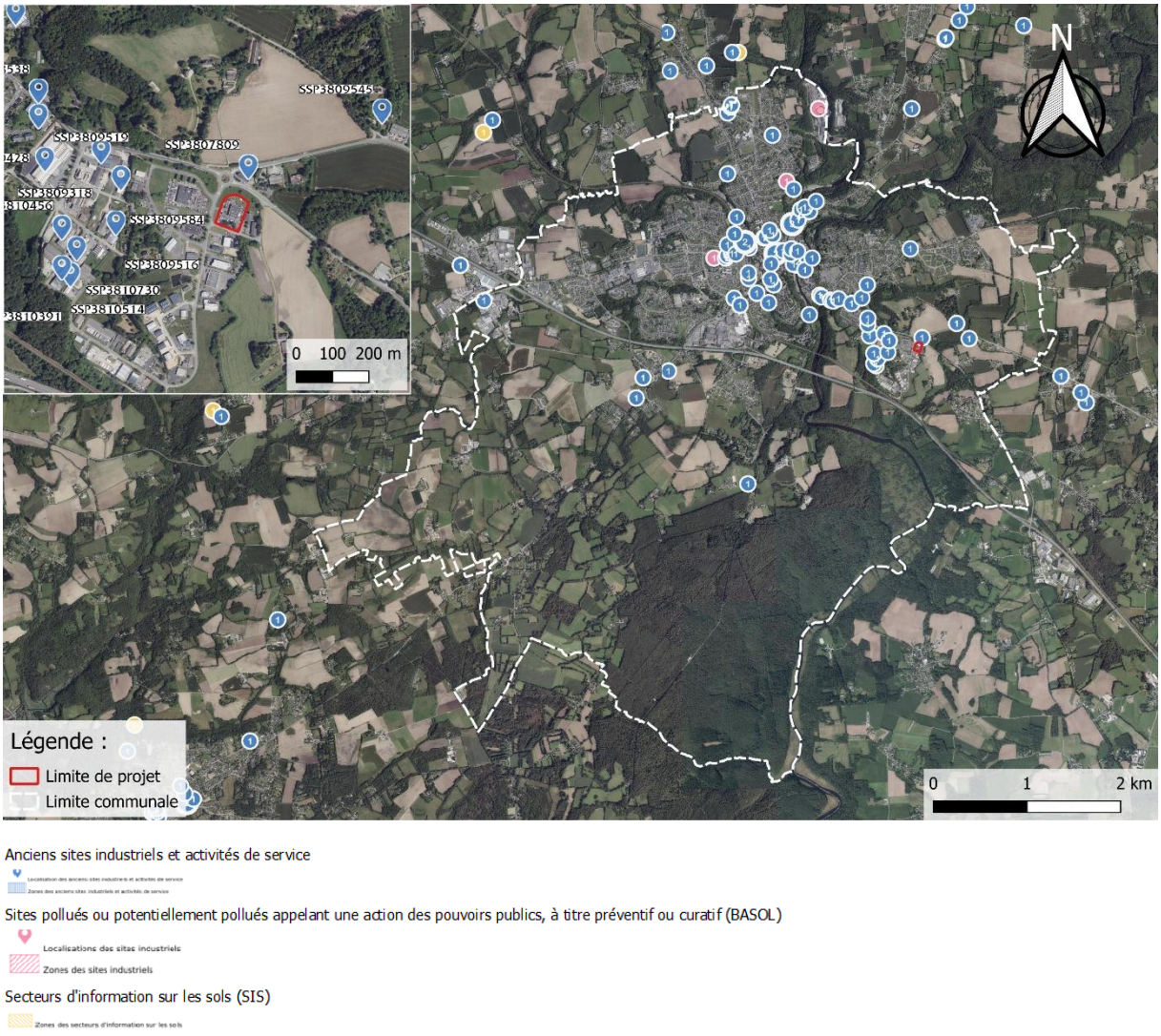


Illustration N°36: Localisation des sites BASOL, SIS et anciens sites (Source : Quarta ; BRGM ; Fond : IGN Ortho)

L'activité actuelle du garage Ford est susceptible d'engendrer un risque de pollution des sols, notamment en raison de la manipulation de produits hydrocarbures tels que les huiles et les carburants.

Dans le cas où une pollution des sols serait identifiée, les opérations de dépollution du site devront être prises en charge par l'ancien exploitant.

Par ailleurs, avant toute mise en place d'un dispositif d'infiltration, il sera nécessaire de vérifier la qualité des sols au moyen d'une étude de dépollution. Si une contamination est confirmée, des travaux de dépollution devront être réalisés, également à la charge de l'ancien exploitant.

3.5.7 Transport de matières dangereuses

La commune de Quimperlé est concernée par ce risque au titre :

- Transport de gaz ; canalisation à 2 km au Nord-Ouest du site,
- Voie ferrée : localisée 570 mètres au Sud du site.

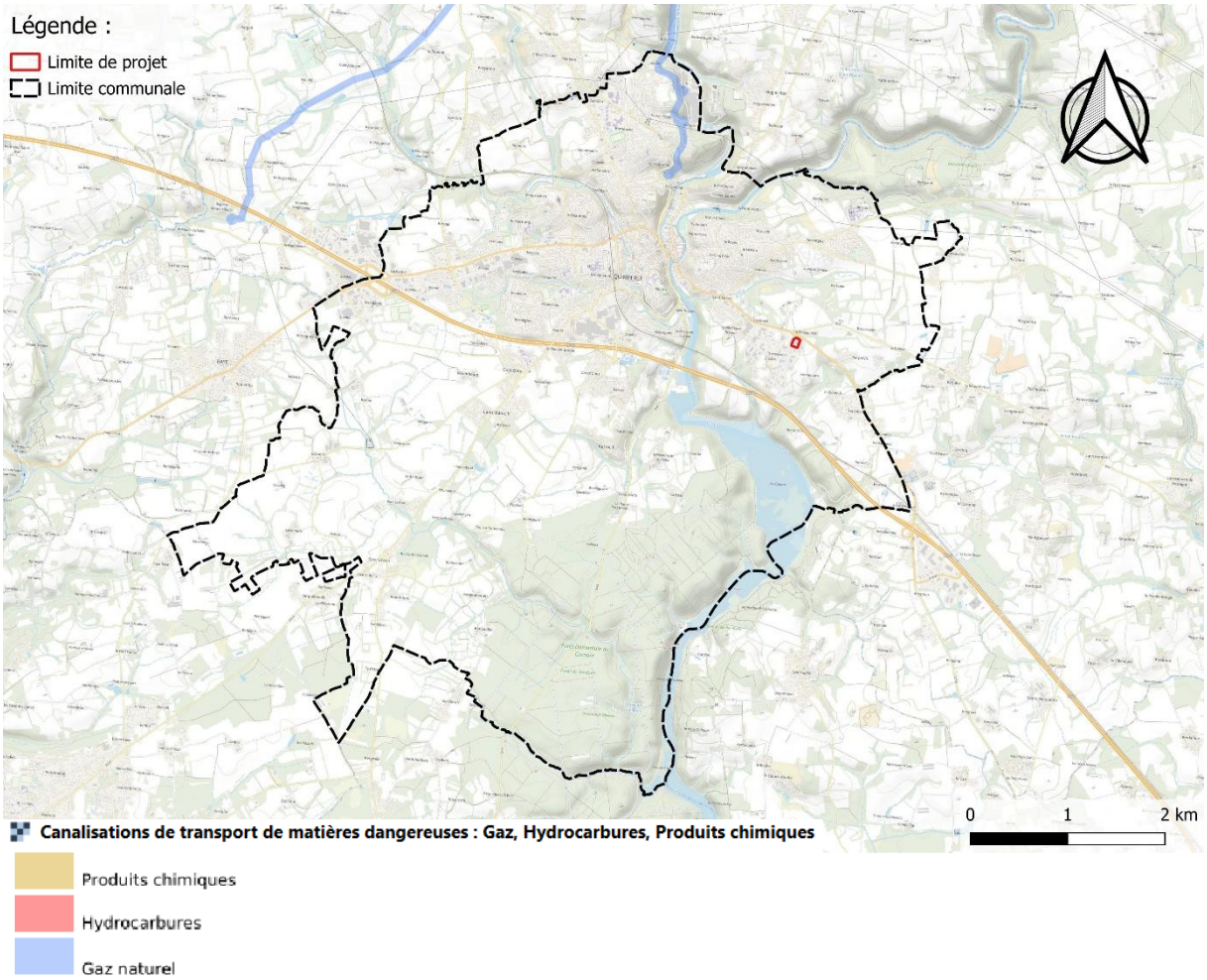


Illustration N°37: Risque de transport de matières dangereuses (Source : DDRM 29 ; Fond : IGN Plan)

3.5.8 Risque de nuisance sonore

La commune est concernée par le risque de nuisance sonore au titre :

- De la RN165 localisée à 620 mètres au Sud ;
- De la RD783 localisée à 20 mètres au Nord ;
- De la RD16 localisée à 2.5 km au Sud-Ouest ;
- De la RD765 localisée à 1.7 km au Nord-Ouest ;
- De la RD790 localisée à 1.8 km au Nord-Est.

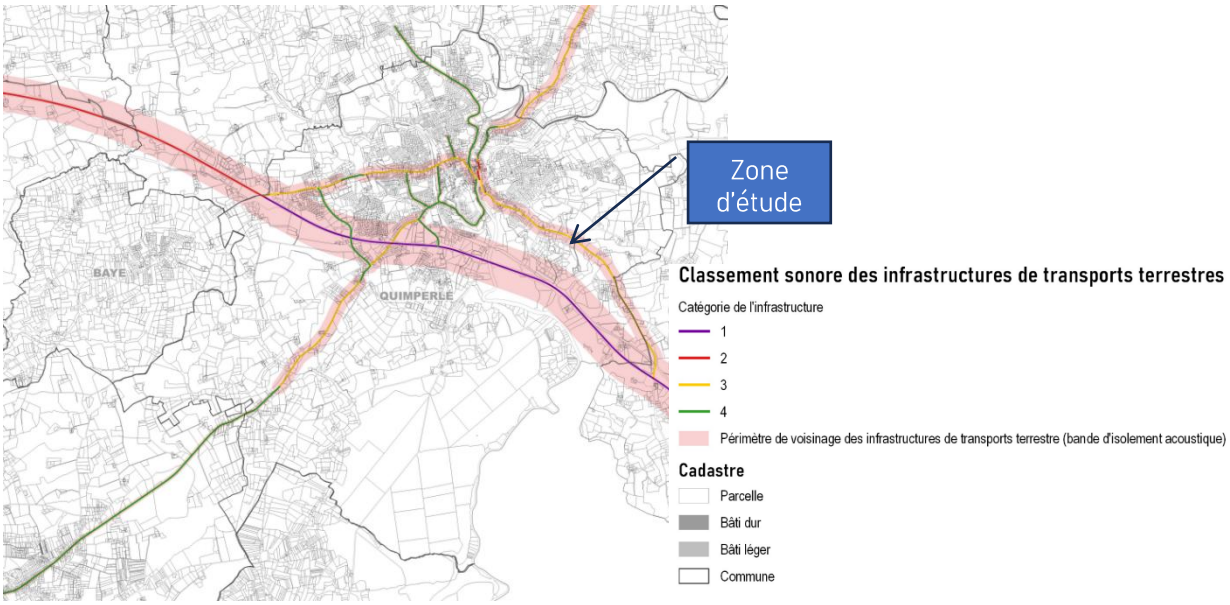


Illustration N°38: Classement sonore des infrastructures de transports terrestres (Source : PLUi, Annexe sanitaire, 2023)

Le site d'étude est localisé dans le périmètre de voisinage de la RD783.

3.6 Evaluation des enjeux environnementaux du site de projet

Ce projet d'aménagement est situé au sein de la trame urbaine de Quimperlé, dans la zone d'activités la Villeneuve Braouic, sur un parcellaire déjà aménagé (Garage Ford, opération de renouvellement urbain).

Le diagnostic présenté précédemment a permis de constater que ce site présentait peu d'enjeux sur le plan environnemental.

4 LE PROJET

4.1 Programme

Le programme de travaux du projet ALDI – Quimperlé prévoit :

- La démolition du bâtiment actuel ;
- Le décapage de la voirie ;
- La création d'une surface commerciale (enseigne ALDI) de 1 630.3 m² de surface au sol (dont 984.45 m² de surface de vente) ;
- La création de la voirie nécessaire à la desserte de la zone (1 596 m²)
- La création de stationnements nécessaires au fonctionnement de la zone (80 places en revêtement semi-perméable, 1 143.5 m²) ;
- L'aménagement paysager des espaces verts (1 308 m²) ;
- Le raccordement aux réseaux ;
- La mise en place de dispositifs de traitement des eaux pluviales.

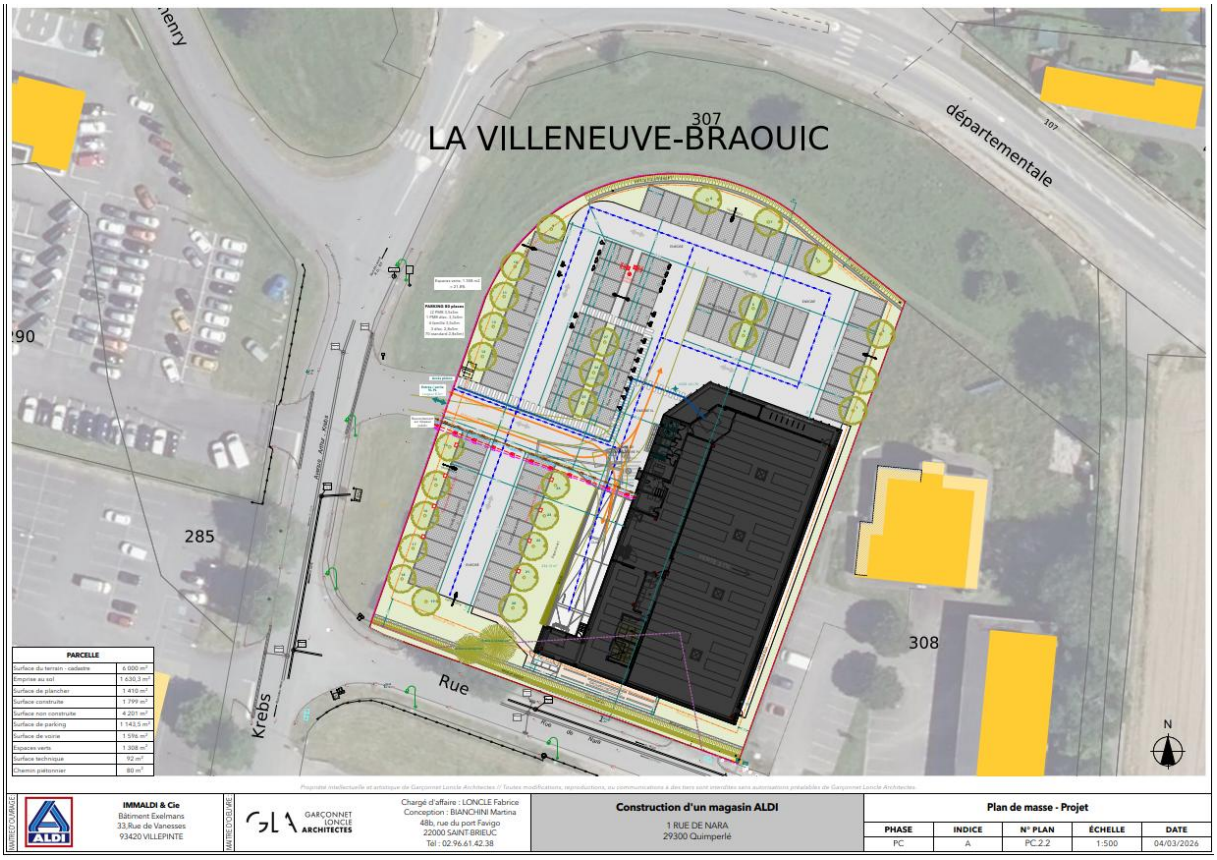


Illustration N°39: Plan de masse projeté (Source : GARÇONNET LONCLE ARCHITECTES, IMMALDI & Cie, le 04.03.2026)

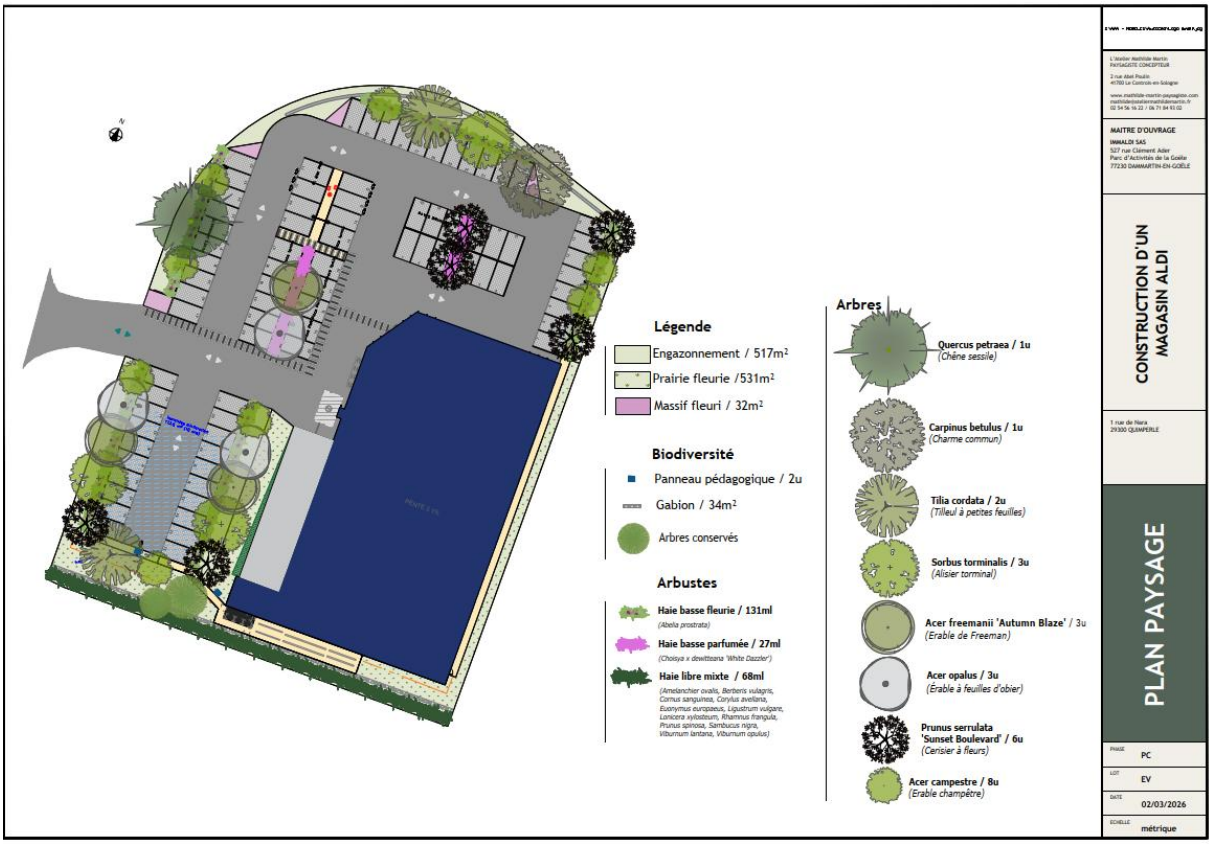


Illustration N°40: Plan de masse des aménagements paysagers (Source : L'Atelier Mathilde Martin, 02/03/2026)

4.2 Le raccordement aux réseaux

4.2.1 Eau potable

Le secteur est actuellement desservi par le réseau d'adduction en eau potable (Source : Annexe sanitaire, Plan AEP, PLUi 2023).



Illustration N°41: Réseau d'eau potable à proximité du site (Source : Annexes sanitaires, PLUi 2023)

Le service est exploité en régie, par Quimperlé Communauté sur 13 communes : Arzano, Bannalec, Baye, Guilligomarc'h, Le Trévoux, Locunolé, Mellac, Querrien, Quimperlé, Rédéné, Saint-Thurien, Scaër, Tréméven.

En 2022, le volume d'eau potable prélevé est de 4 650 511 m^3 (Source : Rapport 2022, Régie des eaux).

Notons que le secteur de projet est déjà raccordé à cet équipement, avec des consommations probablement équivalentes à la future exploitation (Garage Ford). Le projet n'aura donc, a priori, pas d'incidence négative sur la consommation globale en eau potable du territoire.

4.2.2 Eaux usées

L'ensemble de l'agglomération est desservi par le réseau d'assainissement collectif. Celui-ci est entièrement séparatif.

L'assainissement collectif rejoint la station d'épuration du Syndicat Intercommunal du Traitement des Eaux Résiduaires (SITER) du Pays de Quimperlé. Elle est située au lieu-dit Kérampoix, dans la vallée de la Laïta, qui sert de milieu récepteur aux effluents épurés.

Au Nord et au Sud du projet sont localisées des canalisations d'eaux usées de type gravitaire.

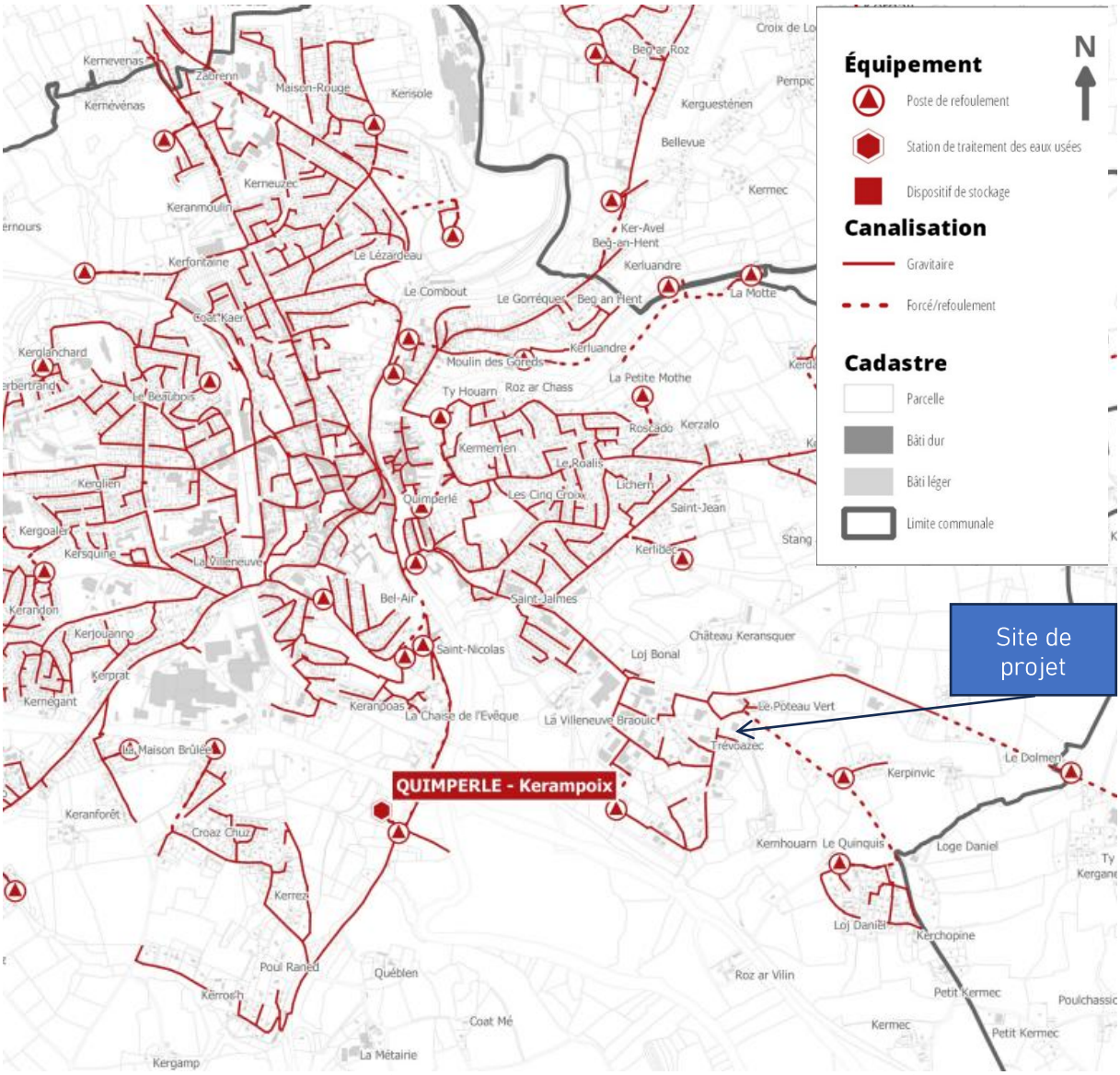


Illustration N°42: Plan du réseau d'assainissement collectif de Quimperlé (Source : Annexe sanitaire, PLUi, 2023)

Mise en service en octobre 1998, la station d'épuration en place est de type « boues activées avec aération prolongée ». Elle est dimensionnée pour 30 000 EH. Ses capacités nominales sont les suivantes :

- 4 900 m³ / j en charge hydraulique nominale
- 1 800 kg DBO5 / j en charge organique nominale

En 2024, la STEP présentait une charge maximale en entrée de 28 226 EH (Source : assainissement.gouv), soit 94.09 % de sa capacité nominale.

L'équipement en place est, a priori, en mesure de recevoir les effluents de la future opération. Notons que le secteur est déjà raccordé à cet équipement, avec des rejets probablement équivalents à la future exploitation. Le projet n'aura donc, a priori, pas d'incidence négative sur le bilan de la STEP.

La demande de permis de construire fera l'objet d'une autorisation préalable de rejet dans le réseau d'eaux usées.

4.2.3 Eaux pluviales

Actuellement, le site de projet est desservi par un réseau d'eaux pluviales privatif connecté au réseau public. Nous ne disposons d'aucune information concernant l'éventuelle présence d'un dispositif de traitement des eaux pluviales.

Conformément au SDAGE, le projet s'est attaché à mettre en place une gestion intégrée de ses eaux pluviales :

- En favorisant les surfaces perméables et semi-perméables pour le traitement des surfaces non bâties : espaces verts pleine terre, et revêtements semi-perméables en pavés drainants pour l'ensemble des stationnements.
- Le traitement de l'ensemble des ruissellements résiduels par infiltration (notice hydraulique annexée au présent document).

Ainsi, afin d'assurer la régulation des eaux pluviales de cette opération, conformément au SDAGE Loire-Bretagne et au zonage pluvial de Quimperlé Communauté, le projet prévoit la mise en place d'un ouvrage d'infiltration des eaux pluviales pour assurer la gestion des ruissellements de l'ensemble des surfaces du projet.

Une tranchée d'infiltration d'un volume de 173.5 m^3 (dimensionnement décennal) sera positionnée sous les stationnements et la voirie Sud-Ouest.

L'ouvrage sera équipé d'un regard d'entrée et de sortie. Le regard d'entrée sera équipé d'un filtre et d'une décantation afin d'assurer la pérennité de l'ouvrage d'infiltration (éviter le colmatage de l'ouvrage).

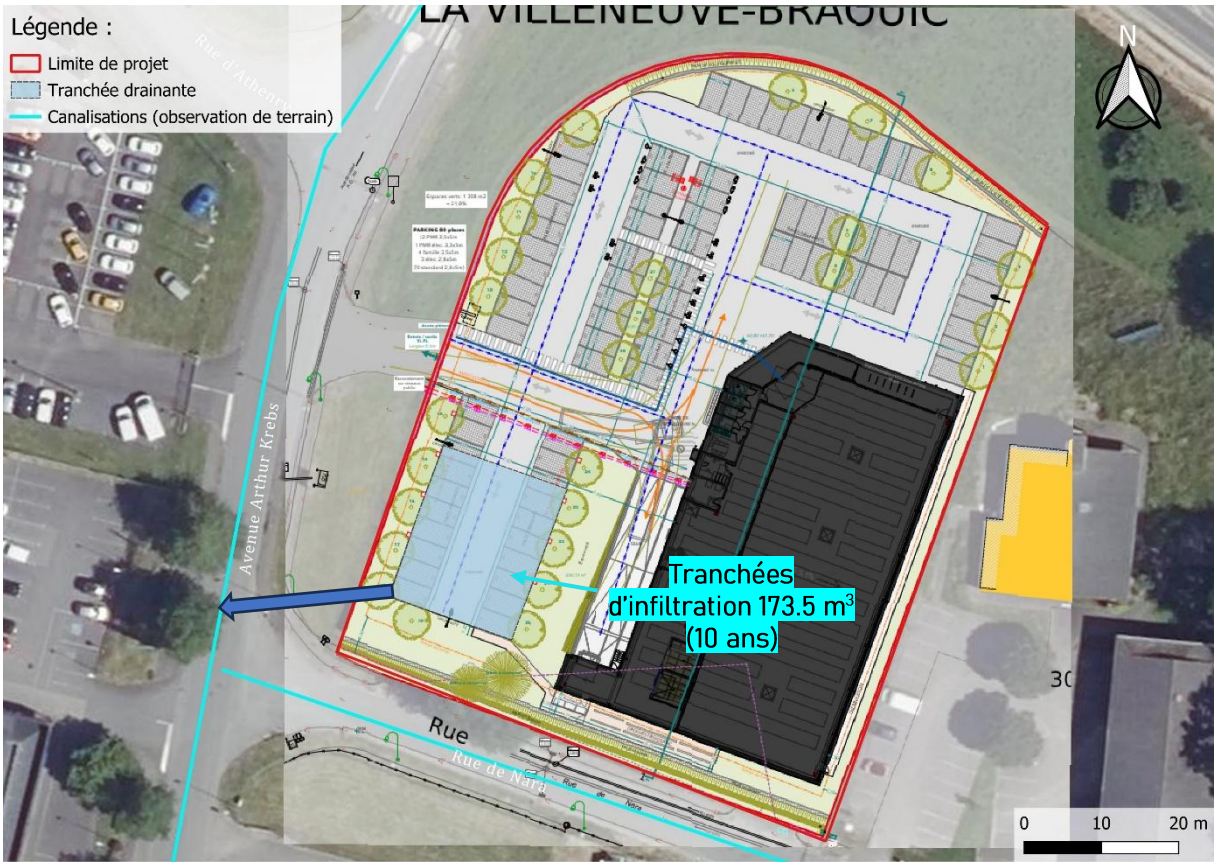


Illustration N°43: Schéma de principe de fonctionnement du système de traitement des eaux pluviales du projet, ne peut se substituer à un plan d'exécution (Source : Notice hydraulique, Quarta, mars 2026

4.3 Alternatives géographiques

Au sein de la zone d'activités de Villeneuve Braouic, Quimperlé communauté identifie plusieurs parcelles disponibles à l'aménagement en partie Sud.

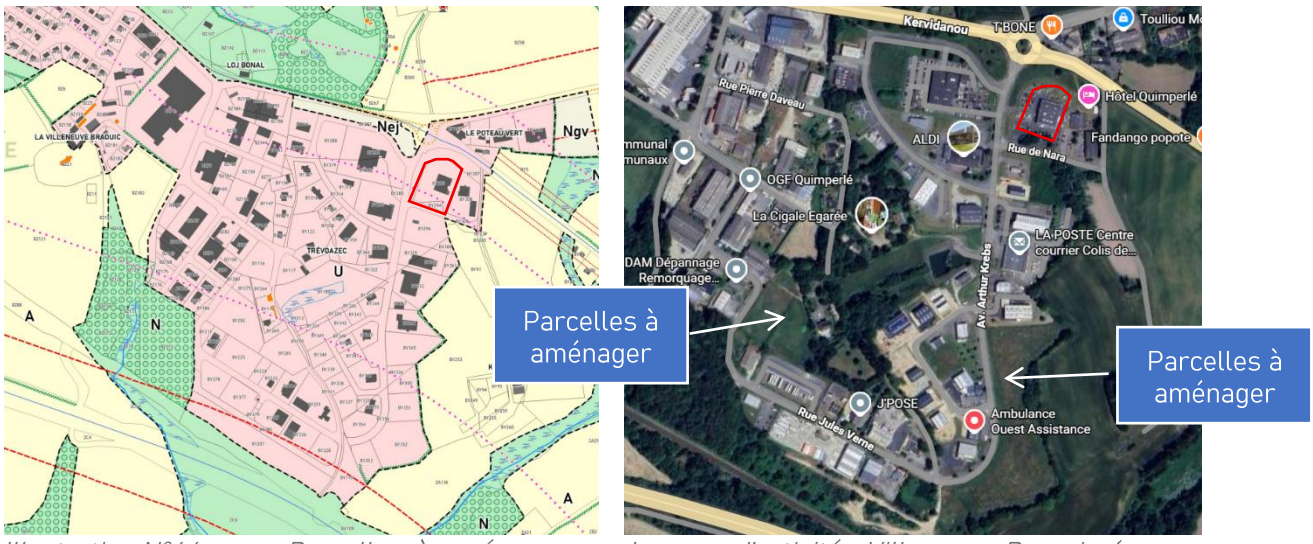


Illustration N°44: Parcelles à aménager sur la zone d'activités Villeneuve Braouic (source : Quimperlé communauté, règlement graphique, 2023, Google Maps)

Il s'agit exclusivement de parcelles vierges ou en cours d'aménagement.

L'implantation de l'enseigne ALDI sur un site déjà aménagé (Garage ford) répond aux objectifs de sobriété foncière poursuivis dans le cadre du « ZAN » (mise en œuvre de la loi "Climat et résilience" du 22 août 2021) et s'inscrit ainsi dans une démarche de renouvellement urbain en faveur du développement durable.

De plus, la parcelle concernée par le projet présente de nombreux atouts :

- Surface aménageable suffisante ;
- Position au sein d'une zone dédiée aux commerces et services (cohérence dans la fonctionnalité) ;
- Desservie par l'ensemble des réseaux ;
- Faibles enjeux environnementaux ;
- Présence d'infrastructures permettant son accès via des mobilités douces.

4.4 Justification du projet

Le projet concerne la création d'une surface commerciale alimentaire de l'enseigne « ALDI » au sein de la zone d'activités et commerciale de la Villeneuve Braouic, sur une parcelle actuellement aménagée (Garage Ford, bâtiment, voirie et stationnements). Ce projet doit permettre de répondre aux besoins commerciaux de la population Quimperloise tout en favorisant le développement économique de la commune dans un objectif de sobriété foncière (opération de renouvellement urbain).

Le périmètre de l'opération est situé au cœur d'une zone d'activité de la trame urbaine de Quimperlé, sur un secteur déjà urbanisé.

La zone est desservie par des cheminements doux sécurisés (piéton), permettant ainsi de favoriser les mobilités douces depuis sa périphérie.

Le parcellaire de projet est ainsi idéalement positionné pour accueillir une opération de ce type, tout en tenant compte des spécificités du site.

4.5 Impact du projet sur l'environnement et mesures proposées pour les « éviter-réduire-compenser »

4.5.1 Impact sur l'eau

4.5.1.1 Impact sur l'eau destinée à la consommation humaine

Aucun périmètre de protection de captage n'est situé à proximité de l'aire de projet. Le périmètre de protection de captage le plus proche est à 1 km au Nord du périmètre de projet, sur un bassin versant déconnecté du bassin versant récepteur de l'opération.

La construction d'une cellule commerciale va entrainer une consommation en eau qui peut être estimée à +/- 60 m^3/an ce qui est, a priori, proche des consommations actuellement observées sur le site (Garage Ford). Le projet n'aura donc, a priori, pas d'incidence négative sur la consommation en eau potable sur le territoire.

4.5.1.2 Impact sur les eaux usées

La création d'une cellule commerciale va entrainer une production d'effluents qui peut être estimée à +/- 3 EH. Notons que l'exploitation actuelle est déjà raccordée à cet équipement, avec des rejets probablement équivalents à la future exploitation.

L'équipement de traitement des eaux usées en place semble donc suffisamment dimensionné pour recevoir ces rejets produits par la future enseigne « ALDI ».

Avant tout raccordement l'aménageur devra s'assurer que l'équipement est en mesure de recevoir de nouveaux effluents.

4.5.1.3 Impact sur les eaux pluviales

Le projet ALDI prévoit la mise en place :

- Surfaces imperméables : 3 567 m² (bâti, voirie, chemin)
- Semi-perméable : Stationnements en pavés drainants : 1 143.5 m² (80 places)
- Espaces verts : 1 308 m²



Illustration N°45: Exemples de stationnements semi-perméables (Source : Quarta)

Du fait de sa superficie (inférieur à 1 hectare), le projet n'est pas soumis à la rubrique 2.1.5.0 de l'article 214-1 du code de l'environnement (incidence Loi sur l'Eau).

Néanmoins, afin de répondre aux exigences du SAGE et de l'ensemble des documents cadre sur l'eau, une gestion des eaux pluviales a été préconisée (infiltration sur une occurrence décennale) dont les éléments sont détaillés dans la notice hydraulique accompagnant la demande de permis.

Le site actuel faisant l'objet d'aucune mesure de gestion de ses eaux pluviales, le projet aura un impact positif sur le traitement qualitatif et quantitatif des ruissellements à terme.

4.5.1.3.1 Mesures ERC prévues

Afin d'assurer le traitement quantitatif et qualitatif des ruissellements de cette opération, le projet prévoir la mise en place :

- De surfaces perméables et semi-perméables pour sa voirie, ses stationnements et ses espaces verts ;
- La mise en place d'ouvrages d'infiltration des eaux pluviales (détail au chapitre 4.2.3)

4.5.2 Impact sur la qualité de l'air

4.5.2.1 Impact

Le trafic automobile est une cause importante de détérioration de la qualité de l'air.

Le suivi du trafic réalisé par le département du Finistère fournit des informations sur la fréquentation des axes routiers du réseau départemental.



Illustration N°46: Trafic routier du réseau départemental (Source : CD 29)

Ces axes départementaux, dont certains sont identifiés comme voies sonores, sont situés à proximité du périmètre de projet.

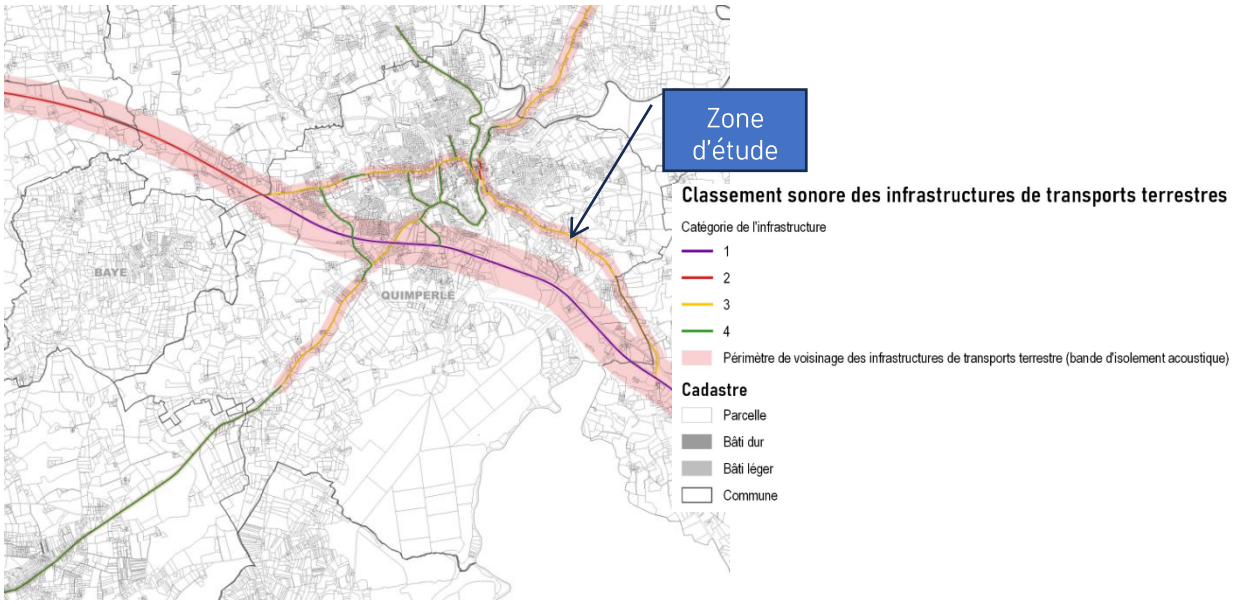


Illustration N°47: Classement sonore des infrastructures de transports terrestres (Source : PLUi, Annexe sanitaire, 2023)

Notons que le site s'inscrit au cœur d'une zone d'activités et commerciale en fonctionnement qui implique déjà des rotations de véhicules.

Le trafic lié à cette nouvelle surface alimentaire peut être estimé sur la base d'un ratio de 0.047 véhicule/m² de surface de vente en heure de pointe le samedi, soit environ 46 véhicules/heure pour le projet « ALDI » de Quimperlé.

Notons que l'exploitation actuelle du site implique déjà des rotations de véhicules. Le trafic lié à cette exploitation n'est pas connu mais le bilan du trafic du projet d'aménagement « ALDI » restera minorée par ce trafic préexistant.

4.5.2.2 Mesures ERC prévues

L'implantation de cette cellule commerciale en zone urbaine, au cœur de la zone d'activités et commerciale de Villeneuve-Braouic, sur un secteur desservi par des liaisons piétonnes sécurisées, permet d'encourager le recours aux mobilités douces. Le projet prévoit un accès piéton depuis l'Avenue Arthur Krebs.

L'aménagement prévoit également la création, au sein de son parc de stationnement de :

- 4 places équipées d'infrastructure de Recharge de Véhicule Électrique « IRVE » ;
- Un parc à vélos (14 places).

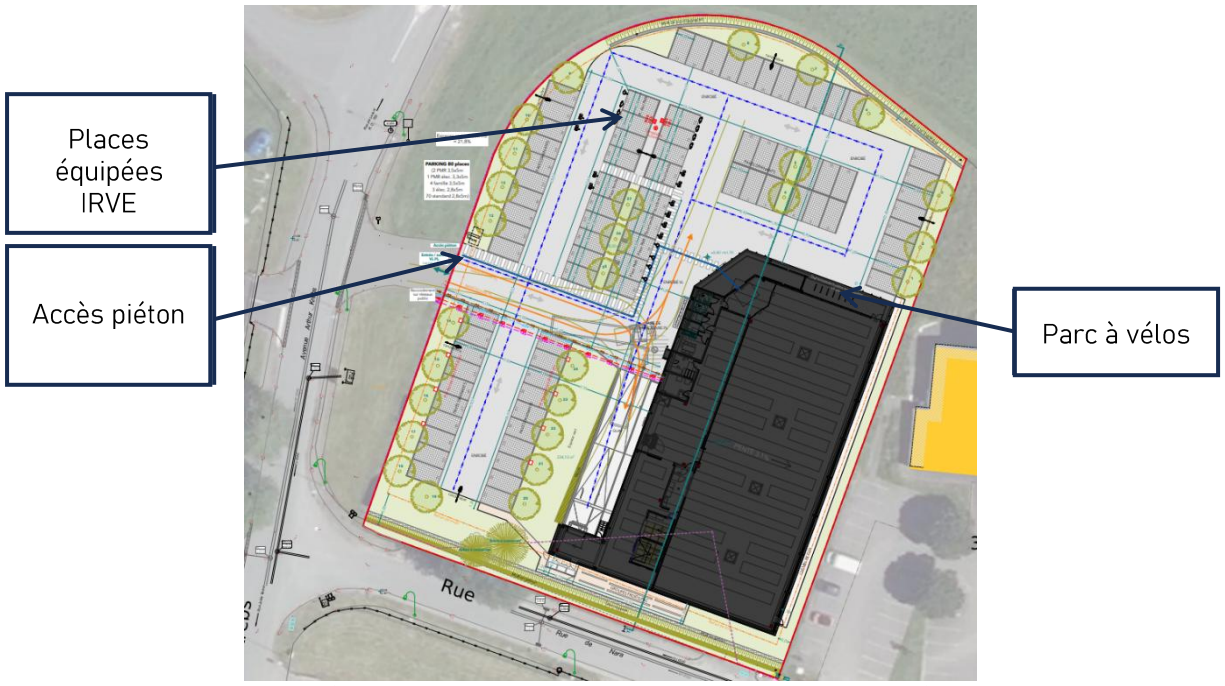


Illustration N°48: Aménagements encourageant le recours aux mobilités douces (Source : GLA Architecte, 04.03.2026)

4.5.3 Impact sur l'énergie

4.5.3.1 Impact

Tout aménagement est susceptible d'entrainer des consommations énergétiques, tant dans sa phase travaux que dans sa phase d'exploitation.

4.5.3.2 Mesures ERC prévues

Le projet prévoit des groupes froids. Les calories des groupes froids seront réutilisées pour chauffer le magasin, permettant de couvrir en partie les besoins énergétiques du magasin.

De plus, en application de la loi ApER, le projet prévoit la mise en place de 760 m² de panneaux photovoltaïques, soit 46.62 % de la surface totale de toiture, allant ainsi au-delà de l'obligation de 30% de couverture fixés par cette loi pour les bâtiments commerciaux de plus de 500 m².

Ces mesures agiront sur le bilan énergétique de l'opération en limitant son impact dans un objectif de développement durable.

4.5.4 Impact sur le réseau Natura 2000

4.5.4.1 Impact

Le site d'étude est localisé au plus proche à 800 m d'un site Natura 2000 « La rivière Laïta, pointe du Talud, étang du Loc'h et Lannénec – ZSC FR5300059 », le périmètre de projet n'est pas directement

concerné par les objectifs opérationnels poursuivis dans le cadre du réseau Européen. Aucune action n'est donc directement liée à l'exploitation de notre site d'étude.

De plus, le site d'étude étant constitué d'une parcelle aménagée (bâtiment, stationnements), il représente peu d'enjeu pour la préservation des habitats Natura 2000 et espèces associées. Ainsi, au regard de ces éléments et de la présence d'infrastructures routières structurantes (RN 165) entre le site de projet et ce site Natura 2000, aucun impact, direct ou indirect n'est à craindre sur ce site naturel remarquable.

4.5.4.2 Mesures ERC proposées

Aucun impact sur le site Natura 2000 le plus proche n'est à craindre néanmoins, dans une logique de développement durable, le projet s'est attaché à préserver les habitats pouvant représenter un intérêt pour la préservation de la biodiversité (cf. point suivant)

Par ailleurs, afin d'assurer la qualité des ruissellements, le projet sera doté de dispositifs d'infiltration des eaux pluviales équipés de filtres et de géotextiles dépolluants. Le site actuel ne faisant l'objet d'aucune mesures de gestion des eaux pluviales, l'impact de l'aménagement sur la qualité des ruissellements sera positif.

4.5.5 Impact sur la biodiversité et les continuités écologiques

4.5.5.1 Impact

Le diagnostic réalisé a permis de constater que ce secteur présentait des enjeux environnementaux limités. Seule la haie bocagère Sud est susceptible de représenter un intérêt (intérêt limité en raison d'une clôture qui cerne le site de projet, une trame non fonctionnelle et un faible linéaire de haie).

Les deux résineux localisés dans les massifs Ouest et 9 sujets d'arbres de la haie Sud seront abattus dans le cadre du projet d'aménagement.



Illustration N°49: Localisation des arbres abattus lors du projet (Source : Quarta ; Fond : Google satellite)

4.5.5.2 Mesures ERC proposées

4.5.5.2.1 Évitement

Deux chênes seront préservés dans le cadre du projet.



Illustration N°50: Arbres conservés (source : Atelier Mathilde Martin, paysagiste, mars 2026)

4.5.5.2.2 Réduction

Eaux pluviales :

Le projet prévoit un traitement des eaux pluviales (traitement qualitatif (filtres et géotextiles) et quantitatif) afin de réduire le risque de pollution du milieu récepteur, et donc d'impact sur la faune et la flore associée. La gestion des eaux pluviales est détaillée dans la notice hydraulique du projet et reprise au chapitre 4.2.3 du présent document.

Période d'intervention :

De plus, afin de réduire l'impact défavorable du projet sur les espèces et leur habitat, il sera nécessaire d'adapter, dans la mesure du possible, les dates d'interventions dans les zones sensibles aux cycles biologiques des espèces susceptibles d'être présentes (notamment la nidification de l'avifaune), de sensibiliser les entreprises chargées des travaux aux enjeux environnementaux et/ou accompagner les travaux avec un écologue et d'adapter et de limiter les éclairages nocturnes dans les zones où les espèces les plus sensibles sont présentes.

Tableau n°15: Sensibilité des espèces possiblement présentes sur le site durant l'année

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Hydrologie	Hautes eaux					Basses eaux					Hautes eaux	
Flore					Floraison							
Oiseaux			Nidification									
Insectes						Reproduction						
Reptiles			Reproduction						Reproduction			
Chiroptères							Nidification					
Grands mammifères							Rut					

Éclairage :

L'éclairage de la future cellule commerciale respectera la législation en vigueur de l'Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses. Cet arrêté impose entre autres :

- Que les éclairages extérieurs définis à l'article 1er de l'arrêté, liés à une activité économique et situés dans un espace clos non couvert ou semi-couvert, sont éteints au plus tard 1 heure après la cessation de l'activité et sont rallumés à 7 heures du matin au plus tôt ou 1 heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt.
- Que les éclairages des bâtiments non résidentiels sont allumés au plus tôt au coucher du soleil. Les éclairages intérieurs de locaux à usage professionnel sont éteints au plus tard une heure après la fin de l'occupation de ces locaux et sont allumés à 7 heures du matin au plus tôt ou 1 heure avant le début de l'activité si celle-ci s'exerce plus tôt.
- Que la température de couleur de l'éclairage ne dépasse pas la valeur maximale de 3 000 K

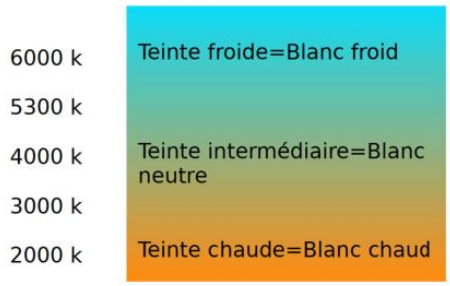


Illustration N°51: Température de couleurs

- Que les éclairages extérieurs assurent une valeur nominale de la proportion de lumière émise par le luminaire au-dessus de l'horizontale strictement inférieure à 1 %.

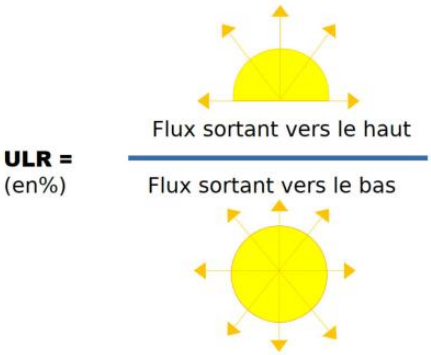


Illustration N°52: ULR (Upward Light Ratio)

- Que pour les éclairages extérieurs la proportion de flux lumineux émis dans l'hémisphère inférieur dans un angle solide de 3π/2 sr (angle solide équivalent à un cône de demi-angle 75,5°) par rapport au flux lumineux émis dans tout l'hémisphère inférieur (Code de Flux CIE n° 3) soit supérieur à 95 %

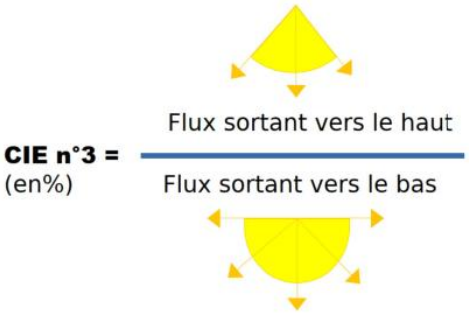


Illustration N°53: Code CIEn°3

- Que la densité de luminaires/m² définie à l'article 3 de l'arrêté soit respectée :

En lm/m2	En agglomération	Hors agglomération
Eclairages extérieurs définis au a	< 35	< 25
Parcs et jardins définis au b	< 25	< 10
Bâtiments non résidentiels définis au d	< 25	< 20
Parcs de stationnement définis au e	< 25	< 20

Illustration N°54: Densité de luminaire/m²

Ces dispositions permettront de réduire l'impact du projet en matière de pollution lumineuse et limiter ainsi les impacts dommageables sur :

- La santé humaine (perturbation du sommeil et des rythmes biologiques induits par l'éclairage artificiel),
- La faune et notamment la faune nocturne dont le comportement, le cycle biologique ou la circulation peuvent être impactés par l'éclairage urbain.
- Le paysage du fait de la pollution visuelle induite par cet éclairage artificiel.

4.5.5.2.3 Compensation

Afin de favoriser la biodiversité au sein du futur aménagement et d'assurer son insertion paysagère les espaces verts seront aménagés comme suit :

- Engazonnements : « composés pour partie de gazon écologique notamment dans les espaces peu fréquentés. Les tontes seront limitées, les fauches tardives seront privilégiées dans ces zones semées d'essences locales herbacées. Les zones entretenues régulièrement seront situés exclusivement aux abords directs des bureaux et des parkings » (L'Atelier Mathilde Martin, 02/03/2026).
- Haies : « Le site sera partiellement entouré d'une haie libre variée, permettant de masquer les vues sur une hauteur à terme d'environ 3 à 5 mètres. La haie libre d'essences variée est aussi un élément majeur en faveur de l'installation d'une faune riche. Les essences d'arbustes sélectionnées pour ces haies sont 100% locales » (L'Atelier Mathilde Martin, 02/03/2026). Le site sera composé de haie champêtre (68 ml), de haie basse parfumée (27 ml) et fleurie (131 ml).



Illustration N°55: Localisation des haies plantées (source : Notice paysagère, Atelier Mathilde Martin, mars 2026)

- Massifs fleuris : Le projet prévoit la mise en place de 4 massifs fleuris en partie Nord, à proximité de places de stationnements. Ces massifs seront composés de vivaces et de graminées qui « apportent un intérêt esthétique toute l'année en raison de la durée de leurs floraisons parmi les plus longues (vivaces) et de leur structure pérenne y compris en hiver (graminées). Les massifs seront paillés d'une toile biodégradable certifiée « OK Compost » recouverte de copeaux de bois afin d'améliorer la qualité esthétique » (L'Atelier Mathilde Martin, 02/03/2026).

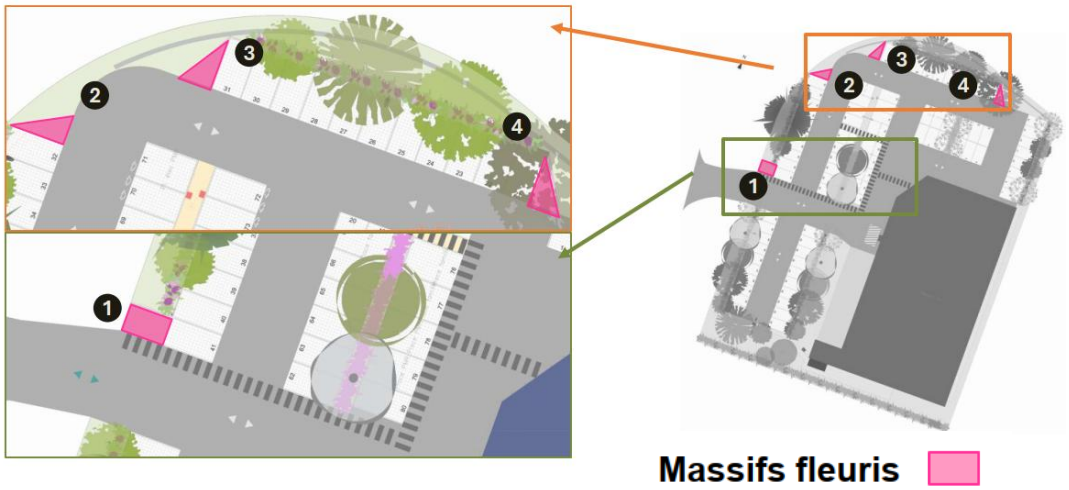


Illustration N°56: Localisation des massifs fleuris (source : Notice paysagère, Atelier Mathilde Martin, mars 2026)

- Les arbres : « 27 arbres déjà formés seront plantés sélectionnés dans une palette de 8 essences compatibles avec le site (adaptation au site, dimensions, système racinaire, fructifications, etc.) dont plus de la moitié d'essences locales » (L'Atelier Mathilde Martin, 02/03/2026). Ces arbres seront plantés à proximité des parkings pour assurer l'ombrage. Les arbres plantés à proximité du bâtiment permettent une meilleure intégration paysagère de ce dernier. « Afin de limiter l'entretien (désherbage) et de conserver la fraicheur du sol, les arbres seront paillés à leur pied par 12cm de BRF (Bois Raméal Fragmenté = végétaux ligneux broyés) sur une zone d'environs 1m de diamètre. En plus de favoriser la vie du sol (champignons, insectes, micro-organismes et bactéries ; tous indispensables à un cycle biologique optimal), le paillage en se décomposant participe à la création d'un complexe argilo-humique indispensable à une bonne santé et une bonne croissance des végétaux. Les arbres seront tuteurés pendant 3 ans afin d'assurer une repise optimale (simple, bipode, tripode ou système d'ancrage en fonction des forces demandées lors de la consultation) » (L'Atelier Mathilde Martin, 02/03/2026).



ARBRES	Qté (u)
→ Quercus petraea	1
→ Carpinus betulus	1
→ Tilia cordata	2
→ Sorbus torminalis	3
Acer x freemanii 'Autumn Blaze'	3
Acer opalus	3
Prunus serrulata 'Sunset Boulevard'	6
→ Acer campestre	8
Arbre Conservé	2
Total	29

→ Essences locales

Arbre planté (27) Arbre conservé (2)

Illustration N°57: Localisation des arbres de haut jet plantés (source : Notice paysagère, Atelier Mathilde Martin mars 2026)

Le projet prévoit l'aménagement d'environ 1 300 m² d'espaces verts, représentant près de 22 % de la surface totale, traduisant une volonté affirmée d'intégration paysagère et environnementale.

La conception paysagère repose sur une végétation majoritairement indigène, favorisant à la fois l'intégration du projet dans son environnement et le développement de la biodiversité locale. La mise en place de haies champêtres, représentant 68 mètres linéaires, ainsi que d'écrans végétaux, permet également de prendre en compte les perceptions visuelles du site et d'assurer une insertion harmonieuse dans le paysage.

Le projet prévoit par ailleurs la plantation de 27 arbres de haut jet, répartis en 8 essences adaptées au contexte local, ainsi que la création d'un maillage végétal diversifié composé de prairies, de haies et de bosquets. Cet ensemble constitue un écrin végétal propice à l'accueil d'une faune variée et au renforcement des continuités écologiques.

Une attention particulière est également portée à la qualité d'usage, avec l'implantation de végétation fleurie et odorante à proximité des cheminements piétons, ainsi qu'une palette végétale attractive tout au long de l'année (floraisons printanières, couleurs automnales, fructifications, écorces décoratives).

Dans une logique globale de valorisation environnementale, ces aménagements contribuent à renforcer la qualité paysagère du site tout en intégrant les enjeux écologiques identifiés, notamment en lien avec la préservation des milieux naturels présents.

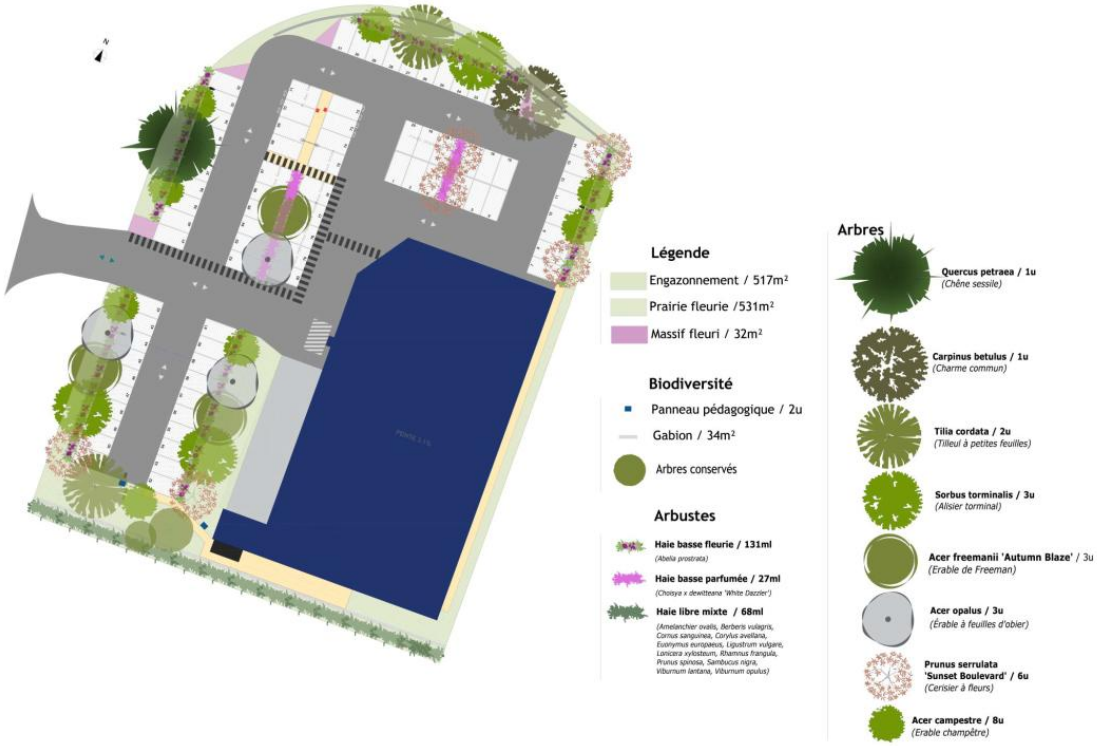


Illustration N°58: Plantations prévues dans le cadre du projet (source : Notice paysagère, Atelier Mathilde Martin, 02/03/2026)

En complément, plusieurs aménagements spécifiques à la faune seront implantés au sein du projet pour optimiser les supports potentiels de biodiversité. Ces aménagements seront implantés au Sud, afin de compenser la suppression de la haie sur talus :

- 1 muret en Gabion favorable au reptile ;
- 1 Talus enherbé (en prairie) ;

- Zones enherbées laissées en prairie et fauchées 1 à 2 fois par an (gestion différenciée à prévoir ultérieurement) ;
- 2 Panneaux pédagogiques (sensibilisant aux enjeux de biodiversité).

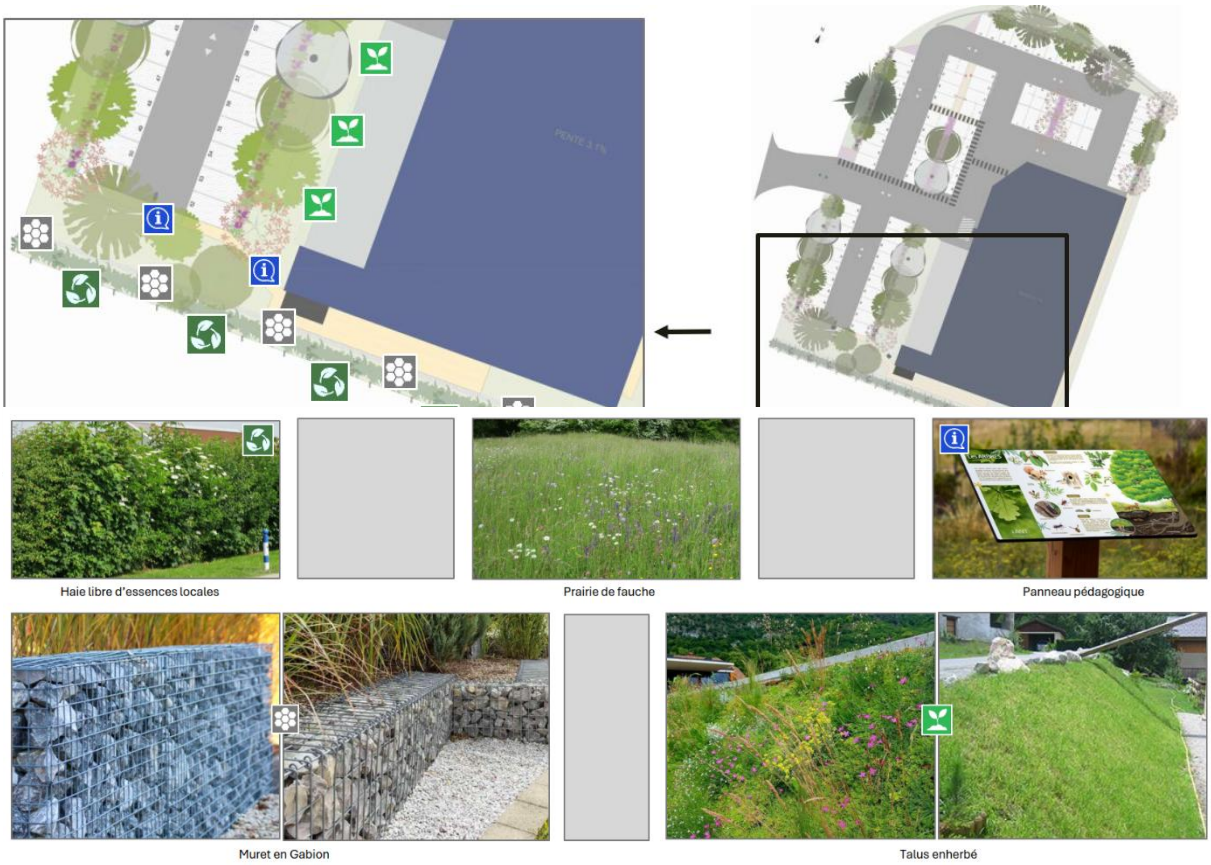


Illustration N°59: Localisation des aménagements favorables à la faune (source : Notice paysagère, Atelier Mathilde Martin, mars 2026)

4.5.6 Impact sur l'ambiance sonore

4.5.6.1 Impact

Durant les travaux, des nuisances sonores temporaires peuvent apparaître du fait de la rotation des différents engins de chantier.

En période d'exploitation, l'augmentation du trafic liée à l'exploitation du site et les groupes froids généreront des ondes sonores.

Notons que le projet se situe actuellement dans un contexte sonore urbain en raison de son positionnement au cœur d'une zone d'activités au sein de la trame urbaine de Quimperlé et de son actuelle valorisation (Garage Ford).

Le chapitre consacré à l'impact du projet sur la qualité de l'air a montré que l'augmentation du trafic liée à l'implantation de la cellule commerciale « ALDI » restait mineure au regard de la circulation actuelle. Ainsi, l'ambiance sonore future sur ce secteur ne devrait pas se trouver dégradée de manière significative à l'issue de cet aménagement.

4.5.6.2 Mesures ERC proposées

La livraison PL (quotidienne) se fera à un horaire adapté pour limiter tout désagrément sur le voisinage (habitations à moins de 100 m au Nord). La présence de haies et le renforcement de ce patrimoine boisé par la plantation de 27 arbres de haut jet permettront de réduire l'exposition au bruit des population riveraines Nord.

Il est également prévu des caissons acoustiques sur les moteurs des groupes froids pour réduire le bruit.

De plus, le projet est desservi par des liaisons douces et il prévoit la mise en place d'un parc à vélo, permettant ainsi, de limiter l'utilisation de véhicules et ainsi réduire les nuisances qui y sont associées.

4.5.7 Impact sur le paysage

4.5.7.1 Impact

L'état initial a permis de mettre en évidence le fait que ce projet évoluait au sein d'une zone d'activités, en renouvellement urbain, qui présentait peu d'intérêt sur le plan paysager.

Néanmoins, toute modification d'affectation d'un parcellaire est susceptible d'impacter le paysage à plus ou moins grande échelle.

Le contexte urbain de la zone et la présence d'arbres en périphérie de la zone de projet tendent à limiter les accès visuels sur le parcellaire de projet. Ce dernier est ainsi peu à pas visible au-delà d'un rayon de 100 mètres environ pour les accès visuels les plus lointains.

Au regard de l'actuel exploitation du site et des mesures proposées dans le cadre du projet « ALDI » (aménagement paysagers), le projet devrait avoir un impact positif sur le paysage.

4.5.7.2 Mesures ERC proposées

Un travail a été réalisé par l'équipe de maîtrise d'œuvre (architectes, paysagistes, …) afin de s'assurer de la qualité paysagère du projet et de son intégration dans cet environnement urbain.

Le projet s'est attaché à assurer une insertion harmonieuse de l'opération.

Le projet d'aménagement permettra de créer un front bâti homogène pour une meilleure intégration à l'existant depuis les voies limitrophes et la plantation de 27 arbres permettra de faire un masque végétal.



Illustration N°60: Insertion paysagère du projet d'aménagement (source : Notice paysagère, Atelier Mathilde Martin, mars 2026)

4.5.8 Impact sur les risques naturels

4.5.8.1 Impact

Tout projet d'aménagement, du fait de l'imperméabilisation des sols qu'il implique, est susceptible de provoquer des désordres hydrauliques à l'aval et donc d'accroitre le risque inondation.

4.5.8.2 Mesures ERC proposées

Le projet prévoit une gestion des eaux pluviales conformément au SDAGE Loire-Bretagne et au zonage d'assainissement pluvial de Quimperlé communauté. Cette gestion est décrite dans la notice

hydraulique jointe au permis et dont les grands principes sont repris au chapitre 4.2.3 du présent document.

4.5.9 Impact sur le risque industriel et technologique

4.5.9.1 Impact

Le projet n'est pas de nature à représenter un risque industriel ou technologique (surface alimentaire), il n'aura donc aucun impact à prévoir.

Le risque de pollution associé à l'infiltration des eaux pluviales est pris en compte par l'aménagement des ouvrages de gestion (filtre en amont, géotextile…).

De plus, le projet prévoit, si nécessaire la dépollution de l'actuel site. L'impact du projet sur ce volet sera donc positif.

5 ANNEXE

Annexe 1 : Notice hydraulique, ALDI –Quimperlé, Quarta, mars 2026.

Annexe 2 : Plan de masse projeté, construction d'un magasin Aldi – GLA Architecte 04.03.2026.

Annexe 3 : Notice paysagère, magasin Aldi à Quimperlé, L'atelier Mathilde Martin, mars 2026.

NOTICE HYDRAULIQUE

1 Rue de Nara, QUIMPERLE (29)

IMMALDI ET COMPAGNIE

Réalisée le 17/03/2026

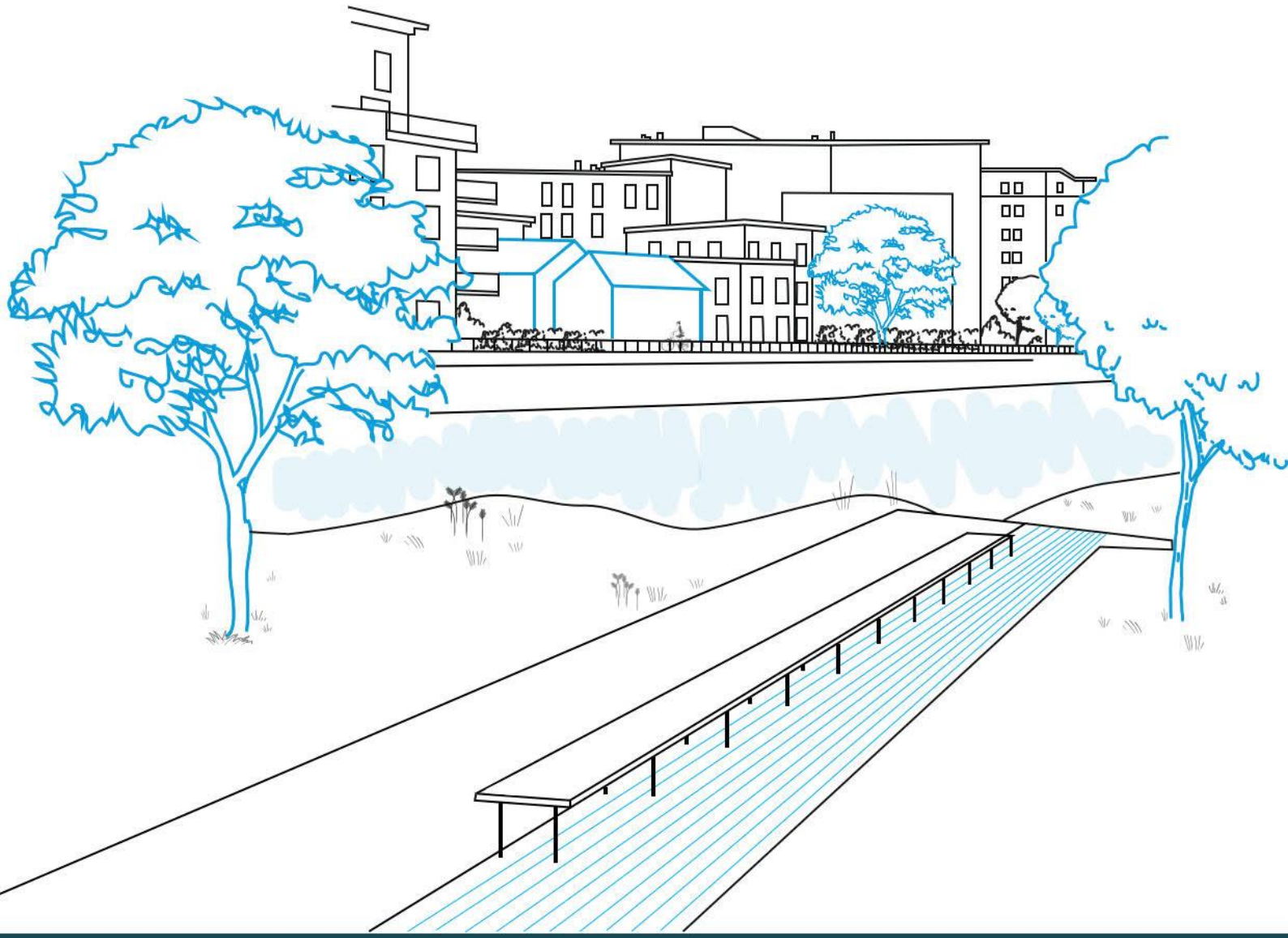


Table des matières

1 Information demandeur 3
2 Présentation 4
2.1 Localisation 4
2.2 Occupation du sol 5
2.3 Foncier 6
2.4 Fonctionnement hydraulique de la zone d'étude 7
2.5 Zones humides 9
2.6 Présentation du projet 10
2.6.1 Plan projet 10
2.6.2 Description 10
2.6.3 Surfaces 10
2.6.4 Coefficient 11
3 Contexte réglementaire 12
3.1 Risque inondation par débordement de cours d'eau 12
3.2 Risque inondation par remontée de nappe 13
3.3 Risque de retrait-gonflement des argiles 13
3.4 Risque sismique 13
3.5 Exposition radon 13
3.6 Risques industriels 13
3.7 Transport de matières dangereuses 15
3.8 Risque de nuisance sonore 16
3.9 Plan local d'urbanisme intercommunal 17
3.9.1 Règlement graphique du PLUi 17
3.9.2 Règlement littéral du PLUi 17
3.10 Schéma de gestion et zonage des eaux pluviales 20
3.10.1 Volet quantitatif 20
3.10.2 Volet qualitatif 23
3.11 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Loire-Bretagne 25
3.12 Synthèse gestion des eaux pluviales 26
4 Dimensionnement des mesures de gestion des eaux pluviales 27
4.1 Application du zonage pluvial de Quimperlé Communauté 27
4.2 Station météorologique 27
4.3 Coefficient d'apport 27
4.4 Perméabilité des sols en place 27
4.5 Choix du type de gestion et dimensionnement de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales 28
4.6 Fonctionnement et entretien des ouvrages 29

4.6.1 Fonctionnement des ouvrages....29
4.6.2 Ouvrage d'infiltration....29
4.6.3 Surverse....29
4.7 Entretien et surveillance des ouvrages....29
4.7.1 Massifs enterrés....29
4.7.2 Réception....29
5 Récapitulatif des mesures....30
6 Annexes....31

1 INFORMATION DEMANDEUR

Affaire **260168Q** – Réalisée par **QUARTA**
A. BEAUGENDRE (a.beaugendre@quarta.fr)
Agence de Plescop
Tél : 02 99 30 12 12

Notice hydraulique dans le cadre du dépôt de permis

Création d'une grande surface ALDI présentée par :

IMMALDI & CIE SAS
Parc Vendée Sud Loire 2
ZA LE Flechet et la Morinière
85 600 BOUFFERE

Le projet concerne l'aménagement des parcelles suivantes :

Projet	Section	Parcelles	Superficie du projet
ALDI	BY	293, 294	+/- 6 000 m²

2 PRESENTATION

2.1 Localisation

Dans le cadre de son développement commercial, la société IMMALDI & COMPAGNIE a souhaité étudier l'opportunité d'implanter, en renouvellement urbain, une surface commerciale de l'enseigne « ALDI » au sein du Parc d'Activités de Villeneuve Braouic - à vocation industrielle, commerciale et artisanale - existant sur la commune de Quimperlé (29). Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un transfert du magasin ALDI situé au Sud-Ouest du site d'étude à moins de 200 mètres.

Le projet se situe en lieu et en place d'un garage et son parking et est localisé au Sud-Est de la zone agglomérée de Quimperlé (29), au sein de la zone d'activités de Villeneuve Braouic, entre l'Avenue Arthur Krebs (Ouest), la Rue de Lorient (Nord) et la Rue de Nara (Sud).

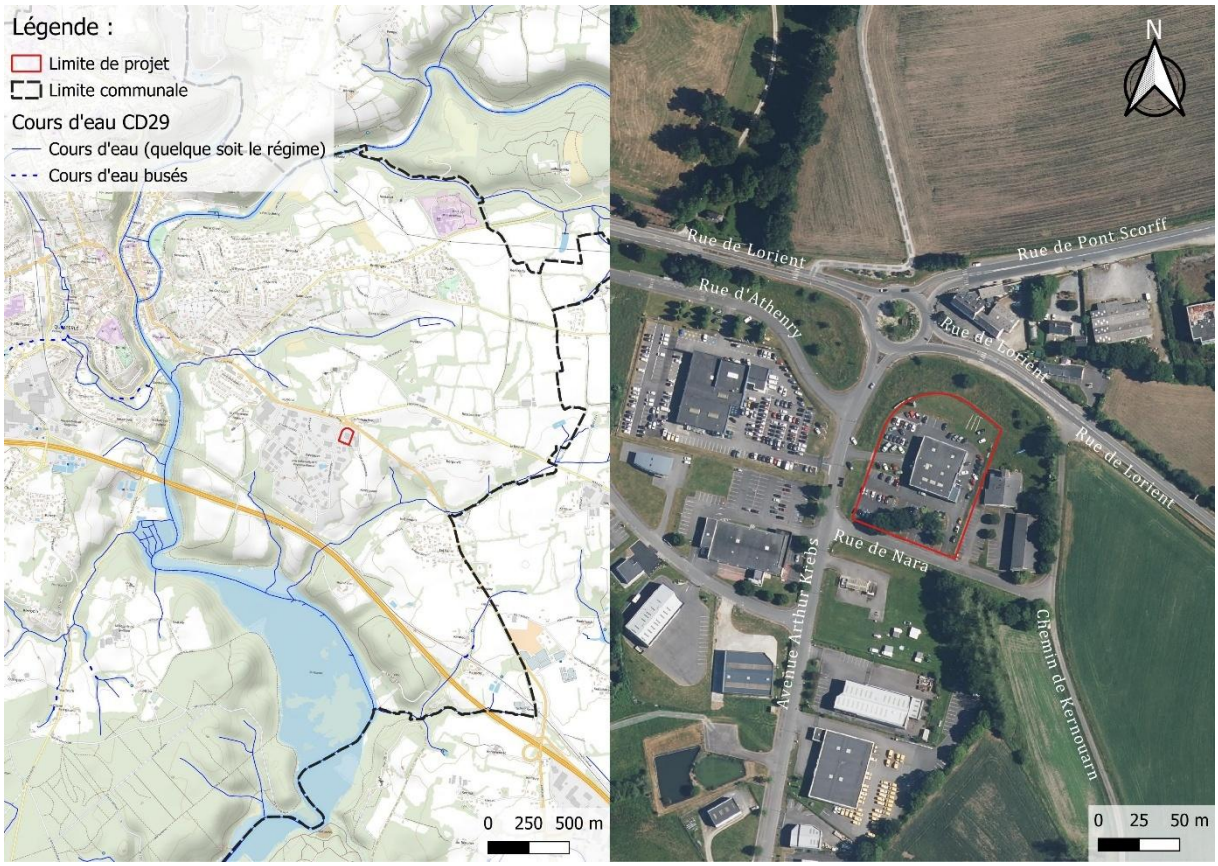


Illustration N°1: Localisation du périmètre de projet (Source : Quarta ; CD29 ; Fonds : IGN Plan, Orthophoto 2021)

2.2 Occupation du sol

Le site est actuellement aménagé (Garage Ford et son parking). Il correspond à une parcelle constituée d'un garage, d'un parc de stationnements (véhicules du personnel et des véhicules en vente), d'espaces de stockage et de dépôt et d'espaces verts dont une haie bocagère (Sud).

Le site est localisé à environ 2.6 km au Sud-Est du centre-ville de Quimperlé, dans une zone dédiée à l'artisanat, au commerce et à l'industrie.

Le parcellaire actuel est desservi depuis l'Avenue Arthur Krebs (Ouest) et la Rue de Nara (Sud).

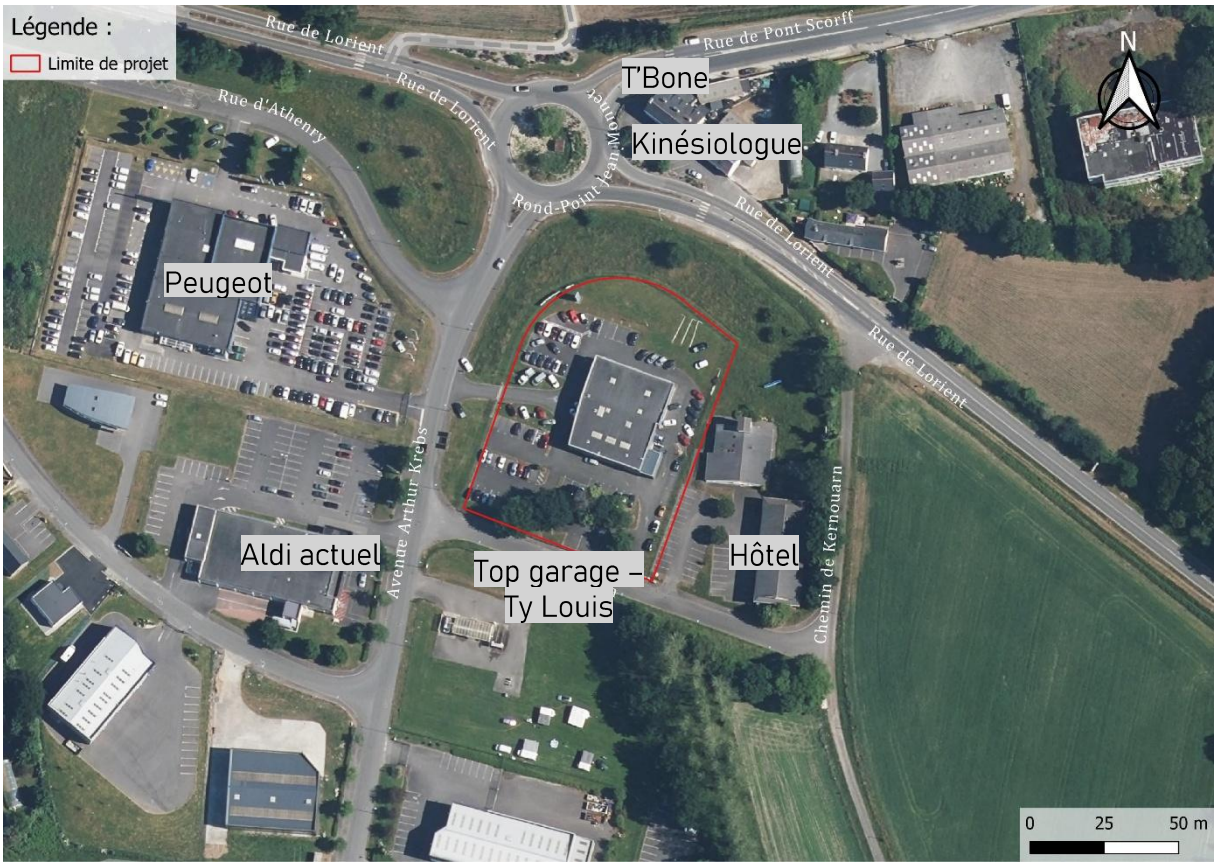


Illustration N°2: Occupation du sol du site (Source : Quarta ; Fond : Orthophoto 2021)

2.3 Foncier

Le périmètre de projet concerne les parcelles cadastrales suivantes :

Tableau n°1: Parcelles concernées par le projet

Section	Parcelles	Superficie
BY	293, 294	+/- 6 000 m²



Illustration N°3: Emprise foncière de l'opération (Source : Cadastre 29)

2.4 Fonctionnement hydraulique de la zone d'étude

À l'échelle du parcellaire, le ressuyage est assuré par ruissellement et infiltration dans le sol en place (espaces verts). Les ruissellements sont interceptés par le réseau existant au sein du parcellaire (réseau privatif connecté au réseau public de la rue Nara en aval).

Au regard de la topographie (interprétation MNT IGN), les ruissellements se dirigent vers la partie Sud-Ouest de l'aire d'étude.

Un réseau d'eaux pluviales est présent aux abords du périmètre de projet au niveau de la Rue de Lorient (Nord), de l'Avenue Arthur Krebs (Ouest) et de la Rue de Nara (Sud). Néanmoins, le site de projet intercepte une partie des ruissellements de l'espace vert localisé au Nord (environ 1 082.5 m²), soit un bassin versant intercepté de 7 101 m².

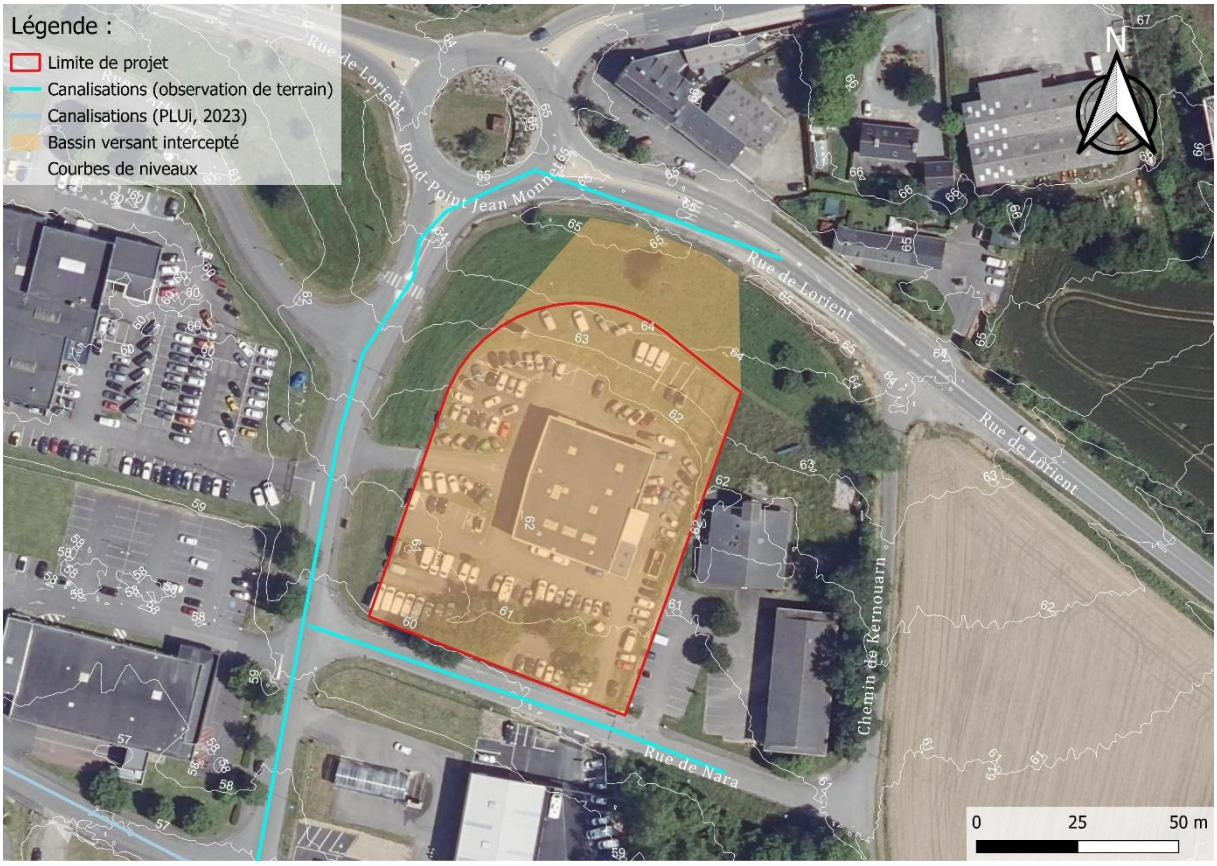


Illustration N°4: Surfaces interceptées en amont du site d'étude (Source : Quarta ; MNT IGN ; BDD CD29 ; fond : IGN Ortho)

Les éléments dont nous disposons ne nous permettent pas de déterminer précisément la localisation du réseau d'eaux pluviales présent sur le secteur, les données présentées ci-dessous sont principalement issues des observations de terrain et des informations relayées par Quimperlé communauté.

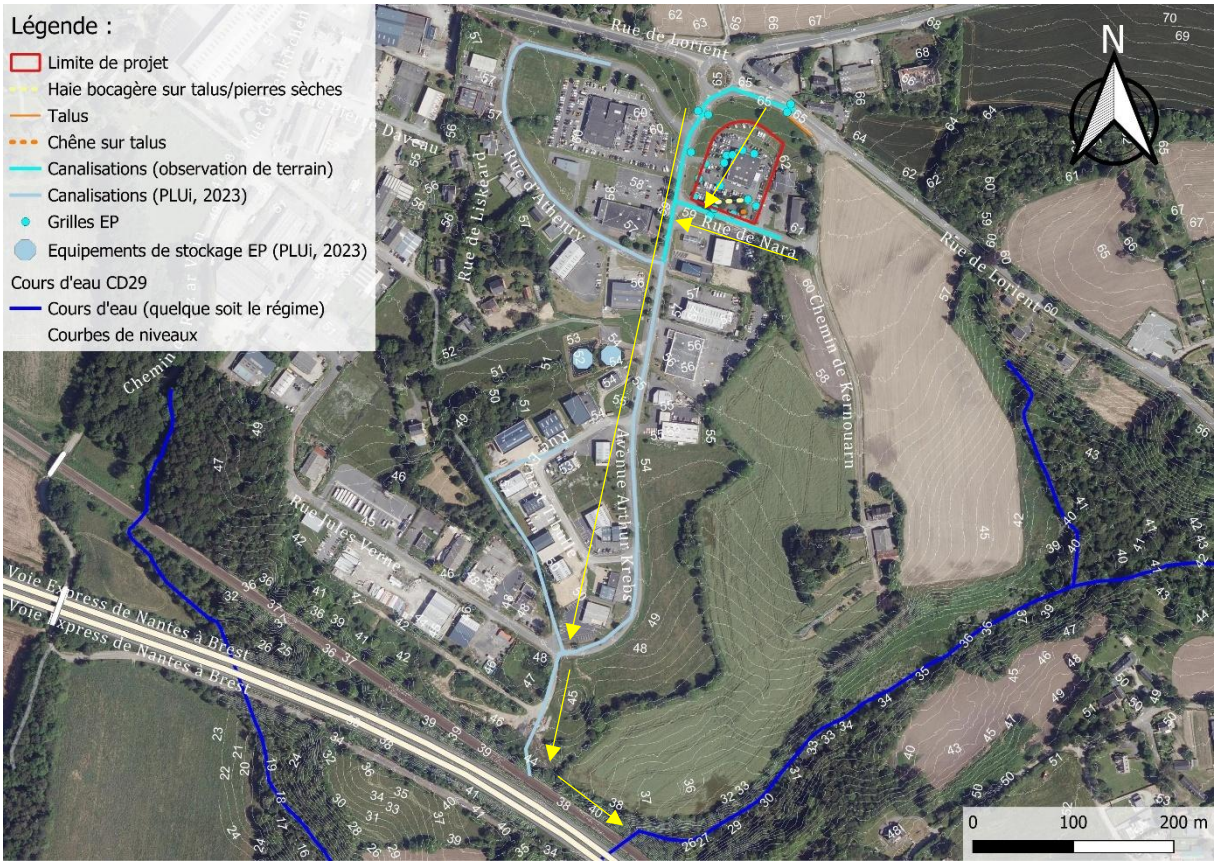


Illustration N°5: Fonctionnement hydraulique de la zone (Source : Quarta ; Quimperlé communauté ; MNT IGN ; BDD CD29 ; fond : IGN Ortho)

Le réseau en aval achemine les eaux pluviales jusqu'au milieu récepteur, le ruisseau du Loc-Joly (J4904500), situé à environ 700 ml en aval de l'opération d'aménagement.



Photo N°1: Ruisseau du Loc-Joly

2.5 Zones humides

Le site de projet n'est pas identifié en tant que zone humide à l'inventaire des zones humides du Finistère, ni en tant que zone humide potentielle aux référentiels de l'Agrotransfert et de l'INPN.

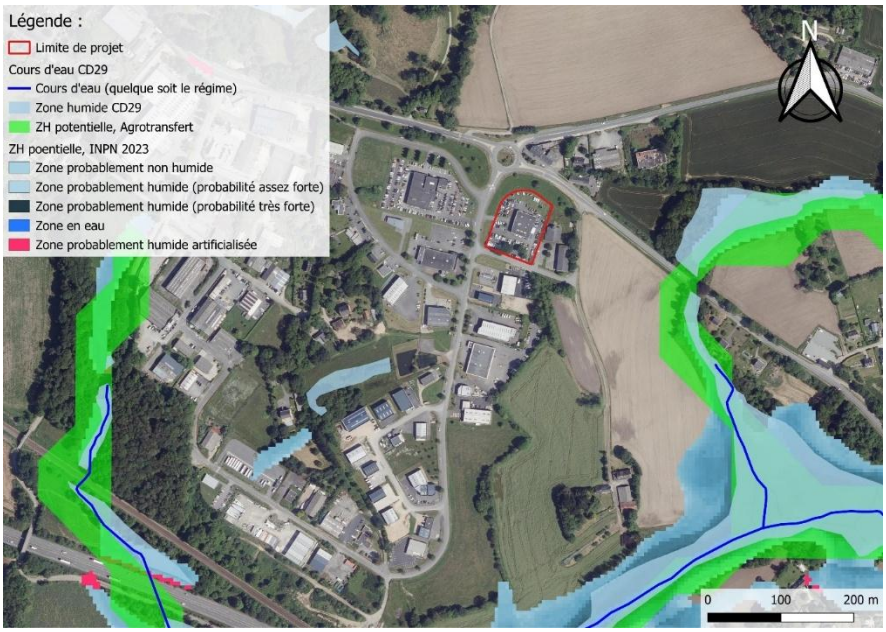


Illustration N°6:Zones humides connues et zones humides potentielles (Sources : Quarta ; Zone humide CD29, Agrotransfert, INPN 2023, CD 29 ; Fond : IGN Ortho)

Des sondages pédologiques ont été réalisés le 28 janvier 2026, pour vérifier ces informations.



Illustration N°7:Sondages pédologiques réalisés (Source : Quarta, Fond : Orthophoto 2021)

- Critère sol : l'imperméabilisation du sol en place (enrobé) ne permet pas de disposer de sondages pertinents. Le critère pédologique n'est donc pas un critère déterminant pour l'identification de zone humide sur l'aire d'étude. Néanmoins, deux sondages à la tarière ont été réalisés au sein des espaces verts Nord et Sud existants. Les sondages montrent un sol peu profond (entre 20 cm et 30 cm) avec une présence de petits cailloux/sable et remblais en fond.
- Critère végétation : La végétation en place n'est pas naturelle (pelouse).

Le diagnostic zone humide n'est pas pertinent sur le site d'étude en raison du caractère très anthropisé du parcellaire. Aucune zone humide n'a été détectée sur le parcellaire.

2.6 Présentation du projet

2.6.1 Plan projet

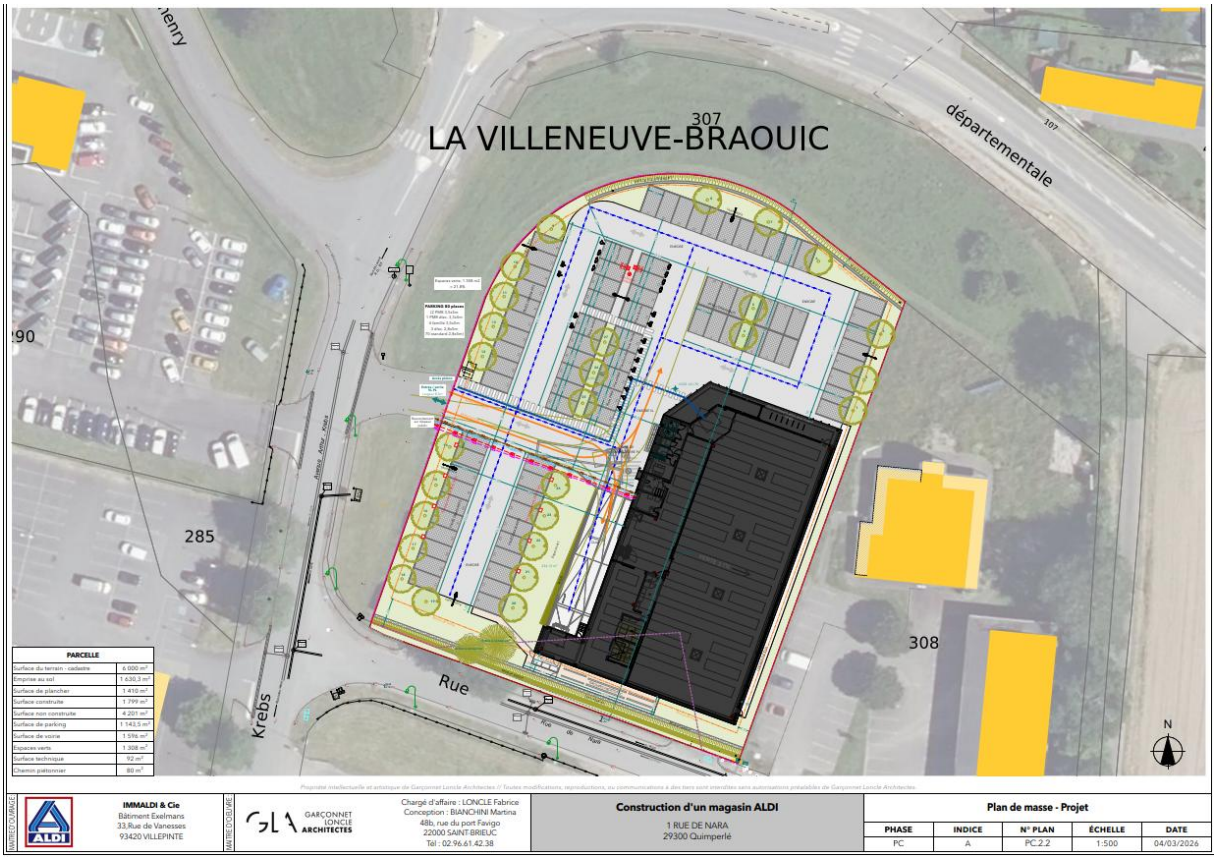


Illustration N°8: Plan d'aménagement, GLA, 04.03.2026

2.6.2 Description

Le projet comprend :

- La démolition du bâtiment actuel,
- Le décapage de la voirie,
- La création d'une surface commerciale (enseigne ALDI) de 1 630.3 m² de surface au sol ;
- La création de la voirie nécessaire à la desserte de la zone
- La création de stationnements nécessaires au fonctionnement de la zone (80 places en revêtement semi-perméable)
- L'aménagement paysager des espaces verts
- Le raccordement aux réseaux
- La mise en place de dispositifs de traitement des eaux pluviales

2.6.3 Surfaces

- **Actuelles**

- Surfaces imperméables : +/- 3 814 m² (dont +/- 914 m² de surfaces bâties)
- Espaces verts pleine-terre : ± 2 204.5 m²

- Futures

· Surfaces imperméables : 3 567 m²
· Semi-perméable : 1 143.5 m² (80 places en pavés drainants)
· Espaces verts : 1 308 m².

2.6.4 Coefficient

- Coefficient d'imperméabilisation

Le coefficient d'imperméabilisation représente le rapport entre la surface imperméable et la surface totale de la parcelle. Il est obtenu par la formule suivante :

$$Ci = (Si / S) \times 100$$

Où Ci est le coefficient d'imperméabilisation,
Si est la surface imperméabilisée,
S est l'emprise totale de la parcelle.

Ainsi, le coefficient d'imperméabilisation moyen est égal à **59.3 % (contre 63.4 % actuellement)**.

- Coefficient d'apport

Le coefficient d'apport précise quel est l'importance du ruissellement sur la surface du projet. Il est déterminé par la formule suivante :

$$CA = 100 \times ((\Sigma Crj \times Sj) / S)$$

Où CA est le coefficient d'apport,
Crj le coefficient de ruissellement pour chaque surface j,
Sj est l'emprise au sol de la surface j,
S est l'emprise totale du projet ($S = \Sigma Sj$).

Dans le cadre du projet, le coefficient d'apport moyen est égal à **73.1 % (contre 70.7 % actuellement)**.

3 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

3.1 Risque inondation par débordement de cours d'eau

La commune de Quimperlé est concernée par le risque inondation au titre de l'Isole, Laïta et l'Ellé qui sont identifié à l'AZI de Bretagne et font également l'objet d'un Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi Bassin de la Laïta, l'Ellé et l'Isole). Le PPRi a été approuvé le 17 décembre 2004.

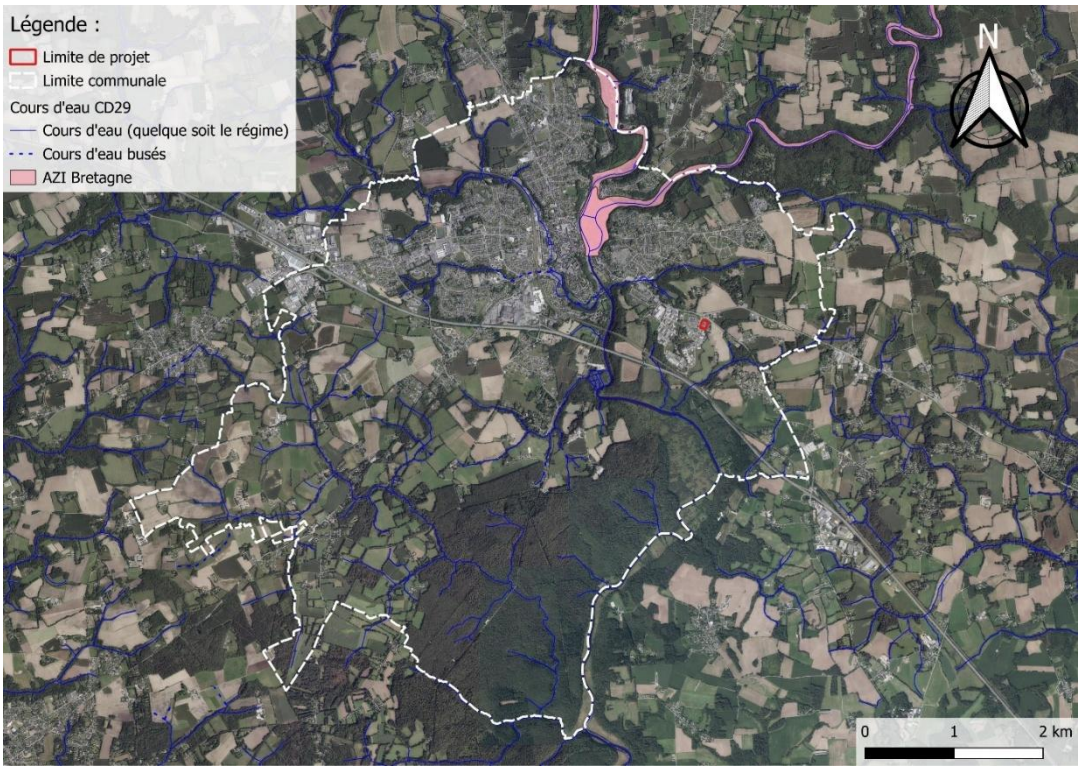


Illustration N°9: AZI Bretagne (Sources : AZI Bretagne, CD29 ; Fond : IGN Ortho)

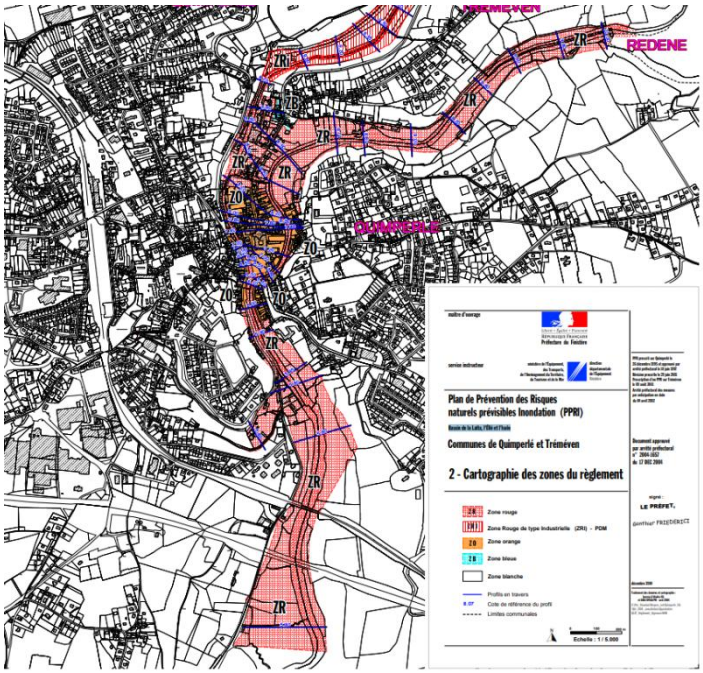


Illustration N°10: PPRi Bassin de la Laïta, l'Ellé et l'Isole (Source : PRRi, 2004)

Le site de projet n'est pas concerné par ce risque. Il se trouve en dehors du zonage réglementaire.

3.2 Risque inondation par remontée de nappe

D'après les données fournies par le BRGM, le périmètre de l'opération n'est pas concerné par le risque de remontée de nappe.

3.3 Risque de retrait-gonflement des argiles

Le périmètre de l'opération n'est, à priori, pas concerné par le risque de retrait-gonflement des argiles (Source : BRGM).

3.4 Risque sismique

La commune est classée en catégorie « 2 » (sismicité faible) vis-à-vis du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité (articles R.563-4 et D.563-8-1 du Code de l'environnement) (sources : georisques.gouv.fr, BRGM).

3.5 Exposition radon

Le potentiel radon de la commune de Quimperlé est de catégorie 3 (georisques.gouv.fr, BRGM, DDRM 35). Les communes à potentiel radon de catégorie 3 sont celles qui, sur au moins une partie de leur superficie, présentent des formations géologiques dont les teneurs en uranium sont estimées plus élevées comparativement aux autres formations. Les formations concernées sont notamment celles constitutives de massifs granitiques (Massif armoricain, Massif central, Guyane française…), certaines formations volcaniques (Massif central, Polynésie française, Mayotte…) mais également certains grés et schistes noirs.

3.6 Risques industriels

La commune accueille :

- 77 anciens sites industriels et activités de service. Le site le plus proche est localisé à 58 mètres au Nord du site, il s'agit de SSP3807809.
- 3 sites BASOL. Le site le plus proche est localisé à 2.2 km au Nord-Ouest, il s'agit de SSP00072801.
- 0 site SIS.
- 0 site SEVESO.

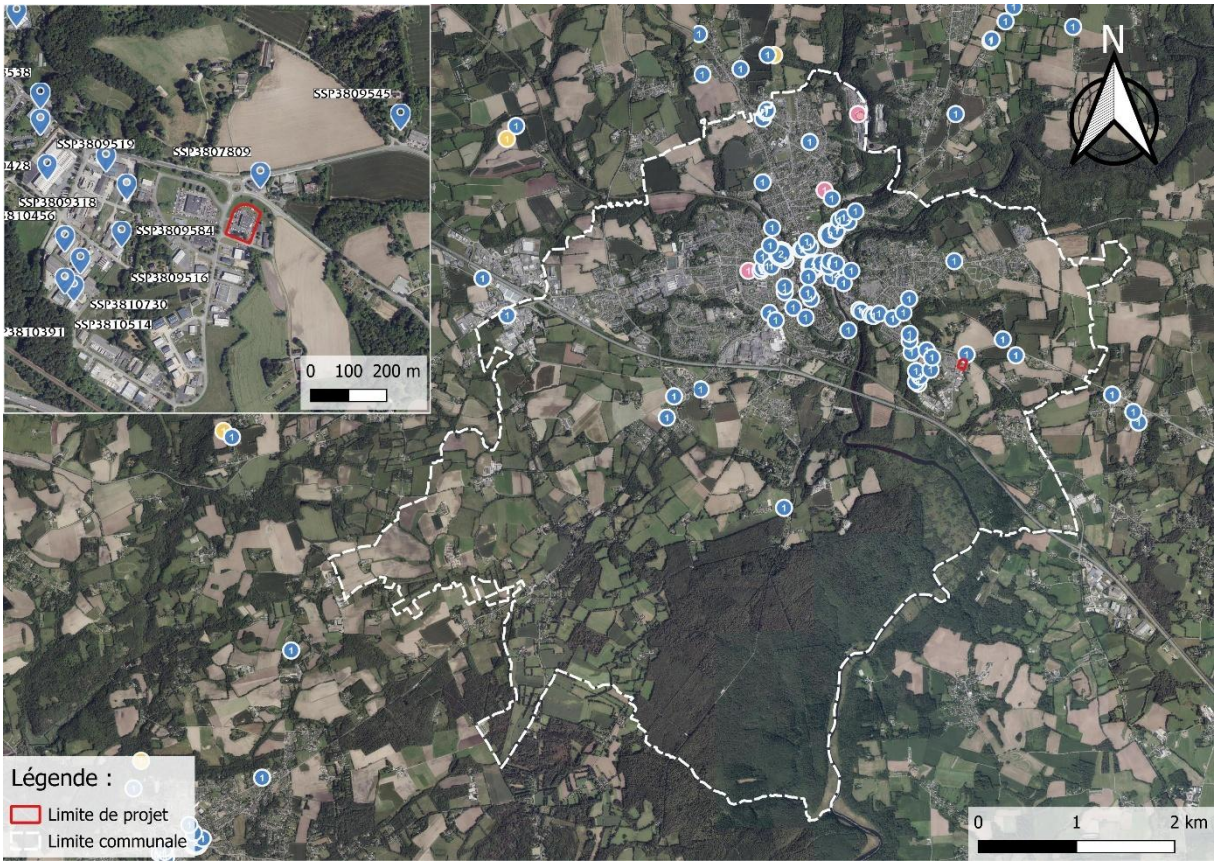


Illustration N°11: Localisation des sites BASOL, SIS et anciens sites (Source : Quarta ; BRGM ; Fond : IGN Ortho)

L'activité actuelle du garage Ford est susceptible d'engendrer un risque de pollution des sols, notamment en raison de la manipulation de produits hydrocarburés tels que les huiles et les carburants.

Dans le cas où une pollution des sols serait identifiée, les opérations de dépollution du site devront être prises en charge par l'ancien exploitant.

Par ailleurs, avant toute mise en place d'un dispositif d'infiltration, il sera nécessaire de vérifier la qualité des sols au moyen d'une étude de dépollution. Si une contamination est confirmée, des travaux de dépollution devront être réalisés, également à la charge de l'ancien exploitant.

3.7 Transport de matières dangereuses

La commune de Quimperlé est concernée par ce risque au titre :

- Transport de gaz ; canalisation à 2 km au Nord-Ouest du site,
- Voie ferrée : localisée 570 mètres au Sud du site.

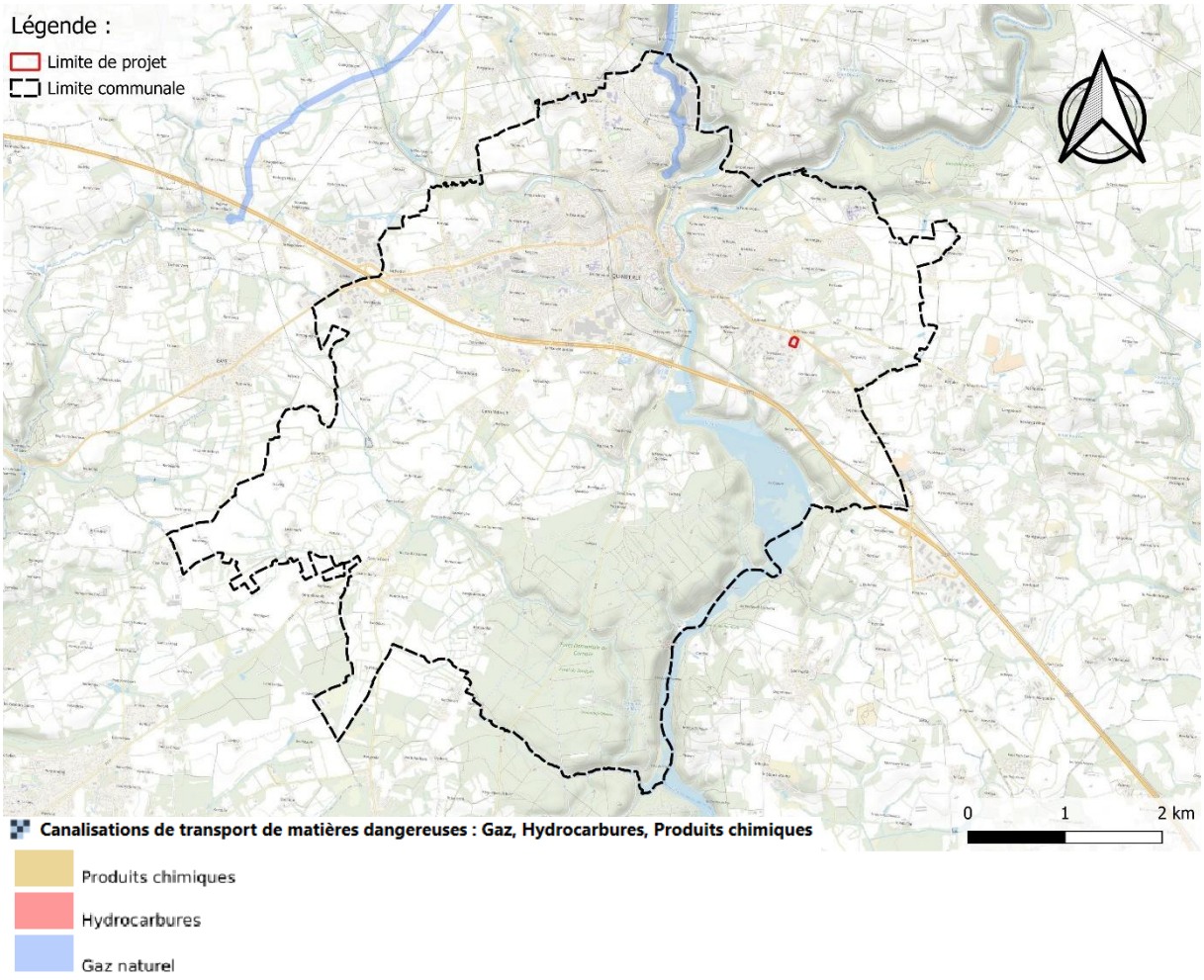


Illustration N°12: Risque de transport de matières dangereuses (Source : DDRM 29 ; Fond : IGN Plan)

3.8 Risque de nuisance sonore

La commune est concernée par le risque de nuisance sonore au titre :

- De la RN165 localisée à 620 mètres au Sud ;
- De la RD783 localisée à 20 mètres au Nord ;
- De la RD16 localisée à 2.5 km au Sud-Ouest ;
- De la RD765 localisée à 1.7 km au Nord-Ouest ;
- De la RD790 localisée à 1.8 km au Nord-Est.

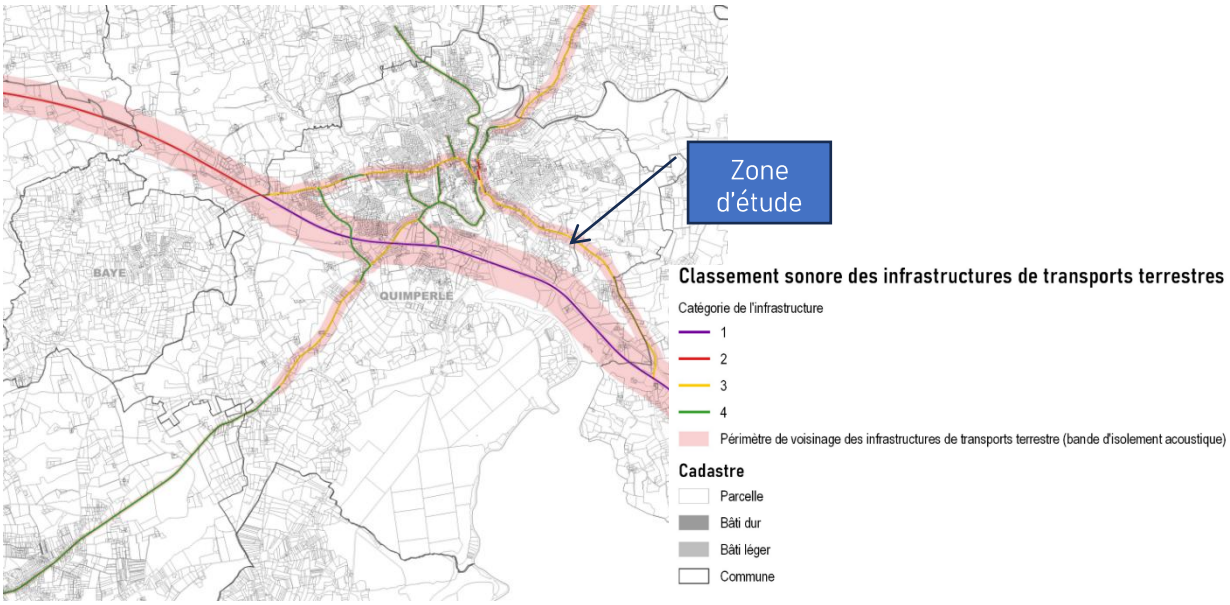


Illustration N°13: Classement sonore des infrastructures de transports terrestres (Source : PLUi, Annexe sanitaire, 2023)

Le site d'étude est localisé dans le périmètre de voisinage de la RD783.

3.9 Plan local d'urbanisme intercommunal

3.9.1 Règlement graphique du PLUi

La commune de Quimperlé est couverte par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal, approuvé le 09 février 2023.

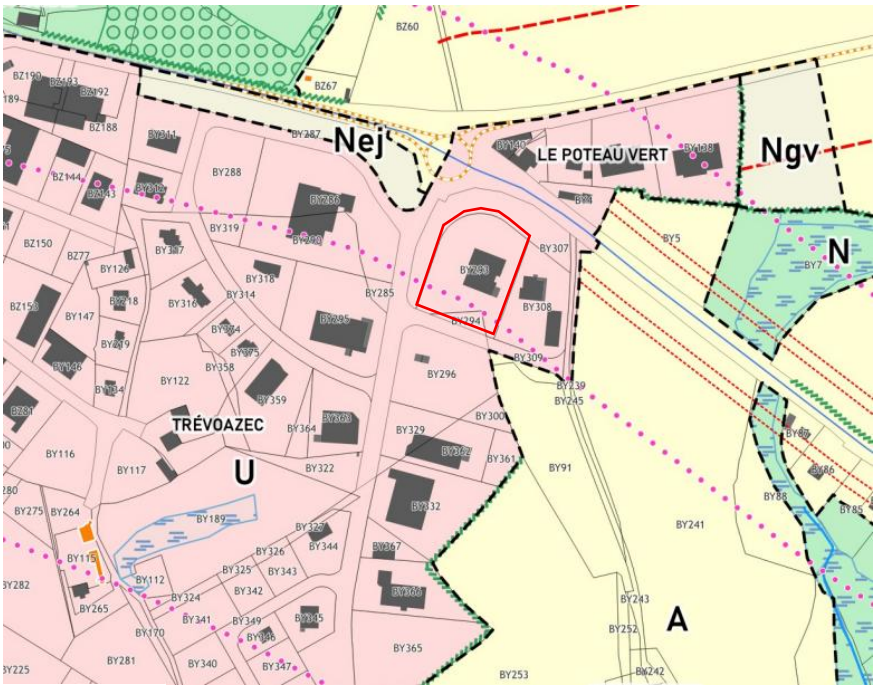


Illustration N°14: Extrait du zonage règlementaire (Source : Commune de Quimperlé, Règlement graphique, PLUi, 2023)

Le parcellaire bénéficie d'un classement U au règlement graphique de ce document.

Aucun élément paysager à protéger ne se situe au sein ou en limite du site de projet dans le document d'urbanisme.

La partie Sud du périmètre de projet se situe dans la zone affectée par le bruit définie par arrêté préfectoral associée à la RD765 et reportée au règlement graphique du PLUi.

3.9.2 Règlement littéral du PLUi

Les zones urbaines sont dites "zones U". « Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter. »

En matière de préservation des éléments paysagers existants l'article 2.3 précise que « **Les talus plantés seront obligatoirement conservés** lorsqu'ils se trouvent en **limite séparative** ou en **bordure de voie** et le cas échéant complétés. Seuls peuvent être admis les arasements nécessaires à l'accès au terrain et aux biseaux de visibilité. Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par au moins une plantation équivalente d'essence locale sauf en cas d'impossibilité du fait de la configuration de l'unité foncière ou lorsque le sujet a été supprimé pour des raisons sanitaire ou de sécurité ».

En matière de plantation et d'intégration paysagère l'article 2.3 précise que « Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et **plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m²** de ces espaces. Les aires de jeux de quartiers et les aires de stationnement ouvertes au public doivent être paysagées et intégrées dans un projet urbain. Les installations indispensables susceptibles de nuire à l'aspect des lieux telles que réservoirs, citernes, remises… devront faire l'objet d'une intégration paysagère. Des plantations (préférentiellement arborées) pourront être exigées en lisière de zones agricoles et de zones urbaines. L'utilisation **d'essences végétales allergènes / invasives est interdite**, les plantations s'inspireront des **essences locales et spontanées du territoire.** Une liste d'espèces végétales locales, ainsi qu'une liste d'espèces à proscrire sont disponibles dans l'OAP thématique insertion architecturale et paysagère des constructions ».

Concernant les espaces de pleine terre, l'article 2.3 précise que « Les espaces de pleine terre correspondent à l'ensemble des **surfaces non imperméabilisées**. Les espaces de pleine terre doivent représenter :

- En secteur de mixité des fonctions renforcée et sommaire, en Secteur Déjà Urbanisé, en secteur à vocation d'hébergement hôtelier et touristique et en secteur à vocation de camping : **30% de la surface de l'unité foncière.**
- En secteur d'activités artisanales industrielles exclusives, en secteur commerciales exclusives majeur et de proximité et en secteur à vocation d'activités économiques mixtes : **20% de la surface de l'unité foncière. Le projet ALDI s'inscrit dans ce second cas.**

En matière de gestion des eaux pluviales, les dispositions générales précisent que « Les aménagements réalisés sur tout terrain doivent être tels qu'ils :

- N'aggravent pas l'écoulement des eaux pluviales dans le réseau collectant ces eaux
- Permettent de maîtriser le débit et l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Dans ce but, les eaux pluviales **seront infiltrées à l'unité foncière ou piégées/stockées par des dispositifs appropriés.** En d'autres termes, il faudra que le pétitionnaire assure la gestion des eaux pluviales à l'unité foncière sauf impossibilité technique avérée et justifiée lors du dépôt de son autorisation d'urbanisme. Si la nature du sol, la présence d'un risque de cavité souterraine ou d'une susceptibilité de nappes sub-affleurante ne permet pas l'infiltration, le rejet de ces eaux dans le réseau d'assainissement d'eaux pluviales pourra être éventuellement autorisé après stockage temporaire des eaux (réalisation de structures réservoirs…) et restitution à débit contrôlé. Par ailleurs, les autorisations d'urbanisme peuvent être subordonnées à la réalisation des aménagements nécessaires à la gestion des eaux pluviales, notamment ceux visant à la limitation des débits évacués de la propriété ceci en adéquation avec le règlement d'assainissement pluvial en vigueur. En parallèle le zonage pluvial en annexe du PLUi définit des niveaux de risques quantitatifs pour lesquels sont retenues les prescriptions suivantes :

Zone d'aléa quantitatif du bassin versant	Surface minimum nécessitant une gestion des eaux pluviales	Débits de fuite à atteindre et type de pluie à réguler
Aléa fort	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ 60 m² ou pour tout permis d'aménager **	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration*) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**
Aléa moyen	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ **200 m² ****	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration*) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**
Aléa faible	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet ≥ **1000 m² ****	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration*) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**

Illustration N°15: Prescriptions pour chaque niveau de risque quantitatifs (Source : PLUi, règlement écrit, 2023)

Les cartes du risque quantitatif sont présentées en Annexe du PLUi (4.3 Annexes sanitaires).

➪ Au zonage pluvial volet quantitatif, le site d'étude est localisé dans un secteur à risque fort.

* La faisabilité et la capacité d'un terrain à infiltrer les eaux pluviales devra être confirmée et précisée par la réalisation systématique d'une étude de la capacité d'infiltration du sol (reconnaissance du sol, mesure in situ de la perméabilité, étude des contraintes du site, environnementales et réglementaires et définition des modalités pour infiltrer les eaux pluviale) en vue de choisir les dispositifs de gestion des eaux pluviales par infiltration les mieux adaptés et valider, le cas échéant, leur conception et dimensionnement.

** En dehors de ces seuils, la vérification des capacités d'infiltration par une étude n'est pas obligatoire, mais la gestion des eaux pluviales (par infiltration ou autre) est à faire à la parcelle, sans impact sur la voirie ni sur les parcelles environnantes

Sont également retenues, les prescriptions suivantes pour chaque niveau de risque qualitatif :

	Surface minimum nécessitant une gestion des pollutions	Règlement
Bassin versant dans Zone de Risque QUALITE FORT	Pour tout projet≥ 60 m² ou pour tout permis d'aménager *	**Domaine public :** Prévoir un volume mort au niveau des ouvrages de gestion des eaux pluviales pour la décantation des MES et l'abattement des polluants
Bassin versant dans Zone de Risque QUALITE MOYEN	Pour tout projet ≥ 200 m² :	**Domaine public :** Prévoir un volume mort au niveau des ouvrages de gestion des eaux pluviales pour la décantation des MES et l'abattement des polluants

Illustration N°16: Prescriptions pour chaque niveau de risque qualitatif (Source : PLUi, règlement écrit, 2023)

Les cartes du risque qualitatif sont présentées en Annexe du PLUi (4.3 Annexes sanitaires).

➪ Au zonage pluvial volet qualitatif, le site d'étude est localisé dans un secteur à risque faible.

Par ailleurs, des dispositifs de récupération et de réutilisation des eaux pluviales doivent être, dans la mesure du possible, mis en place pour des usages non sanitaires (arrosage espaces verts notamment) pour toute construction nouvelle à destination d'habitation, d'équipements d'intérêt collectif et services publics, de commerce et activités de service et d'autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire. En cas de construction ou d'occupation du sol de niveaux inférieurs au terrain naturel (cave, sous-sol, parking…), des études du sol et sous-sol sont à réaliser (sondage, examen pédologique et

piézométrie au printemps (en fin d'hiver) pour connaître le niveau maximal des eaux souterraines et prévoir les mesures constructives adaptées, telles qu'un cuvelage étanche. Cette disposition a pour objectif d'éviter l'intrusion des eaux de nappe phréatique dans les sous-sols et les parkings souterrains ainsi que leur drainage vers les réseaux publics ».

3.10 Schéma de gestion et zonage des eaux pluviales

Un Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales (SDEP) permet de fixer les orientations fondamentales en termes d'investissement et de fonctionnement, à moyen et à long termes, d'un système de gestion des eaux pluviales en vue de répondre au mieux aux objectifs de gestion de temps de pluie de la collectivité. Ce schéma s'inscrit dans une logique d'aménagement et de développement du territoire tout en répondant aux exigences réglementaires en vigueur, notamment sur la préservation des milieux aquatiques.

L'élaboration d'un tel schéma comporte au moins les étapes suivantes : étude préalable de cadrage, diagnostic du fonctionnement actuel du système d'assainissement, identification des pressions à venir, élaboration du volet « Eaux pluviales » du zonage d'assainissement, programme d'actions préventif et/ou curatif.

Toute déclinaison d'une politique locale de gestion des eaux pluviales passe également par le développement d'actions de sensibilisation, d'information et d'accompagnement. Par exemple, les collectivités en charge d'un service public de gestion des eaux pluviales urbaines peuvent juger utile de préciser le fonctionnement de ce service aux usagers. Elles ont la possibilité dans ce cas d'élaborer un Référentiel d'information rappelant notamment la réglementation en vigueur.

L'article L2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, spécifie que les communes doivent délimiter :

« 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement. »

Le territoire de Quimperlé communauté possède un zonage d'assainissement pluvial, réalisé par Egis le 9 février 2023. Le zonage pluvial définit des niveaux de risques quantitatifs et qualitatifs pour lesquels sont retenues les prescriptions suivantes :

3.10.1 Volet quantitatif

3.10.1.1 Principe de gestion quantitative des eaux pluviales

« Les principes retenus pour **la gestion quantitative** des eaux pluviales de Quimperlé Communauté sont :

- Privilégier l'infiltration au maximum des capacités du sol
- Gérer les eaux pluviales par rétention / régulation
- Délimiter des zones sur la base des (sous-)bassins versants
- Appliquer des préconisations différenciées selon l'aléa quantitatif

Trois paramètres variables / leviers définissant la mise en place d'une gestion quantitative ont été retenus :

- Surfaces minimales à partir desquelles sont appliquées les règles (en m² imperméabilisés)
- Pluie de projet considérée
- Débit de fuite accepté »

En cas de gestion à la parcelle (infiltration et réutilisation) : « Lorsque cela est techniquement possible, l'infiltration / la réutilisation à la parcelle sera obligatoire. La vérification des capacités d'infiltration sera obligatoire pour tout projet en zone de prescriptions renforcées. Un test de perméabilité, de type test Porchet permettra de quantifier les capacités d'infiltration de la zone étudiée. Le résultat du test de perméabilité déterminera la possibilité ou non d'infiltrer, ainsi :

- Si la perméabilité du sol est comprise entre 10^{-5} et 10^{-2} m/s : il y aura possibilité d'infiltrer tout ou partie des eaux pluviales
- Si la perméabilité du sol est $\leq 10^{-6}$ m/s : il y aura impossibilité technique d'infiltrer
- Si la perméabilité du sol est $\geq 10^{-2}$ m/s : il y aura nécessité d'installer un dispositif de prétraitement ou des filtres, les puits d'infiltration seront déconseillés

De là, la possibilité d'infiltration des eaux pluviales dans les sols sera liée aux conditions suivantes :

- Eaux présentant les caractéristiques des eaux de ruissellement urbain, c'est-à-dire exemptes de pollutions solubles indésirables ou toxiques ou seulement très faiblement contaminées par des pollutions liquides non miscibles à l'eau (hydrocarbures…)
- Sols présentant une perméabilité suffisante pour limiter l'emprise des surfaces d'infiltration et garantir un horizon non saturé sous ces surfaces d'une épaisseur d'au moins 1 mètre par condition de nappe haute
- Infiltration à réaliser au maximum des capacités du sol, avant toute autorisation de rejet à débit régulé
- Absence de risque de contamination de nappes utilisables comme ressource en eau et/ou de résurgence rapide des effluents dans des milieux récepteurs vulnérables ».

« En dehors des zones de prescriptions renforcées, la vérification des capacités d'infiltration n'est pas obligatoire, mais la gestion des eaux pluviales (par infiltration ou autre) est à faire à la parcelle, sans impact sur la voirie ni sur les parcelles environnantes ».

3.10.1.2 Prescriptions retenues dans le règlement du zonage pluvial – Volet quantitatif

Les prescriptions retenues pour chaque niveau de risque quantitatif sont les suivantes :

Zone d'aléa quantitatif du bassin versant	Surface minimum nécessitant une gestion des eaux pluviales	Débits de fuite à atteindre et type de pluie à réguler
Aléa fort	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet **≥ 60 m² ou pour tout permis d'aménager**	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**
Aléa moyen	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet **≥ 200 m²**	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**
Aléa faible	Gestion de la surface imperméabilisée pour tout projet **≥ 1000 m²**	Infiltration des eaux pluviales à la parcelle au maximum de la capacité des sols (justifiée par une étude d'infiltration) Gestion des eaux pluviales pour une pluie : **T = 10 ans** Débit de fuite : **3 l/s/ha et 1l/s minimum**

Illustration N°17: Zonage pluvial – règles de gestion quantitative des eaux pluviales (Source : Zonage d'assainissement pluvial, Egis, 9 février 2023)

« Par ailleurs, des dispositifs de récupération et de réutilisation des eaux pluviales doivent être, dans la mesure du possible, mis en place pour des usages non sanitaires (arrosage espaces verts notamment) pour toute construction nouvelle à destination d'habitation, d'équipements d'intérêt collectif et services publics, de commerce et activités de service et d'autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire ».

3.10.1.3 Cartes du zonage pluvial pour le volet quantitatif

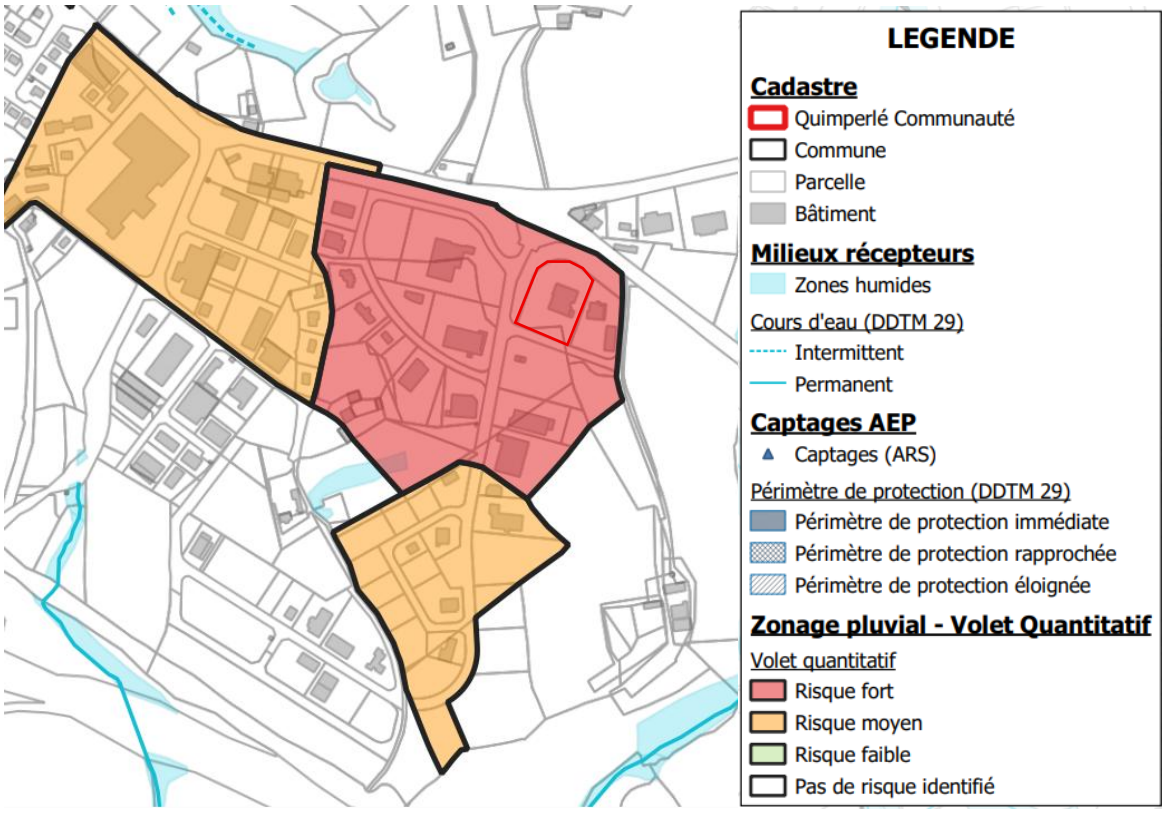


Illustration N°18: Zonage pluvial volet quantitatif (source : zonage d'assainissement pluvial, Egis, 9 février 2023)

➪ Au zonage pluvial volet quantitatif, le site d'étude est localisé dans un secteur à risque fort.

3.10.2 Volet qualitatif

3.10.2.1 Méthodologie utilisée pour la définition du zonage pluvial – Volet qualitatif

« Les principes retenus concernant la gestion qualitative des eaux pluviales de Quimperlé Communauté sont :

- Privilégier l'infiltration au maximum des capacités du sol
- Mettre en place des décantations dans les ouvrages de gestion des eaux pluviales publics avant rejet
- Délimiter des zones sur la base des (sous-)bassins versants
- Appliquer des préconisations différenciées selon le risque qualitatif. »

3.10.2.2 Prescriptions retenues dans le règlement du zonage pluvial – Volet qualitatif

[…]. Les prescriptions retenues pour chaque niveau de risque qualitatif sont les suivantes :

	Surface minimum nécessitant une gestion des pollutions	Règlement
Bassin versant dans Zone de Risque QUALITE FORT	Pour tout projet≥ 60 m² ou pour tout permis d'aménager [2]	**Domaine public :** Prévoir un volume mort au niveau des ouvrages de gestion des eaux pluviales pour la décantation des MES et l'abattement des polluants
Bassin versant dans Zone de Risque QUALITE MOYEN	Pour tout projet ≥ 200 m²:	**Domaine public :** Prévoir un volume mort au niveau des ouvrages de gestion des eaux pluviales pour la décantation des MES et l'abattement des polluants

Illustration N°19: Zonage pluvial – règles de gestion qualitative des eaux pluviales (Source : Zonage d'assainissement pluvial, Egis, 9 février 2023)

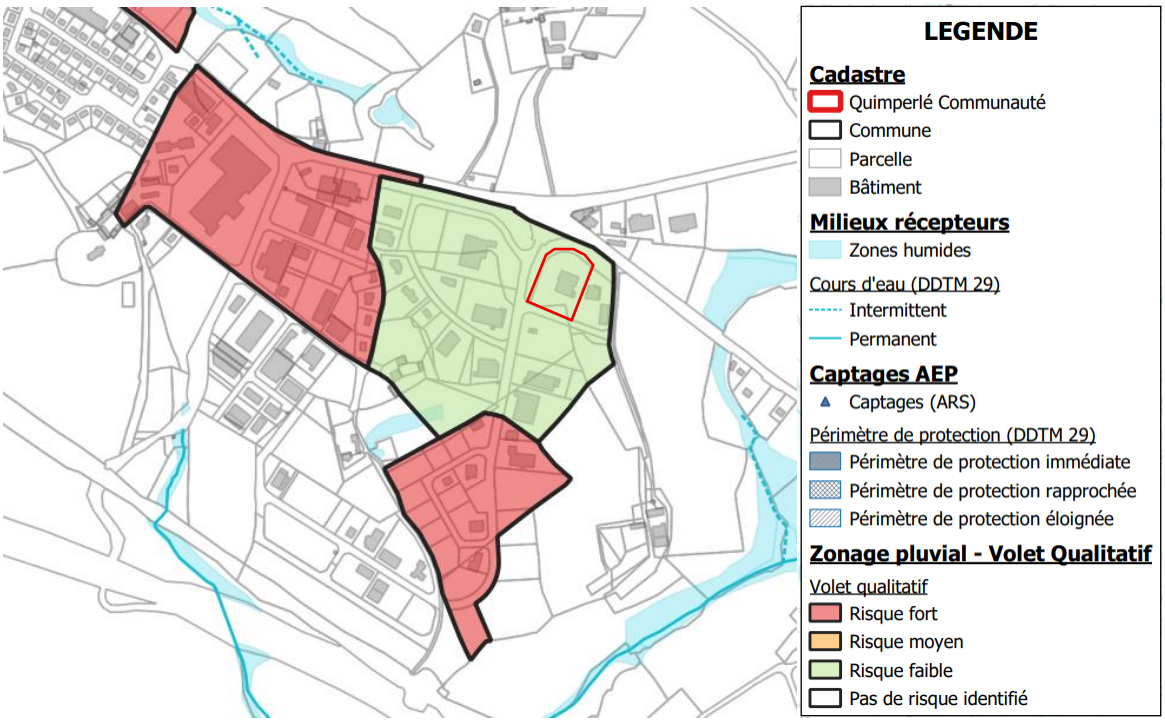


Illustration N°20: Zonage pluvial volet qualitatif (source : zonage d'assainissement pluvial, Egis, 9 février 2023)

⇨ Au zonage pluvial volet qualitatif, le site d'étude est localisé dans un secteur à risque faible.

3.11 Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SDAGE) Loire-Bretagne

En matière de gestion des eaux pluviales, le SDAGE Loire-Bretagne, approuvé en mars 2022, fourni également des prescriptions en matière de gestion des eaux pluviales que les projets d'aménagement doivent intégrer :

3D – Maîtriser les eaux pluviales par la mise en place d'une gestion intégrée à l'urbanisme

Les apports d'eaux pluviales dans les réseaux unitaires sont susceptibles de perturber fortement le transfert des eaux usées vers la station de traitement. La maîtrise du transfert des eaux usées peut reposer sur la mise en place d'ouvrages spécifiques (par exemple les bassins d'orage). Mais ces équipements sont rarement suffisants à long terme. De même, lorsque les eaux de ruissellement rejoignent directement le milieu naturel, elles peuvent contribuer à en dégrader la qualité ainsi que les usages, notamment au regard de la microbiologie. L'imperméabilisation des espaces urbains est également un facteur d'aggravation des inondations de la ville par elle-même.

De plus, l'impact des eaux de ruissellement sur l'hydromorphologie des cours d'eau ne doit pas être sous-estimé, particulièrement en zone péri-urbaine où l'imperméabilisation des sols est importante. La question des macro-déchets véhiculés par les eaux de ruissellement devient également de plus en plus prégnante.

C'est pourquoi, pour tout aménagement urbain, il est nécessaire d'adopter des mesures de prévention au regard de l'imperméabilisation des sols visant la limitation du ruissellement en privilégiant l'infiltration à la parcelle des eaux faiblement polluées. Ces mesures font partie du concept de gestion de l'eau intégrée à l'urbanisme. Lorsqu'elles sont appliquées dans le cadre d'opérations de requalification urbaine, ces mesures permettent également de réduire les quantités d'eaux pluviales rejetées dans les réseaux de collecte et le milieu naturel superficiel. Cependant, le rythme de requalification urbaine apparaît aujourd'hui trop faible pour réduire dans les délais réglementaires l'impact des déversements de pollution liés à la pluie. Aussi, afin de limiter les travaux sur les réseaux et les coûts de gestion des eaux pluviales sur la chaîne de transfert et de traitement des eaux usées, il est recommandé de déconnecter les surfaces imperméabilisées des réseaux partout où cela est possible, tout au moins pour les pluies courantes.

La gestion des eaux pluviales intégrée à l'urbanisme constitue également un élément clef de l'urbanisme favorable à la santé en réduisant les risques sanitaires (prolifération des gîtes larvaires pour les moustiques dans les avaloirs, réduction des îlots de chaleur urbain, etc..). Cette gestion a de multiples autres avantages comme la recharge des nappes phréatiques et le développement de la biodiversité.

Une gestion de l'eau intégrée à l'urbanisme incite à travailler sur l'ensemble du cycle de l'eau d'un territoire (eaux usées, eaux pluviales, eau potable, eaux naturelles et d'agrément…) et à associer l'ensemble des acteurs au sein d'une collectivité (urbanisme, voirie, espaces verts, usagers…). La gestion des eaux pluviales intégrée à l'urbanisme est ainsi reconnue comme une alternative à la gestion classique centralisée dite du « tout tuyau ».

La gestion des eaux pluviales intégrée à l'urbanisme vise à :

- Intégrer l'eau dans la ville,
- Assumer l'inondabilité d'un territoire en la contrôlant, en raisonnant la rétention de la pluie à la parcelle sans report d'inondation sur d'autres parcelles,
- Gérer la pluie là où elle tombe, notamment par infiltration et éviter que les eaux pluviales ne se chargent en pollution en macropolluants et micropolluants en ruisselant,
- À ne pas augmenter, voire à réduire les volumes collectés par les réseaux d'assainissement, en particulier unitaires,
- Adapter nos territoires au risque d'augmentation de la fréquence des évènements extrêmes comme les pluies violentes, en conséquence probable du changement climatique.

3.12 Synthèse gestion des eaux pluviales

En matière de gestion des eaux pluviales, en cas de superposition de plusieurs règles, c'est le principe de performance qui s'applique. C'est ainsi la règlementation la plus contraignante qui doit être respectée.

Ici, ce sont les prescriptions du zonage d'assainissement pluvial du PLUi, s'inscrivant dans une démarche de gestion intégrée des eaux pluviales, qui seront appliquées, à savoir :

- La mise en place de revêtements poreux (parking, espaces verts) ;
- La mise en place d'une gestion des eaux pluviales à la source en cherchant dès que possible à infiltrer et à déconnecter les eaux pluviales des réseaux ;
- La mise en place de prescriptions sur le volet quantitatif par rapport au niveau de risque « Aléa fort » : gestion des surfaces imperméabilisées pour **une pluie décennale** (ou débit de fuite de 3 l/s/a et 1 l/s minimum),

4 DIMENSIONNEMENT DES MESURES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

4.1 Application du zonage pluvial de Quimperlé Communauté

L'ouvrage a été dimensionné selon les prescriptions du zonage pluvial de Quimperlé Communauté, s'inscrivant dans une démarche de gestion intégrée des eaux pluviales, à savoir :

- La mise en place de revêtements poreux (parking, espaces verts) ;
- La mise en place d'une gestion des eaux pluviales à la source en cherchant dès que possible à infiltrer et à déconnecter les eaux pluviales des réseaux ;
- La mise en place de prescriptions sur le volet quantitatif par rapport au niveau de risque « Aléa fort » : gestion des surfaces imperméabilisées pour une pluie décennale (ou débit de fuite de 3 l/s/a et 1 l/s minimum),

Une feuille de calculs pour le dimensionnement des ouvrages est fournie par Quimperlé Communauté (feuille de calculs annexés au présent document).

4.2 Station météorologique

Dans un objectif de gestion intégrée des eaux pluviales, ces dernières seront traitées par infiltration. Le dimensionnement sera réalisé sur une pluie d'occurrence décennale conformément au zonage pluvial de Quimperlé Communauté.

La station météorologique retenue sur le secteur de Quimperlé Communauté correspond à celle de Lorient – Lann Bihoué (56) (station de référence la plus proche de la zone d'étude).

Tableau n°2: Données d'entrée pour le dimensionnement (Source : Zonage pluvial de Quimperlé Communauté)

Occurrence de protection	Durée de pluie	Station météo
10 ans	1440 minutes	Lorient – Lann Bihoué (56)

4.3 Coefficient d'apport

Les coefficients suivants ont été considérés dans le cadre de notre approche hydraulique conformément au zonage pluvial de Quimperlé Communauté.

Tableau n°3: Coefficient d'apport en fonction de l'occupation du sol (Source : Zonage pluvial de Quimperlé Communauté)

Type de surface	Coefficient d'apport considéré
Bâti, voirie et autres surfaces imperméabilisées	1
Espaces non imperméabilisées (espaces verts)	0,2
Surfaces intermédiaires (parking terre-pierre, revêtement sableux, etc.)	0,5

4.4 Perméabilité des sols en place

Le site de projet n'a pas fait l'objet de mesures de perméabilité in situ pour le moment.

Une perméabilité « K » de 1.10^{-5} m/s a arbitrairement été considérée dans la suite de notre approche à ce stade (perméabilité requise au zonage des eaux pluviales, pour permettre l'infiltration de tout ou partie des eaux pluviales). Notons que la réalisation de tests de perméabilité in situ est requise par le schéma directeur des eaux pluviales de Quimperlé Communauté.

Cette valeur devra être vérifiée lors de l'étude géotechnique et une adaptation de la gestion des eaux pluviales pourra s'avérer nécessaire selon les conclusions de ce rapport.

4.5 Choix du type de gestion et dimensionnement de l'ouvrage de gestion des eaux pluviales

Afin de répondre aux objectifs de SDAGE Loire-Bretagne en matière de gestion intégrée des eaux pluviales et du zonage de Quimperlé Communauté, c'est un dispositif d'infiltration qui a été préconisé.

Compte tenu du contexte : un site localisé en aléa fort sur le volet quantitatif, l'ouvrage a été dimensionné pour assurer le traitement d'une pluie décennale.

Tableau n°4: Paramètres des calculs et caractéristiques de l'ouvrage d'infiltration (Source : Dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales, Zonage pluvial de Quimperlé Communauté, feuilles de calculs annexées au dossier)

Caractéristiques	Ouvrage d'infiltration
Occurrence de protection	10 ans
Zone station météo	Lorient – Lann Bihoué (56)
Surfaces imperméables retenues	3 567 m²
Surfaces semi-perméables retenues	1 143.5 m²
Surfaces perméables retenues	1 308 m² + 1 082.5 m² (surfaces interceptées en amont) = 2 390.5 m²
Perméabilité retenue pour le dimensionnement (à vérifier par des tests d'infiltration)	K=1*10^{-5} m/s
Porosité minimale en cas de massif/ tranchée	40 % de vide
Matériaux en cas de massif/ tranchée	Gravier lavé 40/80
Surface minimum de l'ouvrage	350 m²
Volume utile	173.5 m^3

Les volumes seront répartis sous les stationnements et la voirie. Ces ouvrages permettront d'assurer l'infiltration, à l'intérieur du projet, de la totalité des eaux pluviales pour une pluie d'occurrence décennale.

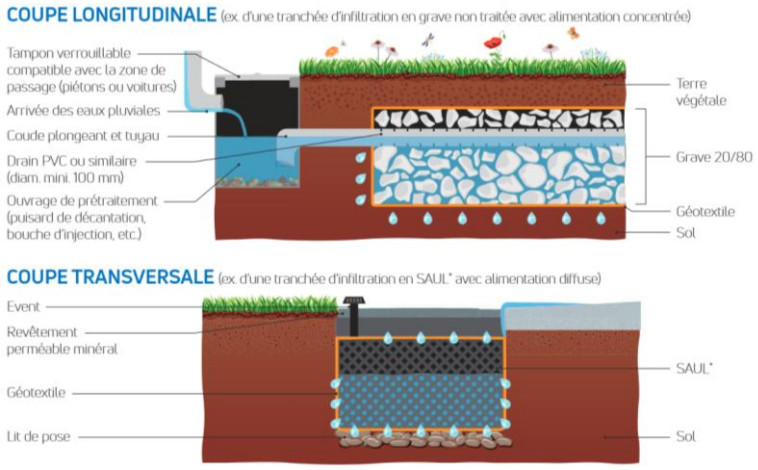


Illustration N°21: Tranchée drainante (source : Adopta)

La tranchée d'infiltration, ou massif drainant, est constituée d'un massif composé de gravier lavé 40/80 à 35 % de vide, d'un géotextile en fond de fosse et d'un drain de répartition. Ces ouvrages peuvent être mis en œuvre sous tout type de revêtement : sous les espaces verts, sous les accès, les stationnements pavés joint gazon, …

Les tranchées drainantes seront tapissées d'un géotextile autour du massif. Au regard du risque de pollution aux hydrocarbures (voirie, parking), il est recommandé de mettre en place un Aquatextiles©,

qui permet d'assurer l'élimination d'une grande partie des hydrocarbures (via micro-organismes). Le massif drainant sera équipé d'un regard en entrée et sortie pour en assurer le contrôle et l'entretien. Le regard d'entrée doit être équipé d'une décantation. Les ouvrages d'infiltration seront implantés à 3 mètres minimum des bâtiments. Si cette distance ne pouvait pas être respectée, la cote de fond du vide sanitaire devra, à minima, correspondre à celle du NPHE des ouvrages d'infiltration.

4.6 Fonctionnement et entretien des ouvrages

4.6.1 Fonctionnement des ouvrages

Le fonctionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales peut être décrit de la façon suivante : lors d'un événement pluvieux, le débit en entrée est supérieur au débit de sortie (infiltration ici) ; le système stocke alors les volumes excédentaires : c'est la phase de remplissage. A la fin de l'événement pluvieux, le débit en entrée devient inférieur au débit en sortie, les volumes excédentaires accumulés peuvent alors être évacués : il s'agit de la phase de vidange.

Pour les débits entrants inférieurs au débit de sortie (débits de temps secs), les ouvrages ne jouent aucun rôle de temporisation.

L'effet de laminage qui se produit à l'intérieur des ouvrages, permet ainsi de réduire notablement la vitesse des particules entraînant leur chute au fond du bassin. La plus grande part de la pollution étant liée à ces matières en suspension, le système assure ainsi un abattement sur l'ensemble des paramètres.

4.6.2 Ouvrage d'infiltration

Les travaux de terrassement devront obligatoirement commencer par la réalisation des mesures compensatoires (ou au moins d'un système rudimentaire) afin de réguler et de traiter les eaux de ruissellement qui sont généralement chargées de matières en suspensions pendant les périodes de travaux. **Ces ouvrages seront équipés d'un filtre à paille durant toute la durée des travaux afin d'éviter le rejet de matières en suspension vers le milieu récepteur.**

Après un évènement orageux, le gestionnaire procédera à une visite sur site et à un nettoyage si celui-ci s'avère nécessaire. Afin de limiter la charge de polluant transféré vers le milieu récepteur et pour obtenir un impact moindre sur le milieu récepteur, il est souhaitable de réaliser un entretien régulier des voiries et du réseau de collecte.

4.6.3 Surverse

Les ouvrages ont été dimensionnés sur une pluie d'occurrence décennale. En cas d'évènement pluvieux d'occurrence supérieure à cette dernière ou en cas de dysfonctionnement majeur, les ruissellements se dirigerons gravitairement vers le Sud du projet, au sein des espaces verts, puis vers le réseau d'eaux pluviales de la Rue de Nara.

4.7 Entretien et surveillance des ouvrages

4.7.1 Massifs enterrés

Les regards en entrée des massifs drainants feront l'objet d'une surveillance particulière pour éviter leur obturation. Lors des visites sur site (minimum deux fois par an), le gestionnaire veillera à surveiller l'état de ces regards (curage en cas de colmatage). Un cahier d'entretien des ouvrages sera tenu à jour dans le cadre de ces visites et de l'entretien entretiens.

4.7.2 Réception

A réception des travaux, les plans de récolement des réseaux et ouvrages de gestion du pluvial réalisés et transmis à la mairie et au service d'assainissement en charge des réseaux d'eaux pluviales. L'on veillera à l'ouverture des éventuels bouchons, positionnés temporairement lors des travaux.

5 RECAPITULATIF DES MESURES

Afin d'assurer la gestion des eaux pluviales de ce projet, conformément au SDAGE Loire-Bretagne et au zonage pluvial de Quimperlé Communauté, l'opération prévoit :

- La mise en place de surfaces perméables et semi-perméables pour une part importante de ses surfaces (stationnement, espaces verts),
- La mise en place de dispositifs **d'infiltration des eaux pluviales**.

Ces ouvrages prendront la forme de tranchées drainantes positionnées sous les stationnements et la voirie pour un volume total de **173.5 m³** utile. Ces ouvrages collecteront l'ensemble des surfaces de l'opération (bâti, voiries, stationnements, espaces verts).

L'ouvrage sera positionné au point bas de l'opération. Il sera équipé d'un trop-plein dirigé vers le réseau d'eaux pluviales présent le long de l'Avenue Arthur Krebs (Ouest) et de la Rue de Nara (Sud).

Ces dispositions permettent de répondre aux orientations des différents documents cadres sur l'eau qui incitent à traiter les eaux pluviales au plus près du point de chute et par infiltration.

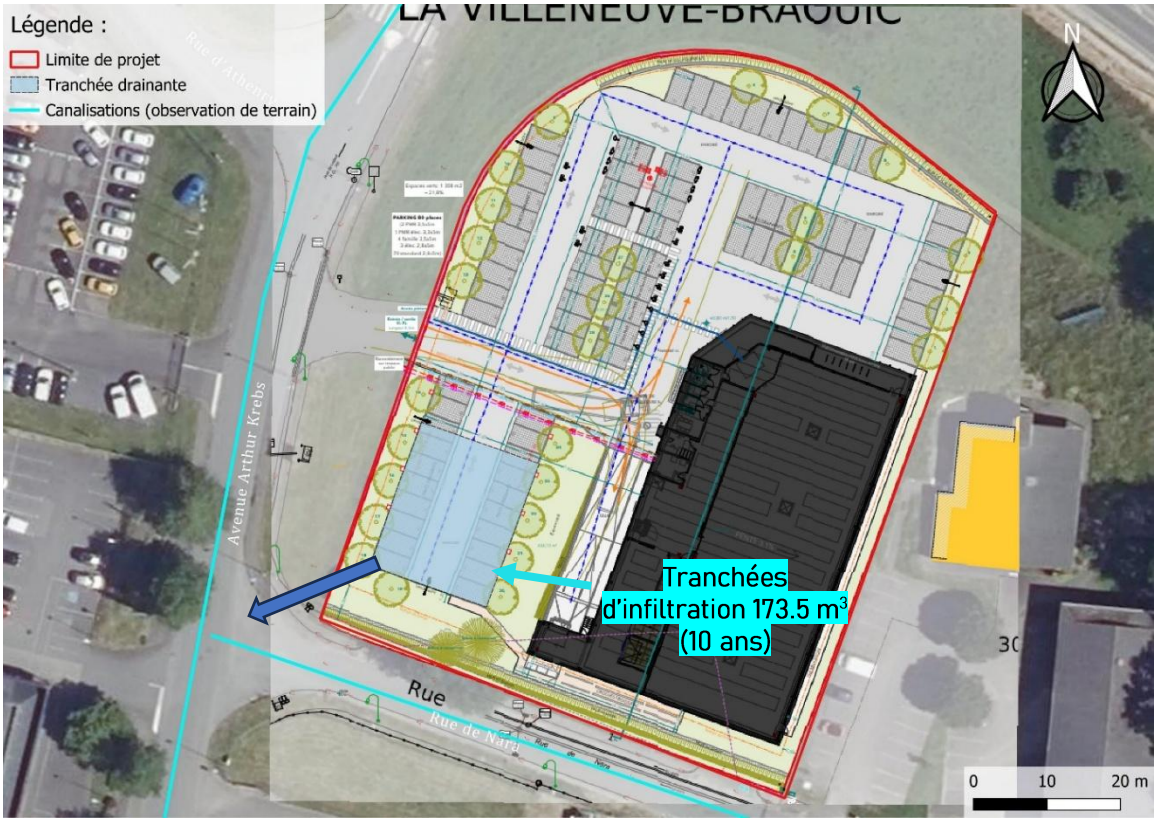


Illustration N°22: Principe de fonctionnement et d'implantation des dispositifs de gestion des eaux pluviales. Ne peut se substituer à un plan d'exécution

L'hypothèse présentée dans le présent document doit être validée par la réalisation de mesures de perméabilité des sols en place. En l'absence de tests de perméabilité in situ, les ouvrages ont été dimensionnés sur la base d'une perméabilité hypothétique de 1.10^{-5} m/s. Le SDEP de Quimperlé exigeant la réalisation de mesures in situ, des tests de perméabilité devront obligatoirement être réalisés. Les hypothèses de dimensionnement présentées ici devront ainsi être vérifiées et corrigées après obtention des valeurs de perméabilité.

Les ouvrages décrits ici sont dimensionnés pour gérer des eaux pluviales et uniquement les eaux pluviales (et non des eaux de drainage ou d'assainissement). Tout raccordement de drains ou d'eaux usées sur les ouvrages est proscrit et pourrait, le cas échéant, entraîner des dysfonctionnements pouvant entraîner des inondations en aval et/ou une pollution.

6 ANNEXES

Annexe 1 : Feuille de calculs, dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales en application du zonage pluvial de Quimperlé Communauté.

Dimensionnement du dispositif de gestion des eaux pluviales en application du zonage pluvial de Quimperlé Communauté

Mode d'emploi : Les cases à fond **orange** sont destinées à être renseignées par l'utilisateur de l'outil. Ces informations sont nécessaires pour les calculs . Les autres cases sont issues de formules automatiques. Les cases à fond **rouge** sont les résultats des calculs.
Afin de mieux utiliser l'outil, il est conseillé de lire, la notice de zonage eaux pluviales : **quimperle-communaute.bzh**

Etape	Données			Valeurs	
1	**Définir les surfaces comptabilisables et les surfaces imperméabilisées**				
	1. Dans le cas d'un projet de construction ou de reconstruction après démobilisation, les surfaces comptabilisables correspondent à **la totalité des surfaces de l'unité foncière.**				
	2. Dans le cas d'un projet d'extension de construction existante, les surfaces comptabilisables correspondent **uniquement à la surface du projet d'extension.**				
	Projet soumis à un permis d'aménager			**Oui**	
	Surface du projet	Surface totale du projet (S_t)	**S_t =**	**7 101**	m^2
		Surface active	**Sa=**	4617	m^2
	Coef. de ruissellement	Coefficient d'apport	***Ca*=**	65,0%	
2	**Gestion Quantitative : Définir le volume minimum à gérer (Vr)**				
	Aléas	Votre projet est dans une zone : d'Aléa quantitatif :		Fort	
		Votre projet est :		soumis à la gestion des eaux pluviales	
	Calcul du volume minimum à infiltrer	Le volume minimum à gérer (Vr) est calculé sur la base des entrants suivants : une période de retour dimensionnante de :		**10**	ans
		de débit de fuite maximal de :		**3**	L/s/ha
		de débit de fuite minimal de :		**1**	L/s
		Surface comptabilisée :		**7 101**	m^2
		Si rejet, débit autorisé :	Qf =	**2,1**	L/s
		Le volume minimum à gérer est :	Vr =	**173,5**	m^3
	Infiltration	Capacité d'infiltration :	Perméabilité K =	1,00E-05	m/s
			soit K =	**3,60E+01**	mm/h
			Surface d'infiltration =	350	m^2
		La perméabilité de votre sol		permet d'infiltrer tout ou partie des eaux pluviales.	
		Si infiltration, débit d'infiltration :	Q_inf =	**0,0035**	m^3/s
		Votre projet est :		compatible avec une infiltration totale des eaux pluviales	
		Volume résiduel à stocker :	Vr_résiduel =	-	m^3
3	**Gestion Qualitative : Définir la nécessité de dispositifs de décantation et d'abattement des polluants**				
	Aléas	Votre projet est dans une zone : d'Aléa qualitatif (Zone de risque qualité) :		Sélectionner parmi les choix de la liste déroulante	
		Préconisations :			

Surface totale du projet (m^2)	**7101**
Surface active (m^2)	**4616,85**
Coefficient d'apport	**0,65016899**

ok

Détail à remplir		
Type de surface	**Coefficient de ruissellement associé**	**Superficie (m^2)**
Surface imperméabilisée	1,00	3567
Surface partiellement imperméabilisée	0,50	1143,5
Surface Perméable	0,20	2390,5

Méthode des pluies

Surface (ha)	0,710	*7101 m²*
Coefficient d'apport	0,7	
Débit de fuite (m^3/s)	0,00213	*2,1303 L/s*
Débit de fuite (m^3/s) ajusté	**0,00213**	*2,1303 L/s*

Station météo: **Lorient - Lann Bihoue (56)** **Période de retour : 10 ans**

Domaine de validité	de		0,1 h	3 h
	à		6 h	24 h
Coefficients de Montana	a (mm/min)		4,124	9,829
	b		0,585	0,760

Pas de temps (mn)	5
Durée de remplissage (min)	360
Temps de vidange (min)	1354
Volume (m^3)	**173,03**
Volume (L)	**173 029**

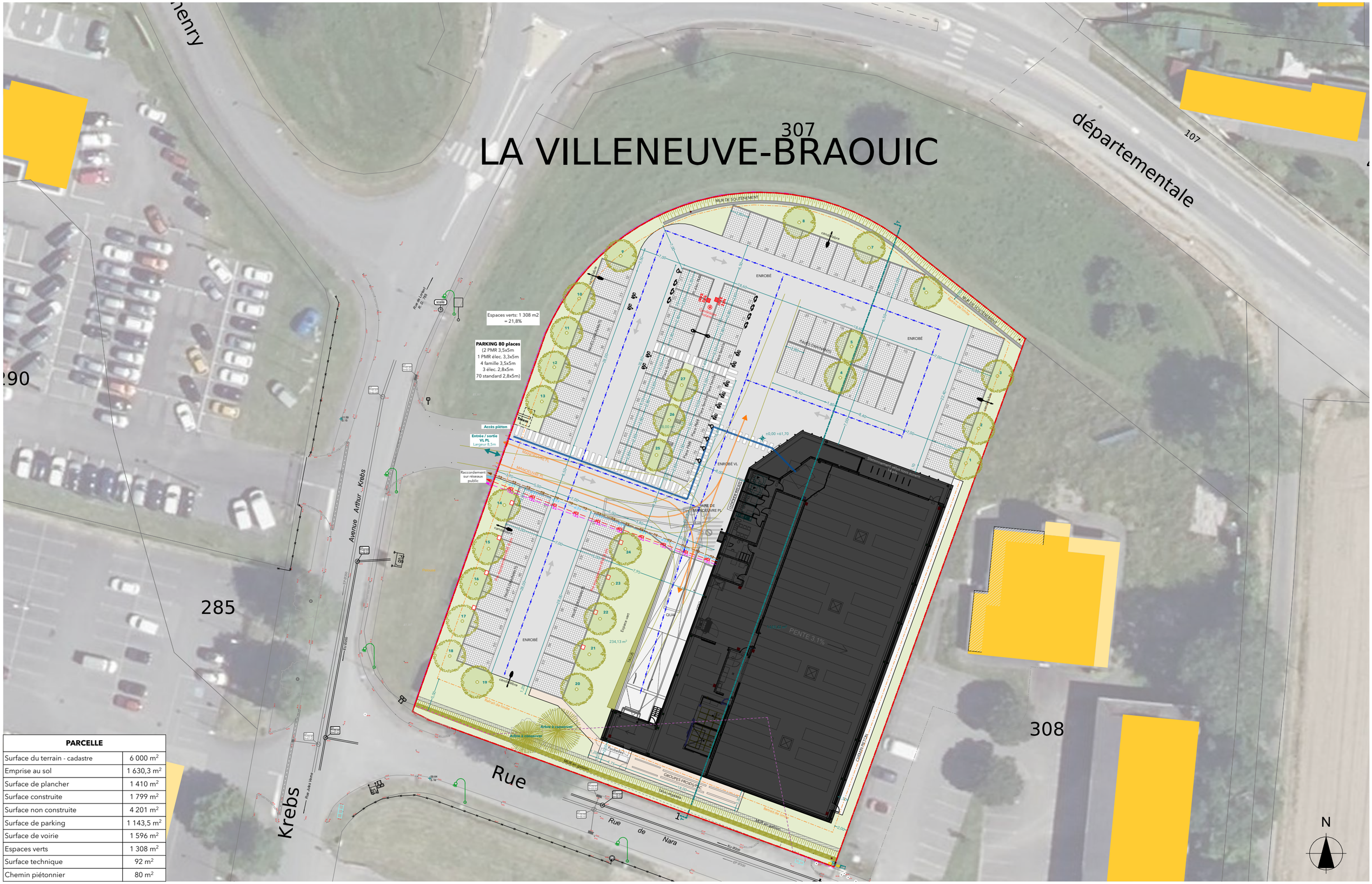
horaire d'atteinte du volume max : 6,00 h

Quarta



Quarta





PARCELLE	
Surface du terrain - cadastre	6 000 m²
Emprise au sol	1 630,3 m²
Surface de plancher	1 410 m²
Surface construite	1 799 m²
Surface non construite	4 201 m²
Surface de parking	1 143,5 m²
Surface de voirie	1 596 m²
Espaces verts	1 308 m²
Surface technique	92 m²
Chemin piétonnier	80 m²

Propriété intellectuelle et artistique de Garçonnet Loncle Architectes // Toutes modifications, reproductions, ou communications à des tiers sont interdites sans autorisations préalables de Garçonnet Loncle Architectes.

MAITRE D'OUVRAGE :

IMMALDI & Cie
Bâtiment Exelmans
33,Rue de Vanesses
93420 VILLEPINTE

MAITRE D'OEUVRE :

GARÇONNET LONCLE ARCHITECTES
Chargé d'affaire : LONCLE Fabrice
Conception : BIANCHINI Martina
48b, rue du port Favigo
22000 SAINT-BRIEUC
Tél : 02.96.61.42.38

Construction d'un magasin ALDI

1 RUE DE NARA
29300 Quimperlé

Plan de masse - Projet

PHASE	INDICE	N° PLAN	ÉCHELLE	DATE
PC	A	PC.2.2	1:500	04/03/2026



Légende

- Engazonnement / 517m²
- Prairie fleurie /531m²
- Massif fleuri / 32m²

Biodiversité

- Panneau pédagogique / 2u
- Gabion / 34m²
- Arbres conservés

Arbustes

Haie basse fleurie / 131ml
(Abelia prostrata)

Haie basse parfumée / 27ml
(Choisya x dewitteana 'White Dazzler')

Haie libre mixte / 68ml
(Amelanchier ovalis, Berberis vulagris, Cornus sanguinea, Corylus avellana, Euonymus europaeus, Ligustrum vulgare, Lonicera xylosteum, Rhamnus frangula, Prunus spinosa, Sambucus nigra, Viburnum lantana, Viburnum opulus)

Arbres

Quercus petraea / 1u
(Chêne sessile)

Carpinus betulus / 1u
(Charme commun)

Tilia cordata / 2u
(Tilleul à petites feuilles)

Sorbus torminalis / 3u
(Alisier torminal)

Acer freemanii 'Autumn Blaze' / 3u
(Erable de Freeman)

Acer opalus / 3u
(Érable à feuilles d'obier)

Prunus serrulata 'Sunset Boulevard' / 6u
(Cerisier à fleurs)

Acer campestre / 8u
(Erable champêtre)

Z:\AAA - MODELES\Autocad\Logo simple.jpg

L'Atelier Mathilde Martin
PAYSAGISTE CONCEPTEUR

2 rue Abel Poulin
41700 Le Controis-en-Sologne

www.mathilde-martin-paysagiste.com
mathilde@ateliermathildemartin.fr
02 54 56 16 22 / 06 71 84 93 02

MAITRE D'OUVRAGE

IMMALDI SAS
527 rue Clément Ader
Parc d'Activités de la Goële
77230 DAMMARTIN-EN-GOËLE

CONSTRUCTION D'UN MAGASIN ALDI

1 rue de Nara
29300 QUIMPERLE

PLAN PAYSAGE

PHASE	PC
LOT	EV
DATE	02/03/2026
ECHELLE	métrique

Construction d'un magasin ALDI

Commune de QUIMPERLE

PROJET PAYSAGER

03 avril 2026 / Version 2



L'Atelier Mathilde Martin
PAYSAGISTE CONCEPTEUR

2 rue Abel Poulin
41700 Le Controis-en-Sologne

www.mathilde-martin-paysagiste.com
mathilde@ateliermathildemartin.fr
02 54 56 16 22 / 06 71 84 93 02

SOMMAIRE

PROJET PAYSAGER

Concept du projet	Contraintes réglementaires et grands axes du projet
Plans	Plan paysager légendé
Arbres	La strate arborée
Arbustes	La strate arbustive (arbustes isolés et haies)
Vivaces	Détails du fleurissement
Biodiversité	Les éléments en faveur de la biodiversité

CONTRAINTES REGLEMENTAIRES applicables aux aménagements paysagers **(PLU - Secteur U)**

- ✓ Le choix d'essences locales est à privilégier.
- ✓ L'utilisation d'essences végétales allergènes / invasives est interdite
- ✓ Les installations susceptibles de nuire à l'aspect des lieux (réservoirs, citernes, remises…) devront faire l'objet d'une intégration paysagère.
- ✓ Les plantations existantes doivent être maintenues ou remplacées par au moins une plantation équivalente d'essence locale (sauf si : impossibilité ou suppression sanitaire/sécurité).
- ✓ Concernant les clôtures végétales : les haies mono-spécifiques d'espèces persistantes sont interdites. Les haies devront comporter au moins 3 espèces différentes avec maximum 1/3 de persistantes.
- ✓ Les espaces libres non bâtis et non occupés par les aires de stationnement doivent être paysagés et plantés à raison d'un arbre de haute tige au moins par 200 m² de ces espaces.
- ✓ 1255m² = 7 arbres

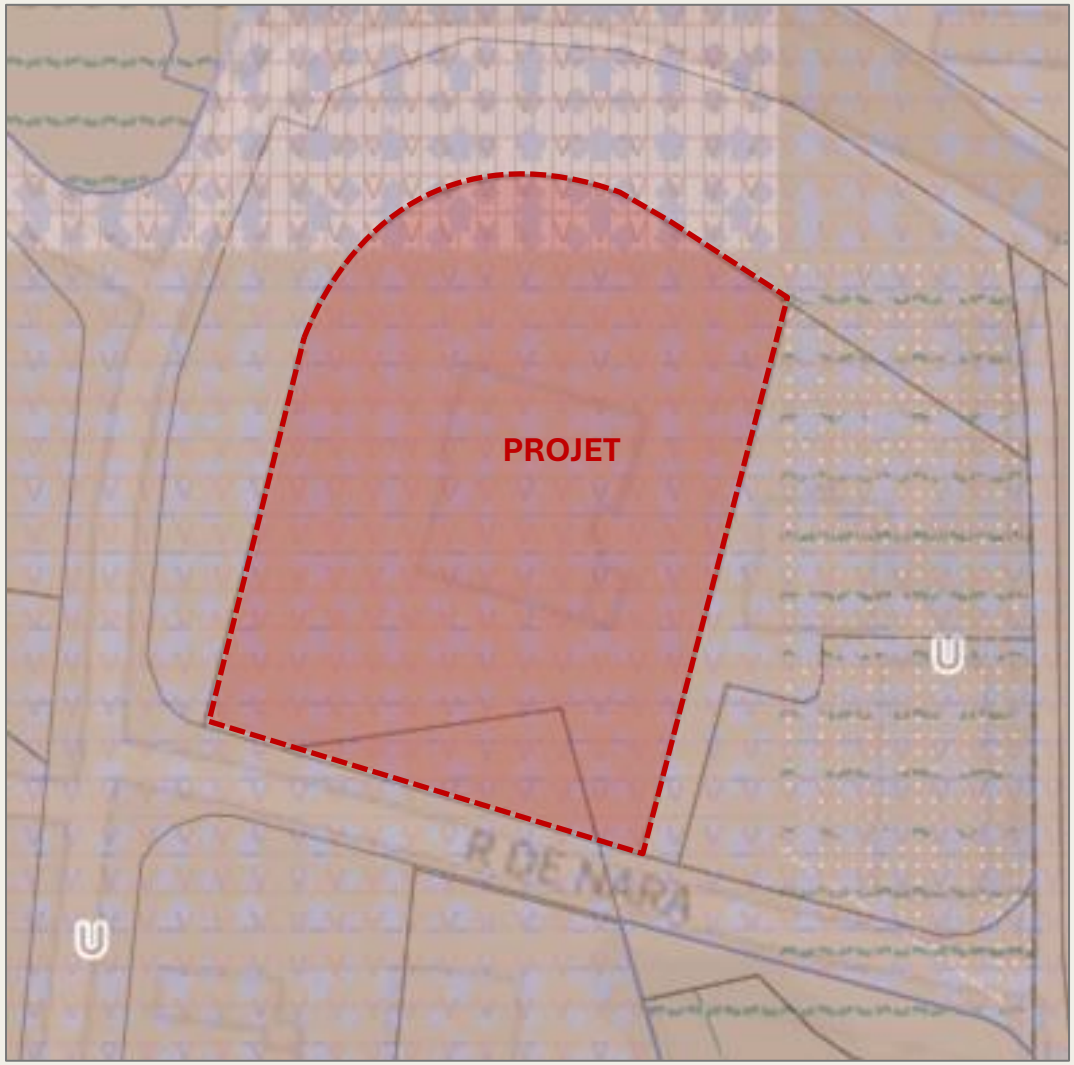
Article R111-25-8 du Code de l'Urbanisme

- ✓ Lorsque l'ombrage du parc de stationnement est assuré par des arbres, l'obligation mentionnée à l'article R. 111-25-7 est satisfaite par la plantation d'arbres à canopée large, répartis sur l'ensemble du parc, à raison d'un arbre pour trois emplacements de stationnement. Les dispositions du précédent alinéa ne font pas obstacle à ce que le gestionnaire du parc établisse que les arbres plantés dans le parc de stationnement assurent d'ores et déjà l'ombrage de plus de la moitié de sa surface.

Loi APER

- ✓ Les parcs de stationnement extérieurs d'une superficie supérieure à 1 500 mètres carrés sont équipés, sur au moins la moitié de cette superficie, d'ombrières intégrant un procédé de production d'énergies renouvelables sur la totalité de leur partie supérieure assurant l'ombrage.
- ✓ Les obligations résultant du présent article ne s'appliquent pas Lorsque le parc est ombragé par des arbres sur au moins la moitié de sa superficie.

➢ 80 places de stationnement = **27 arbres**



Zonage PLU

Le projet se situe 1 rue de Nara, à Quimperlé dans le Finistère (29300) en région Bretagne. Il consiste en la construction d'un magasin Aldi, le tout dans un écrin de verdure d'environ 1306m² d'espaces verts de pleine terre. L'objectif principal des aménagements paysagers est d'intégrer au mieux le projet dans son environnement. Cependant, une attention particulière sera également accordée aux prises en compte des aspects écologiques du projet.

❖ **L'ENGAZONNEMENT**

Le site faisant l'objet d'une réflexion écologique, les engazonnements seront composés pour partie de gazon écologique notamment dans les espaces peu fréquentés. Les tontes seront limitées, les fauches tardives seront privilégiées dans ces zones semées d'essences locales herbacées. Les zones entretenues régulièrement seront situés exclusivement aux abords directs des bureaux et des parkings.

❖ **LES HAIES PERIPHERIQUES**

Le site sera partiellement entouré d'une haie libre variée, permettant de masquer les vues sur une hauteur à terme d'environ 3 à 5 mètres. La haie libre d'essences variée est aussi un élément majeur en faveur de l'installation d'une faune riche. Les essences d'arbustes sélectionnées pour ces haies sont 100% locales.

❖ **LES ARBRES**

27 arbres déjà formés seront plantés sélectionnés dans une palette de 8 essences compatibles avec le site (adaptation au site, dimensions, système racinaire, fructifications, etc.) dont plus de la moitié d'essences locales.

Nous plantons 27 arbres afin de satisfaire aux différentes réglementations dont 27 à proximité des parkings pour en assurer l'ombrage.

(Application de la règle la plus contraignante)



Vue aérienne du site et de son environnement proche

Création de **1306m² d'espaces verts** représentant 22% environ de la surface du projet :

- ✓ Végétation très majoritairement indigène favorisant l'intégration paysagère et la biodiversité.
- ✓ Prise en compte des vues vers le site par la mise en place d'écrans visuel sous forme de haies champêtres.
- ✓ 27 grands arbres plantés dans 8 essences adaptées à l'environnement.
- ✓ Mise en place d'un écrin végétal de milieux diversifiés (prairies, haies champêtres, bosquets d'arbres,…) favorables à l'implantation d'une faune riche.
- ✓ 68 ml de haie champêtre variée plantés.
- ✓ Végétation fleurie et odorante proche des circulations piétonnes
- ✓ Palette végétale attractive toute l'année (Ecorces, floraisons printanières, couleurs automnales, fructifications, etc.)

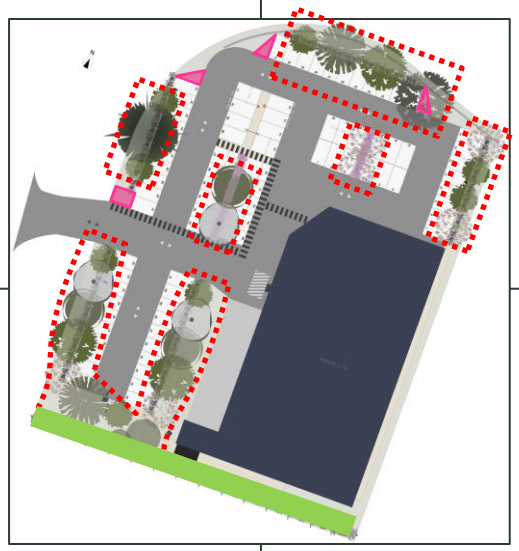


Simulation du projet

1 Frange arbustive

Végétation étagée (sur plusieurs niveaux), composée d'un mélange d'arbustes de différentes hauteurs (de 3m à 5m environs)





2 Fleurissement

Fleurissement aux endroits stratégiques du site : au niveau du totem de l'enseigne et dans les massifs sur le parking. Des vivaces faciles, résistantes à la sécheresse et à longue floraison ont été sélectionnées. Outre un intérêt esthétique de longue durée, elles présentent un entretien réduit et peuvent être dispensées d'arrosage.



3 Plantation d'arbres

Bosquets arborés denses conformément aux préconisations du PLU pour une intégration paysagère harmonieuse et une réduction des îlots de chaleur. Essences majoritairement locales favorisant la biodiversité et l'installation d'une faune locale.



4 Parkings infiltrants

Parkings VL en pavés infiltrants afin de limiter l'imperméabilisation des sols et favoriser l'infiltration des eaux pluviales sur la parcelle.



5 Parkings arborés

Places de stationnement VL arborées à raison d'un arbre pour 3 places conformément au code de l'urbanisme. Les arbres à grand développement sont plantés à proximité des places afin d'en assurer l'ombrage.





Tonte différenciée 6

Espaces engazonnés gérés de manière différenciée : ils seront tondus aux abords directs du bâtiment et des parkings, et fauchés une à deux fois par an dans les espaces moins fréquentés afin de laisser la biodiversité prospérer.





Légende

- Engazonnement / 517m²
- Prairie fleurie /531m²
- Massif fleuri / 32m²

Biodiversité

- Panneau pédagogique / 2u
- Gabion / 34m²
- Arbres conservés

Arbustes

- **Haie basse fleurie / 131ml**
  (Abelia prostrata)
- **Haie basse parfumée / 27ml**
  (Choisya x dewitteana 'White Dazzler')
- **Haie libre mixte / 68ml**
  (Amelanchier ovalis, Berberis vulagris, Cornus sanguinea, Corylus avellana, Euonymus europaeus, Ligustrum vulgare, Lonicera xylosteum, Rhamnus frangula, Prunus spinosa, Sambucus nigra, Viburnum lantana, Viburnum opulus)

Arbres

- **Quercus petraea / 1u**
  (Chêne sessile)
- **Carpinus betulus / 1u**
  (Charme commun)
- **Tilia cordata / 2u**
  (Tilleul à petites feuilles)
- **Sorbus torminalis / 3u**
  (Alisier torminal)
- **Acer freemanii 'Autumn Blaze'** / 3u
  (Erable de Freeman)
- **Acer opalus / 3u**
  (Érable à feuilles d'obier)
- **Prunus serrulata 'Sunset Boulevard' / 6u**
  (Cerisier à fleurs)
- **Acer campestre / 8u**
  (Erable champêtre)



Représentation schématique de la position des arbres tiges

La strate arborée

- ✓ 27 arbres tige déjà formés plantés et 2 arbres conservés
- ✓ Les arbres plantés en périphérie du site permettent de créer des écrans visuels sur 12m de hauteur environ et de favoriser les continuités écologiques.
- ✓ Les arbres plantés à proximité du bâtiment permettent une meilleure intégration paysagère de ce dernier.
- ✓ Les essences sélectionnées sont majoritairement d'essences locales pour une intégration harmonieuse dans l'environnement.
- ✓ Les espaces de convivialité sont densément arborés pour le confort des usagers (intérêt esthétique et climatique).

ARBRES	Qté (u)
→ Quercus petraea	1
→ Carpinus betulus	1
→ Tilia cordata	2
→ Sorbus torminalis	3
Acer x freemanii 'Autumn Blaze'	3
Acer opalus	3
Prunus serrulata 'Sunset Boulevard'	6
→ Acer campestre	8
Arbre Conservé	2
Total	**29**

→ **Essences locales**

Arbre planté (27) **Arbre conservé (2)**



Représentation schématique de la position des arbres tiges

Afin de limiter l'entretien (désherbage) et de conserver la fraicheur du sol, les arbres seront paillés à leur pied par 12cm de BRF (Bois Raméal Fragmenté = végétaux ligneux broyés) sur une zone d'environs 1m de diamètre. En plus de favoriser la vie du sol (champignons, insectes, micro-organismes et bactéries ; tous indispensables à un cycle biologique optimal), le paillage en se décomposant participe à la création d'un complexe argilo-humique indispensable à une bonne santé et une bonne croissance des végétaux. **Les arbres seront tuteurés pendant 3 ans afin d'assurer une repise optimale (simple, bipode, tripode ou système d'ancrage en fonction des forces demandées lors de la consultation).**





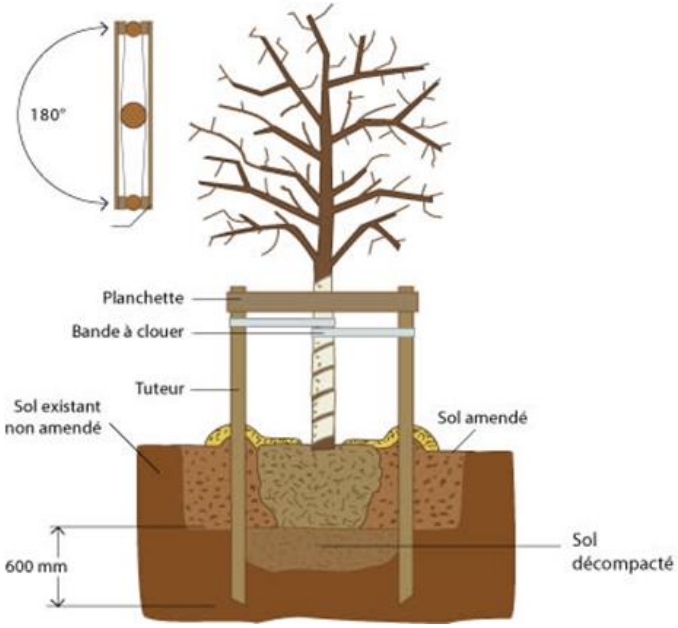


Schéma de principe de plantation d'un arbre tige

Arbres de haute tige d'essences locales



Tilia cordata



Sorbus torminalis



Quercus petraea



Carpinus betulus

Arbres de haute tige d'essences acclimatées

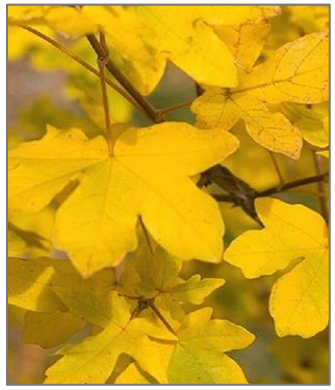




Acer opalus

Arbres champêtres d'essences locales

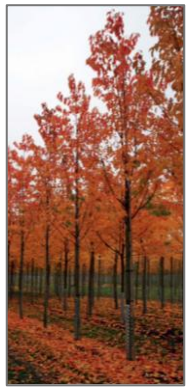




Acer campestre

Arbres de haute tige d'essences horticoles





Prunus serrulata 'Sunset Boulevard'





Acer x freemanii 'Autumn Blaze'



Représentation schématique de la position des arbustes et des haies

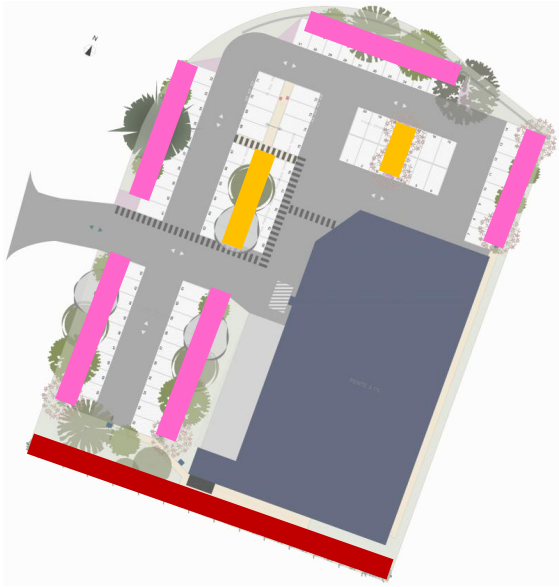
La strate arbustive

- ✓ 68 ml de haie libre mixte plantés.
- ✓ La végétation étagée en périphérie de site est composée d'un mélange d'arbustes de différentes hauteurs (de 3m à 5m environs).
- ✓ Les arbustes des haies champêtres sont 100% d'essences locales adaptées à leur environnement.
- ✓ Ils sont plantés en lignes et espacés de 1m.
- ✓ Haies basses, fleuries et arbustes de bassins viennent compléter la palette végétale.

La haie varié libre masque les vues, abrite du vent et crée un microclimat propice à la biodiversité y compris plusieurs mètres autour de celle-ci (il est communément admis qu'une haie de 2 mètres de hauteur a un impact sur environs 10 mètres). Elle offre « gite et couvert » à quantité d'organismes vivants.

La palette végétale arbustive

- ✓ Respecte les préconisations du PLU et les prescriptions architecturales et paysagères de la zone.
- ✓ Apporte un intérêt visuel au site (fruits décoratifs, feuillages d'automne, bois colorés, floraisons printanières).
- ✓ Les haies sont plantées en lignes sur 1 rang à 1m de distance.
- ✓ Apporte abris et nourriture à la faune sauvage (oiseaux, insectes et petit mammifères).
- ✓ Masque les vues.



Haie champêtre / 68ml

Haie basse parfumée / 27ml

Haie basse fleurie / 131ml

Représentation schématique de la position des arbustes et des haies

Afin de limiter l'entretien (désherbage) et de conserver la fraicheur du sol, les arbustes seront paillés à leur pied par une toile de paillage biodégradable compostable en 3 ans.

Plantation de haies










Amelanchier ovalis



Berberis vulgaris



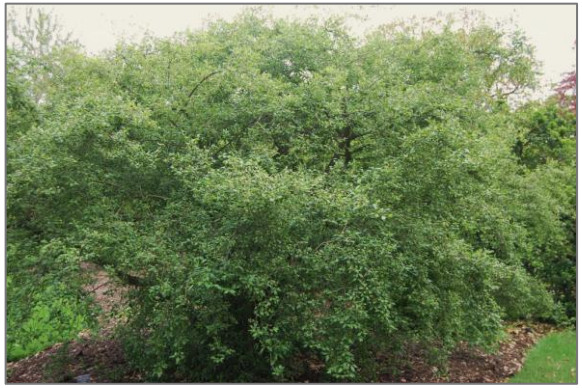

Corylus avellana

Arbustes de haies bocagères

Plante parfumée




Cornus sanguinea




Euonymus europaeus



Ligustrum vulgare




Prunus spinosa




Sambucus nigra

Arbustes de haies bocagères (suite)

Plante parfumée



Lonicera xylosteum





Rhamnus frangula





Viburnum opulus





Viburnum lantana



Haies basses



Abélia prostata





Choisya ternata 'White Dazzler'



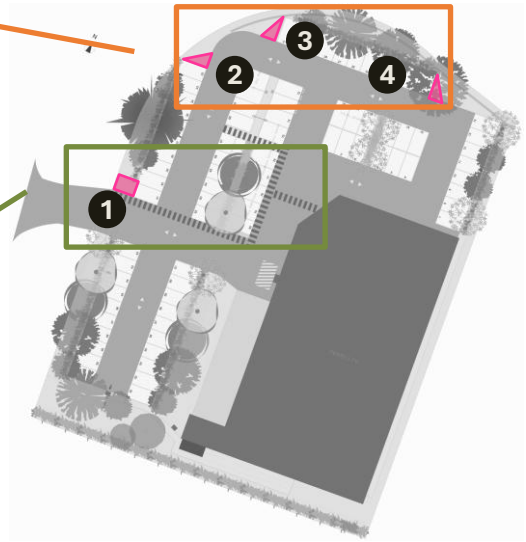
Massifs fleuris

✓ Massif du totem d'accueil (1)
✓ Massifs en rappel sur le parking (2,3,4).

Les vivaces apportent un intérêt esthétique toute l'année en raison de la durée de leurs floraisons parmi les plus longues (vivaces) et de leur structure pérenne y compris en hiver (graminées).

Les massifs seront paillés d'une toile biodégradable certifiée « OK Compost » recouverte de copeaux de bois afin d'améliorer la qualité esthétique.






Salvia microphylla 'Royal Bumble'


Helictotrichon sempervirens

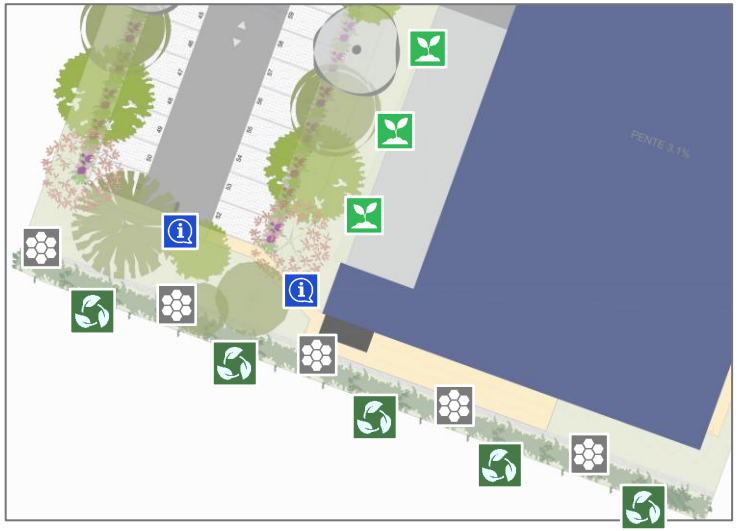

Perovskia atriplicifolia 'Little Spire'

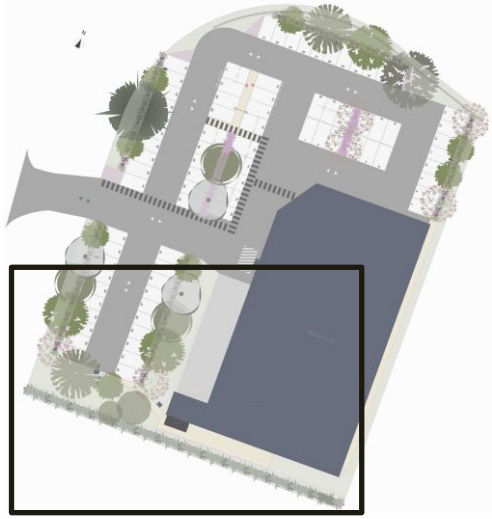

Stipa tenuifolia


Gaura lindheimeri 'Short Form'

Mise en place de biotopes propices à la petite faune.

- ✓ 1 Haie libre d'essences locales
- ✓ 1 muret en Gabion
- ✓ 1 Talus enherbé (en prairie)
- ✓ Zones enherbées laissées en prairie et fauchées 1 à 2 fois par an (gestion différenciée à prévoir ultérieurement).
- ✓ 2 Panneaux pédagogiques (sensibilisant aux enjeux de biodiversité).







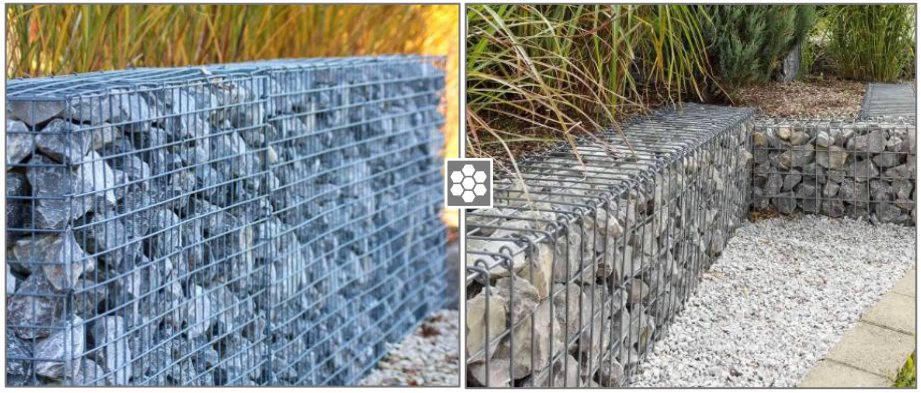
Haie libre d'essences locales



Prairie de fauche



Panneau pédagogique



Muret en Gabion



Talus enherbé

L'atelier MATHILDE MARTIN

L'Atelier Mathilde Martin
PAYSAGISTE CONCEPTEUR

2 rue Abel Poulin
41700 Le Controis-en-Sologne

02 54 56 16 22
06 71 84 93 02

www.mathilde-martin-paysagiste.com
mathilde@ateliermathildemartin.fr